

DIAGNOSTIC LOCAL DE SÉCURITÉ 2016

UN OUTIL AU SERVICE DE LA RÉFORME DE LA POLICE NATIONALE GUINÉENNE
ET DE LA POLICE DE PROXIMITÉ DANS LES COMMUNES DE DIXINN ET KALOUM



Partenaires pour la sécurité en Guinée:
La réforme de la police au service des citoyens

un projet avec Coginta, Cecide,
PartnersGlobal & Partners West Africa- Senegal

Cette publication a été rendue possible grâce au généreux soutien du Département d'État, des États-Unis et la coopération avec le Gouvernement de la République de Guinée. Les opinions exprimées dans cette publication sont uniquement celles des auteurs. Ils ne reflètent pas les politiques ou les opinions du gouvernement des États-Unis ou de gouvernement de la Guinée. Un remerciement spécial au Dr. Dominique Wisler de Coginta qui a largement contribué à l'élaboration et à l'examen du rapport.

© PartnersGlobal 2016

© Coginta 2016

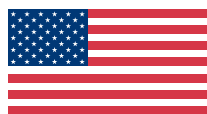


TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I : CONTEXTE SOCIODEMOGRAPHIQUE DES COMMUNES DE KALOUM ET DE DIXINN	4
CHAPITRE II : LA METHODOLOGIE DU SONDAGE	16
CHAPITRE III. CRIMINALITÉ ET INCIVILITÉS	28
CHAPITRE IV. LES COMPORTEMENTS ET L'OPINION PUBLIQUE SUR LA SÉCURITÉ	49
CHAPITRE V. LE REGARD DES RÉSIDENTS SUR LA SÉCURITÉ	60
CHAPITRE VI : L'IMAGE DE LA POLICE	76
CHAPITRE VII. LA VISION DES RESIDENTS SUR LEUR POLICE	99
CHAPITRE VIII: CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	104

CHAPITRE I : CONTEXTE SOCIODEMOGRAPHIQUE DES COMMUNES DE KALOUM ET DE DIXINN

La commune de Kaloum

Kaloum, presque-île ou île de Tombo ou encore « la fédération de Conakry I » pour les plus âgés et nostalgiques de la 1ère République, est cet espace qui se nomme, aujourd'hui, la commune de Kaloum (environ 25 km²). Elle est délimitée par l'océan Atlantique à l'ouest, au nord et au sud et par les communes de Dixinn (nord-ouest) et Matam à l'est. Historiquement, cette île était un terrain quasiment vierge où le colon français imaginait implanter une cité coloniale moderne sur un modèle européen. Ce serait vers 1885 qu'elle aurait été choisie pour devenir la capitale des Rivières du Sud (premier nom donné au territoire qui deviendra plus tard la Guinée française) en lieu et place de Dubréka qui est, de nos jours, une des villes satellites et dortoirs de la capitale guinéenne. Cet îlot de terre est passé de quelques 300 habitants en 1885 à 53 723 habitants en 1996 et 62.675 habitants en 2014, selon les chiffres préliminaires du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH 3). Sa population est constituée de 30.998 hommes et 31.677 femmes répartis dans 9.224 ménages, avec un nombre moyen de 6.8 individus par ménage et une densité urbaine de 2.507 habitants au km². La commune de Kaloum est le principal siège des organes de gestion économiques et administratives du pays (Présidence, Assemblée nationale, ministères, sièges de banques, entreprises, le principal port du pays) et abrite le second plus grand marché du pays (le marché Niger).

Habitat et pauvreté à Kaloum

La proportion de locataires à Kaloum est relativement élevée. Avec 40.5% de locataires, cette proportion est nettement plus importante qu'à Dixinn où elle n'est que de 29.1%. 28.2% des résidents de ladite commune résident sur leur propre propriété et 22.1% sur une copropriété familiale. Le nombre moyen de pièces à Kaloum est de 2.35 par bâtiment et s'avère légèrement plus réduit qu'à Dixinn (2.62 pièces). Le nombre moyen de personnes partageant le même repas est de 8.1% à Kaloum. Ces chiffres reflètent une situation tendue sur le marché du logement qui, à Kaloum, touche surtout les quartiers les plus pauvres comme Temenetaye et Coronthie II.

Les catégories professionnelles résidant à Kaloum ne diffèrent pas nettement de celles de Dixinn. Elle est cependant plus active sur le marché du travail puisque 45.7% sont actifs sur le marché du travail contre 39.2% à Dixinn. Une des particularités de Kaloum est la part relativement importante de femmes exerçant une activité professionnelle. Alors qu'à Dixinn 64% des femmes sont au foyer, cette proportion tombe à 51.2% à Kaloum. Les occupations principales des femmes de Kaloum (36.6%) sont le commerce et le secteur public (15%).

La pauvreté domine à Kaloum dont une partie de l'habitat est fait de bâtiments en banco dotés de toits de tôles hérité de l'époque coloniale. 36.1% des résidents se qualifient de pauvres et 28.5% de modestes. 16.7% se placent dans la catégorie des revenus moyens tandis que 18.8% déclarent avoir des revenus supérieurs à la moyenne. Notons que cette distribution est à peu près identique à Dixinn. La pauvreté se concentre dans certains quartiers de la commune de Kaloum: Coronthie II (76.3% de revenus faibles), Boulbinet (76.1%), Koulewondy (82%), Sans fil (78.2%) et Temenetaye (77%). La paupérisation des villes est un phénomène qui a été relevé dans plusieurs études précédentes. Elle est passée de 23% en 2002 à 31% en 2007 puis 35% en 2012. Le phénomène est dû en grande partie à l'effet combiné de l'exode rural, la hausse des prix des céréales à partir de 2008 et le chômage grandissant des jeunes. À titre d'exemple, plus de la moitié des dépenses des ménages à Conakry, de façon générale, est consacrée à l'alimentation et au logement.

La dernière étude sur l'Enquête Légère sur l'Emploi et la Pauvreté (ELEP, 2012) indique que cette situation s'ancre également dans le ralentissement de la croissance (4% en 2012, 3% en 2013 et 1% en 2014¹) et le revenu par tête est passé de +0,7% en 2012 à -0,7% en 2013 et -1,8% en 2014. Les prévisions pour 2015 sont pessimistes (-0,2% de croissance). Cependant, la maîtrise de la masse monétaire a permis de contenir l'inflation et de la réduire sensiblement (12,8 % en glissement annuel en 2012, 10,3 % en 2013 et 9,3 % en 2014).

Malgré cela, une large majorité des résidents sont d'avis qu'il fait bon vivre à Kaloum. Interrogés sur la question, 90% sont cet avis. Ce chiffre est nettement supérieur à la moyenne observée à Conakry lors de l'édition 2013 du diagnostic à Ratoma, Matam et Matoto. À Matoto, pour ne prendre qu'un exemple, la proportion était de 64.8%. À Kaloum, 7% seulement des résidents sont d'avis qu'il ne fait pas bon vivre dans la commune. Cette qualité de vie, les résidents la mesure notamment à partir d'un faible niveau de criminalité, d'un bon sentiment de sécurité et d'un accès à l'eau et l'électricité très largement supérieur aux autres communes de Conakry.

CARTE 1: LIMITES ADMINISTRATIVES DE LA COMMUNE DE KALOUM



Eau, électricité et assainissement

Selon les données récoltées pendant le sondage, plusieurs quartiers de Kaloum sont moins bien desservis que les autres en eau. Il s'agit, dans l'ordre, de Koulewondy, Sandervalia, Manquepas, Coronthie I, Sans Fil et Temenetaye. Cependant, la situation est nettement meilleure qu'à Dixinn. En Moyenne, 18.6% des résidents affirment que l'eau est leur première préoccupation à Kaloum contre pratiquement le double à Dixinn (30%). Le taux d'utilisation du robinet d'eau courante dans la commune serait de 60% (ELEP, 2012). Malheureusement, ces derniers 5 ans, la desserte est plus faible et les puits traditionnels, mal adaptés à une population urbaine, ont repris du service et constituent la première source d'approvisionnement en eau de nombreux ménages.

Pourtant, Kaloum est le siège du premier et du plus ancien château d'eau de la capitale. Mais l'absence d'investissements, la vétusté des installations et l'éclatement des conduites qui provoquent des dégâts importants, et dont les réparations durent plusieurs jours voire de semaines, ont eu pour conséquence un approvisionnement en eau réduit. Toutes les informations disponibles confirment que la fourniture se fait 3 à 5 fois par semaine en saison pluvieuse et un peu moins en saison sèche (autour de trois fois dans la semaine).

La plupart des structures étatiques ou privées et des ménages disposent de cuves de stockage d'eau. Certaines structures disposent de forages équipés de pompes à eau pour avoir de l'eau potable de façon permanente ou augmenter le débit des eaux de la Société des Eaux de Guinée (SEG).

Sur le plan de l'électricité, la situation s'est améliorée à Kaloum. Depuis le lancement de Kaléta et la fin des travaux des installations nouvelles (moyenne tension, transformateurs, nouveaux câbles, etc.), les coupures se sont réduites. Les résidents n'estiment pas que l'accès à l'électricité soit un problème particulièrement préoccupant à Kaloum à l'exception de ceux de Coronthie 2. Quant à l'éclairage public, certains quartiers sont mieux lotis que d'autres. Les moins bien desservis sont Sandervalia, les deux Coronthie, Boulbinet et Tombo. L'éclairage

public est disponible et répandu dans le centre de la commune, mais pas suffisamment le long des deux corniches (Nord et Sud).

Sur le plan de l'assainissement, il y a trois méthodes de collecte et de transport des ordures. La première est celle qui est faite par les citoyens qui déposent leurs ordures dans des endroits comme le bord des routes en attendant l'arrivée des camions de la commune qui viennent les ramasser de temps à autres (généralement trois fois par semaine). Ces camions n'assurent pas toujours le ramassage des ordures à temps en raison, dit-on, de pannes des véhicules ou par manque de carburant. Pourtant, certaines informations indiquent que les moyens mis à la disposition de la commune de Kaloum pour l'assainissement sont plus importants par rapports aux autres communes de la capitale. Ces tas d'ordures sont observés souvent autour du marché du Niger.

La deuxième méthode concerne le travail effectué par des petites et moyennes entreprises (PME) spécialisées dans la collecte et le transport des ordures. Certains ménages sont abonnés auprès de ces PME à 50 000 FG et paient 30 à 35 000 FG par mois. Le ramassage se fait trois fois par semaine de façon régulière. La plupart des structures étatiques et privées sont également abonnées auprès de ces PME.

La troisième méthode est pratiquée par des personnes ayant des chariots conçus pour la collecte et le transport des ordures. Ces personnes passent dans les ménages et les structures publiques pour collecter et transporter des ordures entassées généralement dans des sacs plastiques, des seaux ou des fûts. Le paiement se fait directement au ramasseur sur la base d'un montant forfaitaire convenu pour chaque opération. La difficulté avec cette méthode est que ces personnes peuvent ne pas venir pendant plusieurs jours obligeant le personnel en charge de la collecte et du transport des ordures et autres déchets de les jeter dans les rues, les

caniveaux et la mer. Le problème de l'insalubrité liée à ces déchets préoccupe en priorité les résidents des quartiers de Tombo, Sandervalia, de Coronthie I, de Manquepas et de Boulbinet.

La commune de Dixinn

Dixinn est le premier prolongement « naturel » de Kaloum à la suite de l'expansion urbaine de la capitale de la colonie des « Rivières du Sud ». Alors que le prolongement sud de Kaloum (Matam) avait été destiné par la colonisation et la 1^{ère} République à des zones commerciales et économiques, le prolongement nord devait accueillir des infrastructures administratives, sportives et universitaires. C'est ainsi que, en plus des infrastructures coloniales comme la forêt de Camayenne et le cimetière de Cameroun, Dixinn a accueilli le stade du 28 septembre, la 1^{ère} Université nationale (Université Gamal Abdel Nasser), le centre hospitalier universitaire (CHU) de Donka, la cité ministérielle et la plus grande mosquée de Conakry (Mosquée Fayçal).

Habitat et pauvreté à Dixinn

La commune de Dixinn compte 22 quartiers avec une population que le recensement général de la population (RGPH 3, 2014) estime à 137 818 habitants (69.640 hommes contre 67.878 femmes) répartis dans 19.792 ménages, soit environ 7 personnes par ménage. Ces populations vivent dans des zones d'habitats structurées et organisées dans les quartiers Dixinn, Belle Vue et Hafia. Les quartiers actuels de la Carrière – considérés encore dans les années 1980 de périphériques - sont des zones d'urbanisation spontanées. C'est à Kenien, Bellevue Ecole et Camayenne que l'exiguïté des logements s'avère la plus forte. En moyenne, les logements ont 2.10 pièces à Camayenne, 2.21 à Bellevue Ecole et 2.07 à Kenien. La grande majorité des résidents vivent dans des logements qui leur appartiennent ou sont des copropriétés familiales. 28.7% des résidents interrogés vivent dans une copropriété familiale, 39.4% dans des propriétés

privées et 29.1% sont en location. 1.9% vivent sur des propriétés publiques et 0.9% disent être logés gratuitement.

Parmi la population en âge de travailler, 15.4% se déclarent en recherche d'emploi à Dixinn (contre 12% à Kaloum). Ce chiffre est proche de ce que l'Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi (AGUIPE, 2013) indiquait en 2012 pour la Guinée. L'AGUIPE déclarait effectivement que « *Le chômage touche 15 % de la population active* »². Par rapport à la moyenne pondérée des deux communes (41.4%), le taux d'emploi est généralement plus élevé pour les individus au bénéfice d'un diplôme d'une école professionnelle (56.7%) et d'un degré universitaire (52.6%). Ces jeunes diplômés peinent cependant à trouver un premier emploi lorsqu'ils sortent des écoles et arrivent sur le marché du travail. Ainsi, respectivement 40.3% (Ecole professionnelle) et 44% (université) des 26-35 ans sont à la recherche d'emploi. A Dixinn, comme à Kaloum, la catégorie la plus touchée par le chômage s'avère les 26-35 ans qui sont 20.5% à être en quête d'emploi à Dixinn et 19.9% à Kaloum.

A Dixinn, 35.2% des résidents interrogés n'ont pas fréquenté l'école hellénique et 12.2% n'ont pas fini l'école primaire. Ainsi, pas loin de la moitié (47.4%) des résidents de la commune sont pratiquement sans bagage scolaire. Cette proportion est nettement moindre à Kaloum (37.1%). Ce sont surtout les femmes qui souffrent d'infrascolarisation. 58.4% d'entre elles n'ont pas fini l'école primaire à Dixinn contre 36.4% des hommes. Seules 12.2% des femmes disposent d'un BAC ou d'un diplôme universitaire. Ils sont le double, soit 24.2% des hommes, à avoir atteint ce niveau de formation à Dixinn. Le niveau d'éducation est étroitement corrélé à l'exercice d'une activité professionnelle. Pour les femmes, cela augmente très significativement leurs chances de trouver un travail. Seules 26.2% des femmes infrascolarisées travaillent contre 40.1% des femmes qui sont au bénéfice d'un BAC. Les femmes infrascolarisées restent généralement au foyer (54.8%). Lorsqu'elles exercent une activité, elles le font dans le commerce. Les femmes au

bénéfice d'un BAC sont très rarement au foyer (8.8%) et exercent principalement des fonctions de fonctionnaire (33.3%), d'employé dans le secteur privé (15.8%) ou encore une profession libérale (10.5%).

Sur le niveau de pauvreté de Dixinn (34% de foyers pauvres et 31.4% de modestes) est pratiquement identique à Kaloum (respectivement 36.1% et 28.5%), certains quartiers sont nettement moins bien lotis. En se référant à l'estimation de leur propre niveau de richesse par les sondés eux-mêmes, nous avons construit une échelle de pauvreté des quartiers. Les quartiers pauvres, selon cette échelle, concentrent plus de 75% de foyer pauvres, les aisés plus de 26% de foyers avec des revenus supérieurs. Les résultats de ce classement sont présentés dans le tableau ci-dessous. Les deux quartiers où se concentrent les richesses de Dixinn sont Cameroun et Dixinn Mosquée. La pauvreté est la plus forte à Bellevue Marché I et Landreah.

Quartiers pauvres

Bellevue Marché I
Bellevue Marché II
Dixinn Port
Hafia II
Hafia Minière I
Hafia Minière II
Hafia Minière Centre

Quartiers moyens

Cayamenne
Dixinn Centre I
Dixinn Centre II
Haifa I
Kenien
Minière Cité
Hafia Minière Mosquée

Quartiers aisés

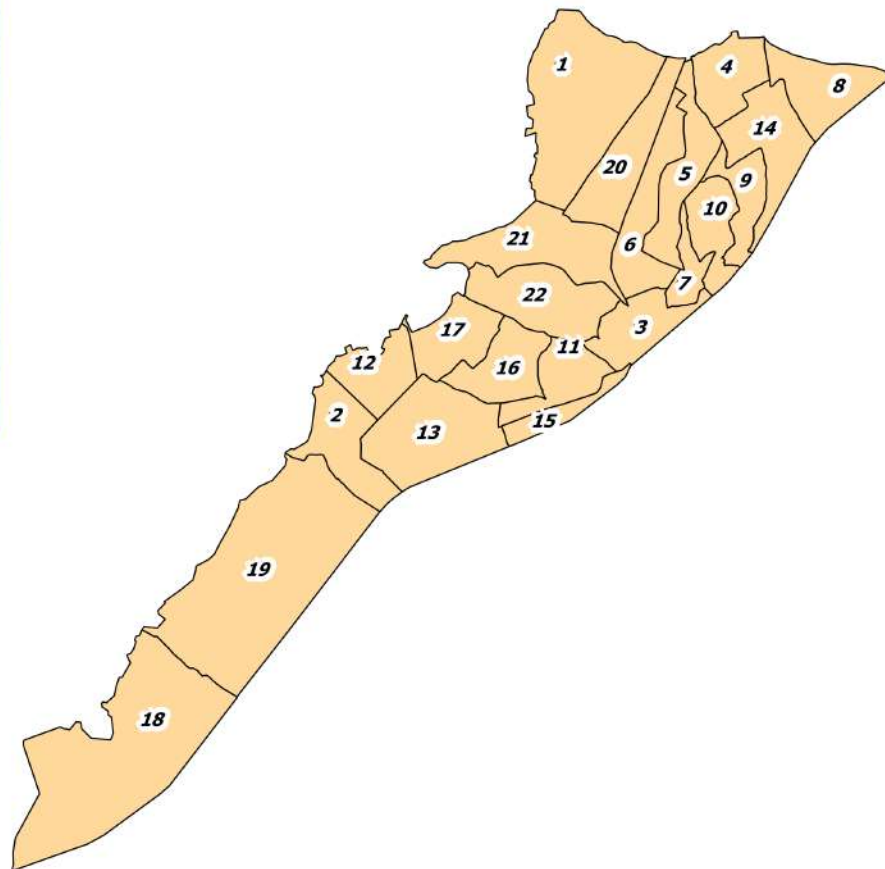
Bellevue Ecole
Cameroun
Dixinn-Mosquée
Dixinn Gare
Hafia Château d'Eau
Hafia I
Hafia III

Eau, électricité et assainissement

La proportion de ménages raccordés au réseau d'eau potable dans la commune de Dixinn est de 60% (SEG : 2014). La desserte en eau reste cependant aléatoire presque partout et très

CARTE 2: LIMITES ADMINISTRATIVES DE LA COMMUNE DE DIXINN

Quartier	Identifiant
Minière Cité	1
Landréah	2
Kenien	3
Hafia 3	4
Hafia 2	5
Hafia 1	6
Hafia Mosquée	7
Hafia Minière 2	8
Hafia Minière 1	9
Hafia Château d'eau	10
Dixinn Gare	11
Dixinn Port	12
Dixinn Mosquée	13
Hafia Minière Centre	14
Dixinn Gare Rails	15
Dixinn Centre 2	16
Dixinn Centre 1	17
Cameroun	18
Camayenne	19
Bellevue Marché 2	20
Bellevue Marché 1	21



difficile dans certains secteurs. L'origine de cette situation vient du fait que le réseau est vétuste, les canalisations de fer (et non en alliage PVC) ensevelies dans le sol sont soit rouillées soit, dans le meilleur des cas, endommagées lors de divers travaux. Cela explique que 30% des résidents de Dixinn considèrent le problème de l'accès à l'eau comme le plus préoccupant de leur commune. La proportion de ménages raccordés au réseau d'eau potable dans la commune de Dixinn est de 60% (SEG : 2014). La desserte en eau reste cependant aléatoire presque partout et très difficile dans certains secteurs. L'origine de cette situation vient du fait que le réseau est vétuste, les canalisations de fer (et non en alliage PVC) ensevelies dans le sol sont soit rouillées soit, dans le meilleur des cas, endommagées lors de divers travaux.

Cela explique que 30% des résidents de Dixinn considèrent le problème de l'accès à l'eau comme le plus préoccupant de leur commune. Les quartiers où ce problème est moins préoccupant, toujours de l'avis des résidents, sont Camayenne, Hafia III, Hafia Minière Centre. L'accès à l'eau est le plus problématique à Bellevue Marché, Cameroun, Dixinn Centre II, Dixinn Mosquée, Dixinn Port, Hafia III, Hafia Minière II, Hafia Minière Centre. Dans la majorité des quartiers de Dixinn, la fourniture en eau est assurée 3 jours sur 7. Pour le reste, l'approvisionnement s'effectue par les jeunes citoyens de Dixinn qui ont élaboré des systèmes de distribution basés sur la vente de l'eau dans les bidons (bidons en plastique de 20 litres de capacité). Les bidons sont transportés par chariots aux divers lieux de consommation. Ce sont les secteurs réhabilités du réseau qui constituent les lieux pourvoyeurs de ces vendeurs d'eau. Ces lieux sont facilement repérables par les piles de bidons et les puiseurs qui les entourent de jour comme de nuit. Sur les secteurs élevés du plateau (de Kenien à Hafia Minière), les puits ordinaires fournissent l'essentiel de l'eau domestique des ménages.

La fourniture d'électricité est meilleure à Dixinn que dans toutes les autres communes de la banlieue de Conakry³. Les résidents de Dixinn interrogés indiquent dans la quasi-totalité des

répondants que leur foyer est alimenté en électricité par la compagnie nationale d'électricité de Guinée (EDG). Dans certaines zones, l'éclairage est excellent. Il s'agit en priorité de la cité ministérielle, l'Université Gamal Abdel Nasser Conakry, le Centre Hospitalo-universitaire de Donka, la Mosquée Fayçal, Dixinn Gare, Dixinn Centre II et II, la Résidence de Belle-Vue). Certains quartiers bénéficient d'un éclairage public. L'éclairage public est cependant rare en règle générale à Dixinn: seuls 8% des résidents disent en bénéficier. En matière d'assainissement, les indicateurs sont demeurés quasi-stables pour la capitale guinéenne (Conakry) sur la période 2007-2012. La proportion de la population bénéficiant de toilettes adéquates était de 32% en 2007; elle est passée à 31% en 2012. Quant à la proportion qui se débarrasse des ordures de manière hygiénique, elle se réduit à une minorité de 10% environ en 2012 (ELEP, 2012).

L'insalubrité reste cependant un problème préoccupant pour les résidents et 23.2% d'entre eux affirment qu'elle constitue le problème le plus préoccupant de la commune. Dans certains quartiers, comme Dixinn Gare Rails, Hafia III et Hafia Minière II plus de 30% estiment que ce problème est le plus préoccupant de la commune.

Les activités de services (services d'entretien et de réparation, restauration, commerces, photocopies/reprographie) émettent quotidiennement beaucoup de déchets dont il faut assurer la collecte et l'évacuation quotidienne. En y ajoutant les ordures ménagères et les déchets des établissements industriels et hospitaliers, cela représente des quantités énormes. Ces ordures sont, dans le meilleur des cas, collectées dans des poubelles publiques placées aux abords des établissements producteurs (plus souvent à l'entrée).

Les services de ramassages mis en place au niveau communal pour transporter les ordures aux divers lieux de décharges pour incinération sont très insuffisants pour les quantités de déchets

généérés. L'évacuation se fait informellement selon un modèle bien rodé. Il s'agit de déposer dans des ustensiles ou à même le sol, dans un coin de la place, les ordures. Après quelques jours, ces ordures sont récupérées par un « ramasseur » qui les transporte contre paiement pour aller les jeter dans un des espaces libres du quartier (parcelle non construite, route, carrefours, caniveaux, fossés, cours d'eau, bas-fonds, marais, ponts).

CHAPITRE II: LA MÉTHODOLOGIE DU SONDAGE

L'enquête de victimisation: Introduction

Les enquêtes de victimisation ont en règle générale pour objectif d'analyser la prévalence de l'exposition individuelle à une sélection de délits, l'opinion des résidents sur la sécurité et sur les services de police ainsi que d'autres fournisseurs de sécurité tels que les chefs de quartier ou les groupes d'autodéfense par exemple. Conçu il y a plus d'une trentaine d'années par un groupe d'académiciens, ce type d'enquête est aujourd'hui régulièrement utilisé par de nombreuses polices dans le monde. Il y a de multiples raisons à cela. Premièrement, les données de sondage permettent tout d'abord à la police de mesurer des indicateurs que la doctrine de police de proximité a popularisés et qui ne figurent pas dans les statistiques criminelles classiques : sentiment d'insécurité, satisfaction avec les services de police, attentes des résidents en matière de prestation et bien d'autres. Ces « nouveaux » indicateurs des tableaux de bord de la police de proximité sont mesurés à partir de données de sondage.

Deuxièmement, le sondage est devenu un complément indispensable à l'analyse criminelle car il permet de mesurer ce qu'il est convenu d'appeler les « chiffres noirs » de la criminalité. Cette appellation recouvre l'ensemble des actes enfreignant le code pénal mais non enregistrés dans les statistiques criminelles. C'est le cas, par exemple, lorsque les victimes renoncent à déposer plainte ou, plus prosaïquement, lorsque le traitement des données statistiques est tout simplement déficient.

Troisièmement, le sondage offre des possibilités de traitement statistique et d'analyses des données pratiquement illimités et, pour ne donner qu'un seul exemple, peut servir à identifier des groupes vulnérables que la police entend de cibler dans sa stratégie.

Quatrièmement, les données de sondage peuvent donner lieu à des études comparées internationales ou nationales (entre des régions par exemple) ainsi que des études longitudinales. Un questionnaire standardisé internationalement constitue bien souvent le

cœur des enquêtes de victimisation – ce questionnaire standardisé est connu sous l'appellation d'ICVS (International Crime Victimization Survey). Il permet de situer un pays, une région ou une ville dans un contexte international. L'UNICRI (United Nations Interregional Crime and Justice Institute, Milan) est en quelque sorte le dépositaire des enquêtes utilisant l'ICVS que les pays ou des instituts universitaires lui confient et tient à disposition des chercheurs une base de données globale.

Le questionnaire

Le questionnaire de sondage utilisé dans ce diagnostic a initialement été élaboré par COGINTA à partir de plusieurs sources:

1. Le sondage ICVS dont nous avons retenu mot pour mot plusieurs questions clefs afin de permettre des comparaisons internationales;
2. Les expériences en Afrique qui nous ont amené à proposer une série de questions supplémentaires notamment sur le sentiment d'insécurité de jour ou le rôle de différentes institutions autre que la police dans la dénonciation des délits; et
3. Nos expériences préalables avec ce type de sondage qui nous ont amenés à proposer d'inclure une section sur l'exposition aux incivilités notamment.

Le questionnaire original a ensuite été une nouvelle fois retravaillé, d'une part, au sein d'un groupe de travail nommé par le Comité Technique Sectoriel Police et Protection Civile du Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile et, d'autre part, avec des chercheurs de l'Université de Sonfonia. Le questionnaire ainsi consolidé a ensuite été traduit avec l'aide de

La méthodologie d'échantillonnage

linguistes de l'Université de Sonfonia dans 5 langues locales (soussou, poular, maninka, konianké et kpèlè) afin de s'assurer que les énumérateurs soient à même de poser les questions dans la langue préférée des personnes interviewés.

Le questionnaire comprend des données notamment sur:

1. Le profil sociodémographique des répondants (âge, sexe, revenu, éducation, formation)
2. La victimisation (agressions, cambriolages et violences sexuelles)
3. Les incivilités constatées dans le quartier
4. Le sentiment d'insécurité de nuit comme de jour
5. La dénonciation et ses destinataires principaux
6. L'opinion sur les problèmes principaux dans les quartiers
7. L'opinion sur la sécurité et les services de police
8. Les mesures de prévention
9. Les attentes en matière de prestation policière et les mesures préconisées pour améliorer la sécurité et la police.

La méthodologie d'échantillonnage

Nous avons opté pour une stratégie d'échantillonnage qui permettait de représenter la population dans chaque quartier étant donné que la police s'organise à l'échelon des postes de quartier. Le nombre d'interviews à réaliser dans un quartier est déterminé selon le nombre de ménages résidant dans le quartier proportionnellement au nombre total de ménages dans la commune en se basant sur la dernière liste des zones de dénombrement des ménages utilisée par l'Institut National de la Statistique (INS) dans le Recensement Général de la Population et de l'Habitat effectué en 2014. Les quartiers étant composés de secteurs, le nombre

d'interviews dans un quartier est divisé équitablement entre les secteurs. Cette méthode nous permet d'éviter un éventuel biais de sélection dans l'échantillon et d'analyser les données du diagnostic sans avoir à les pondérer. Les tableaux sur la page 20 présentent la distribution de ménages par quartier dans les deux communes en question selon les données qui nous ont été communiquées par l'INS.

La taille minimale de l'échantillon dans une commune est ainsi donnée par la formule suivante:

$$n > \frac{N(\varepsilon^2 + z^2 p (1 - p))}{\varepsilon^2 N + z^2 p (1 - p)}$$

Où:

N: représente la taille de la population d'origine (nombre de ménages) dans chaque commune;

n: représente la taille de l'échantillon dans chaque commune;

z: est le coefficient de marge déduit du niveau (seuil) de confiance souhaité (soit 1,96 pour un niveau de confiance de 95%);

E: marge d'erreur désirée (fixée à 3%);

p: Probabilité de réalisation positive d'un événement (fixée à 50% car à cette valeur la marge d'erreur est la plus grande).

L'application de l'équation susmentionnée, nous a donné un nombre total d'interviews de 946 à Kaloum et 1014 à Dixinn. Ce nombre est, par la suite, majoré de 5% pour pallier au problème des non-réponses. Dans la perspective de mener le même sondage dans 18 mois et cibler les mêmes répondants, le nombre total des ménages à enquêter dans chaque commune est alors fixé à 1200 interviews au minimum.

Commune de Kaloum

N*	Quartiers	Nombre de ménages
01	Almamiya I	297
02	Almamiya II	469
03	Boulbinet	990
04	Coronthie I	805
05	Coronthie II	1194
06	Koulewondy	422
07	Manquepas	997
08	Sandervalia	820
09	Sans Fil	738
10	Temenetaye	623
11	Tombo	955
TOTAL		8310

Commune de Dixinn

N*	Quartiers	Nombre de ménages
01	Bellevue Ecole	1525
02	Bellevue Marché I	557
03	Bellevue Marché II	562
04	Camayenne	661
05	Cameroun	664
06	Dixinn Centre I	908
07	Dixinn Centre II	948
08	Dixinn Gare	1373
09	Dixinn Gare Rails	545
10	Dixinn Mosquée	786
11	Dixinn Port	819
12	Hafia Château d'eau	1489
13	Hafia I	1349
14	Hafia II	1250
15	Hafia III	525
16	Hafia Minière I	1014
17	Hafia Minière II	1245
18	Hafia Miniere Centre	558
19	Hafia Mosquée	621
20	Kenien	1416
21	Landréah	789
22	Minière Cité	552
TOTAL		20156

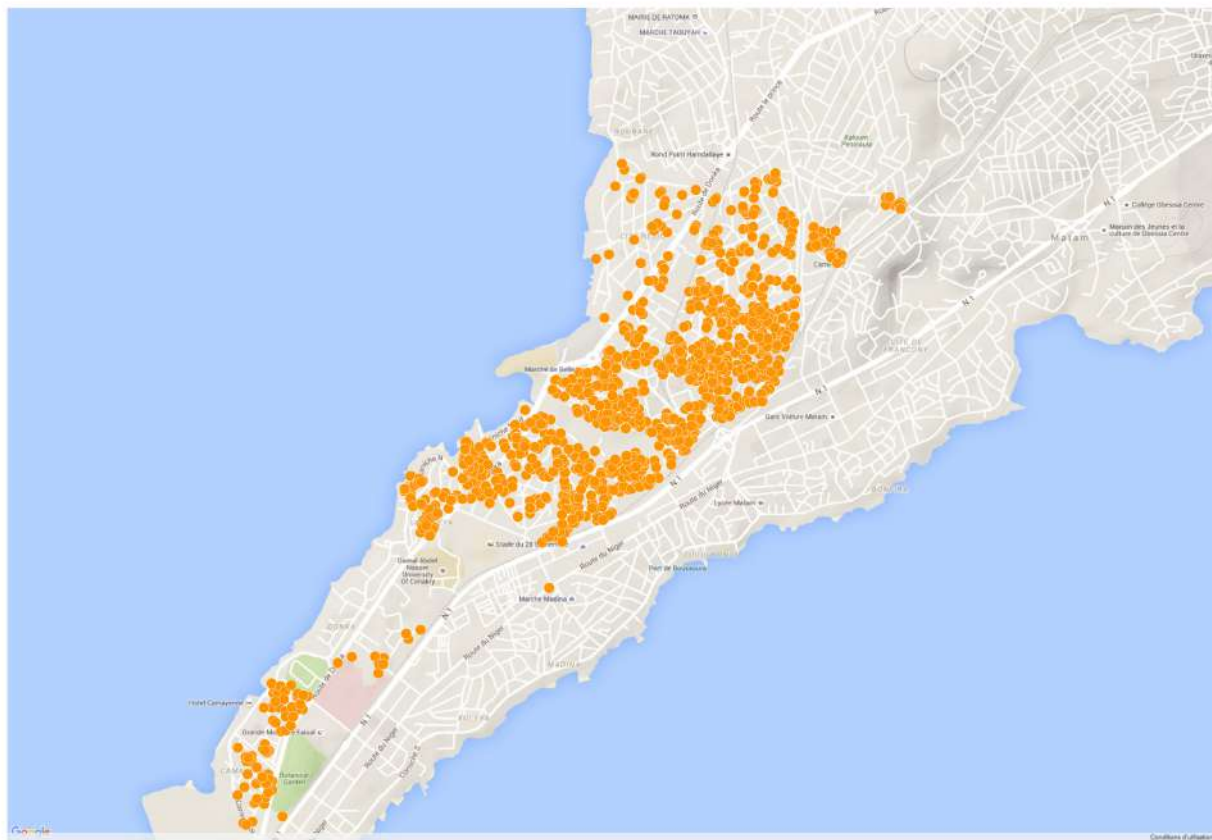
Les échantillons ont été réalisés de manière aléatoire par l'INS. En raison de la forte mobilité dans les communes de Kaloum et Dixinn et en concertation avec l'INS, 1500 ménages ont été tirés aléatoirement (soit 300 ménages de remplacement) dans chaque commune. Ce qui nous a permis de remplacer les ménages inexistants sans passer par un second tirage complémentaire.

Au sein des ménages, les énumérateurs ont sélectionné, selon une méthode qui leur a été enseignée lors d'une semaine de formation, les personnes éligibles afin de garantir une bonne distribution du sexe et de l'âge. Les personnes interrogées devaient impérativement avoir au moins 18 ans. Les énumérateurs ont opéré par paires. Chaque paire avait un nombre fixe d'entretiens à réaliser par secteur et par jour dont l'objectif était d'arriver à une distribution 50/50 du genre dans chaque commune. Pour garantir une distribution adéquate de l'âge, les énumérateurs avaient pour instruction de rassembler les membres du foyer, de demander que chaque membre présent inscrive sur un bout de papier sa date de naissance et l'énumérateur interviewait ensuite la personne ayant la date de naissance la plus proche de la date de l'interview. Aucune pondération n'a été ensuite nécessaire pour corriger d'éventuels biais dans la distribution de l'âge.

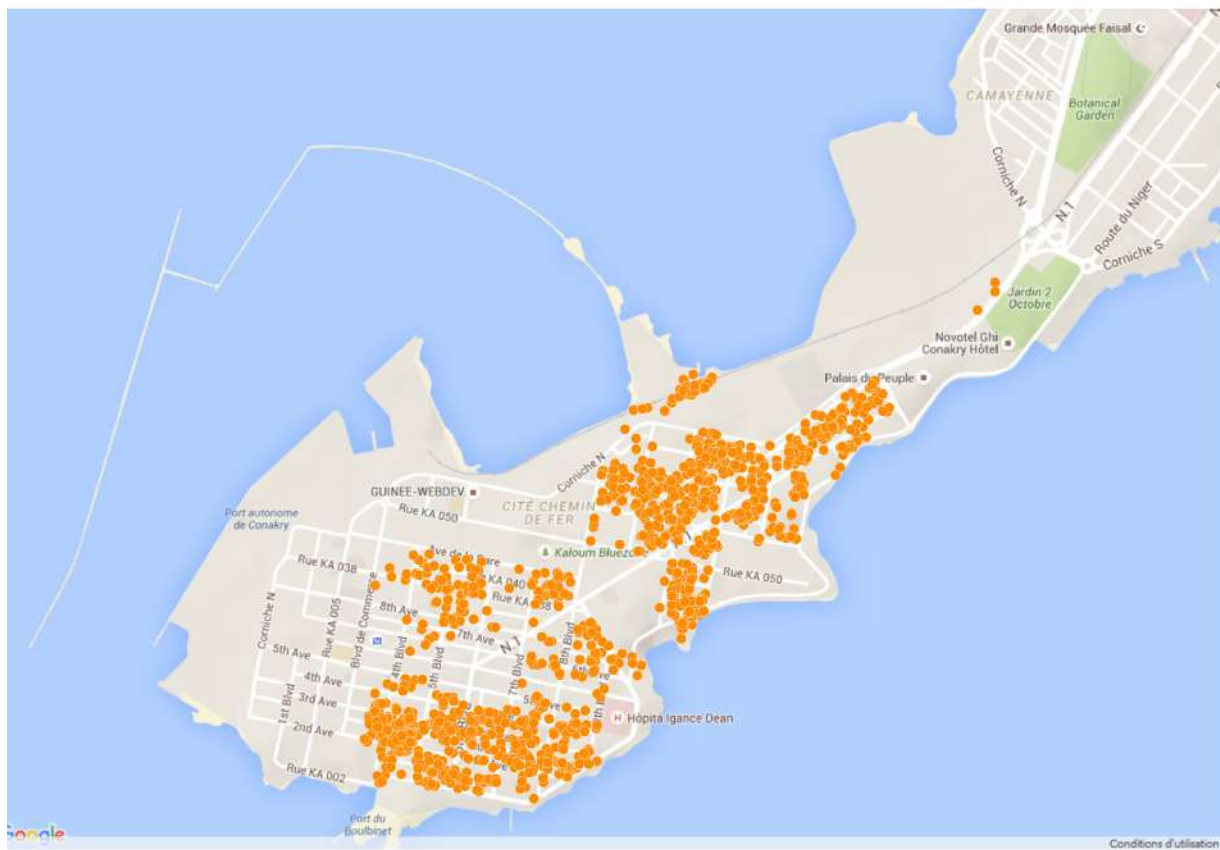
Au total, ce sont donc 2410 entretiens qui ont été réalisés, alors que la prévision initiale était de 2400 entretiens, soit une augmentation de 0,8 %. Ainsi, 1201 entretiens ont été réalisés à Dixinn et 1209 à Kaloum. Les cartes suivantes permettent d'observer la distribution dans les quartiers des entretiens réalisés. Les énumérateurs étaient chargés de prendre le point GPS de l'interview permettant de géolocaliser et ensuite de cartographier la distribution territoriale des entretiens.

Le taux de réponses a été de 100 % car toutes les personnes sollicitées ont accepté de répondre aux questions. Les données ont été collectées entre le 03 et le 24 Août 2015.

CARTE 3: REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES MENAGES ENQUETES - DIXINN



CARTE 4: REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES MENAGES ENQUETES - KALOUM



La technique de sondage

Traditionnellement les techniques de sondage reposent principalement sur l'entretien téléphonique automatisé (la technique dite CATI) ou l'entretien en face-à-face par le remplissage d'un questionnaire papier (c'est la méthode dite CAPI). La première présuppose de contractualiser une centrale téléphonique et nécessite une excellente pénétration des téléphones (portables) dans la zone géographique sondée pour garantir la représentativité des données. En Guinée, cette dernière condition n'était pas remplie. La méthode CAPI quant à elle nécessite de retranscrire les données papier collectées avec une application dans une base de données centrale avant d'être exploitables statistiquement. Ce processus est assez fastidieux et, dans l'étape manuelle de retranscription, des erreurs s'introduisent parfois. Les nouvelles technologies permettent d'améliorer très significativement la productivité et la qualité des sondages face à face.

Pour ce diagnostic, les énumérateurs ont utilisé des tablettes tactiles et smartphones sur lesquels était enregistré le questionnaire de sondage. Nous avons utilisé l'application KoBo développée par un groupe de chercheurs du centre Harvard Humanitarian Initiative, lesquels nous ont assistés avec beaucoup de savoir-faire pour la mise en place du questionnaire dans les tablettes et smartphones et la formation des énumérateurs. Les réponses étaient directement enregistrées par les énumérateurs sur la carte mémoire du portable au fur et à mesure que l'interview se déroulait. Quotidiennement, les portables des énumérateurs ont alimenté une base de données via un processus de synchronisation géré par le responsable de l'enquête sur le terrain. Cette technologie a permis de réduire fortement les coûts de transaction, les erreurs dues à la retranscription papier et, parce que les données peuvent être immédiatement exploitables, le responsable du sondage a pu ainsi contrôler la qualité des données à mesure qu'elles étaient synchronisées sur son ordinateur portable. Sachant que le point GPS figure dans les données de chaque entretien ainsi que le numéro d'identification de l'énumérateur, le responsable du sondage peut contrôler la bonne conduite des entretiens, identifier rapidement

des problèmes avec tel ou tel enquêteur et prendre les mesures de correction qui s'imposent. Les gains en qualité sont formidables.

La conduite de l'enquête

L'enquête a été réalisée en partenariat avec le Département de Sociologie de l'Université de Sonfonia. Entre le 03 et le 24 Août 2015, COGINTA a formé 16 étudiants guinéens triés sur le volet et rompus aux techniques d'enquête. COGINTA a organisé une semaine de formation pour ces enquêteurs qui devaient acquérir le savoir-faire nécessaire pour l'utilisation de l'application KoBo, maîtriser le questionnaire dans les 5 langues dans lesquelles il avait été traduit et comprendre le plan de sondage.

Les chefs d'équipe ont quant à eux été formés à la gestion de l'enquête et, notamment, à la transmission électronique des données qui devait se réaliser quotidiennement. Les étudiants ont eu l'occasion de se roder au sondage à travers des jeux de rôle et une simulation au sein de l'Université de Sonfonia. Un des objectifs visé par COGINTA était la création d'un vivier d'expertise et un renforcement des capacités en Guinée sur les nouvelles technologies d'enquête et de cartographie au sein d'une institution à vocation académique et de recherche.

Les 16 étudiants formés ont été regroupés en deux équipes de 8 énumérateurs chacune pour la réalisation des entretiens. Un autre groupe de 4 était mobilisé dans le cadre de la cartographie administrative des quartiers des communes de Dixinn et Kaloum. Rappelons que le questionnaire avait été traduit en 5 langues locales au cours d'un séminaire d'une semaine codirigé par le Professeur Alpha Amadou Bano BARRY et COGINTA avec des spécialistes de la linguistique de l'Université de Sonfonia. Les énumérateurs ont pu se familiariser avec ces traductions lors de la semaine de formation. Le diagnostic local de sécurité a été rédigé par

Dominique Wisler avec le concours de Alpha Amadou Bano BARRY pour le chapitre socio-démographique, Malek Garbouj pour la partie cartographique et Rafael Avila Coya pour les cartes interactives.

La cartographie de la criminalité

Pour chacune des communes, nous avons produit une série de cartes choroplèthes (c'est-à-dire des cartes thématiques où les régions sont colorées) afin de présenter la distribution géographique de certains indicateurs-clefs tels que le taux de victimisation, le sentiment d'insécurité le jour et la nuit, le taux de confiance en la police, les chefs de quartier ou les groupes d'autodéfense, le taux de satisfaction à l'égard du travail de la police, le dispositif sécuritaire de chaque commune ou encore les ménages enquêtés. La production de ces cartes s'est faite à partir de deux logiciels de système d'information géographique: QGIS 2.0 et Stata.11. Elle a nécessité un travail important de délimitation territoriale des quartiers dans toutes les zones étudiées sachant qu'il n'existait pas, au moment de conduire le diagnostic, de version électronique de la configuration géographique des quartiers à Dixinn et Kaloum. Ce travail a été réalisé en concertation avec l'administration guinéenne et vient compléter le travail initié par COGINTA en 2015 pour la délimitation géographique détaillée de Conakry.

Le lecteur des cartes choroplèthes doit garder à l'esprit que les données présentées sont des approximations. Tout d'abord, les données du sondage ne sont pas représentatives à l'échelon des secteurs, mais de la commune. Cela signifie que la marge d'erreur des données présentées sous cette forme peut être importante. Ces cartes présentent des « tendances ». Deuxièmement, les valeurs donnant lieu à une « couleur » dans les cartes sont une moyenne du quartier. Cette moyenne n'implique pas que les valeurs sont uniformes dans tout le quartier et peuvent, pour donner un exemple, être tirées à la hausse car le quartier a une zone chaude. Finalement, ces cartes ne

présentent pas les valeurs absolues, mais des taux (par exemple le taux d'opinions favorables à la police). Il faudra se souvenir de ces éléments en lisant les cartes géographiques proposées.

Ces cartes ont le mérite de présenter les données à l'échelon de base de la police et de l'approche sécuritaire, à savoir le quartier. Elles fournissent des orientations aux chefs de quartier, chefs de poste de police de quartier ou brigades de nuit qui s'y intéresseront. Elles sont également de grande utilité pour une approche en mode de « résolution de problèmes ». En effet, dans une perspective partenariale, fédérant l'action de plusieurs services et de collaboration avec la société civile, la cartographie de la criminalité permet de visualiser les problèmes du quartier. Elle constitue un outil qui favorise la compréhension, l'échange et le partage d'informations. La cartographie permet également de faire prendre conscience aux policiers de l'importance des caractéristiques géographiques, sociales ou économiques de la délinquance et d'y apporter des réponses novatrices privilégiant des résultats évaluables et s'appuyant sur une expertise pluridisciplinaire. Pour les maires des communes qui, demain, auront à présider les CLSPD et les chefs de quartier qui auront à présider des séances de forums locaux de sécurité et de prévention de la délinquance, ces cartes seront un formidable outil de communication et de partage.

L'analyse de la sensibilité des quartiers: le protocole d'identification

Pour l'analyse des quartiers sensibles et hypersensibles (chapitre III), nous avons construit un indice de sensibilité des quartiers à partir d'une série d'indicateurs jugés importants dans la définition d'un quartier sensible. Cet indice est construit à partir des taux d'agressions, de cambriolages, de constats de bagarres, de drogues et de bandes de jeunes agressives ainsi que du sentiment d'insécurité de jour comme de nuit. Au total 7 indicateurs ont été additionnés avec une pondération par un facteur de 3 pour les agressions et de 1.5 pour les cambriolages afin de donner plus de poids à la criminalité que les incivilités. L'addition de ces 7 facteurs dont on a

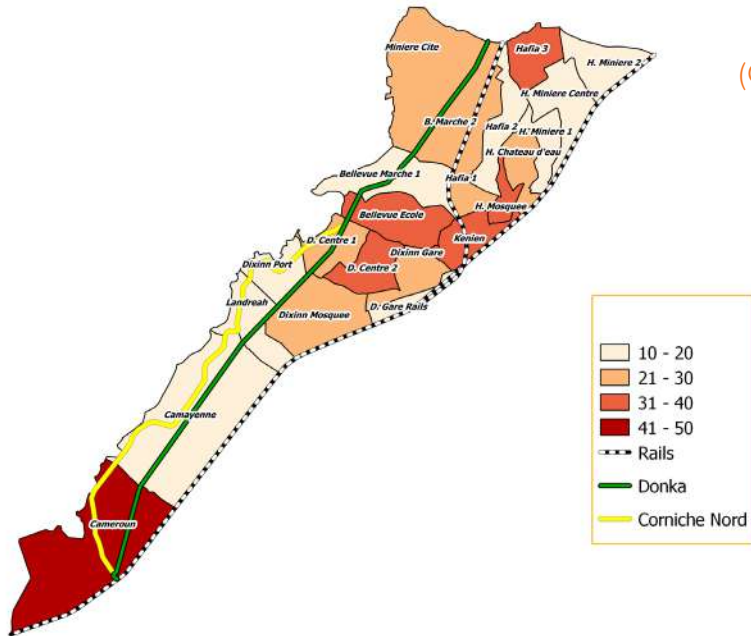
calculé ensuite la moyenne a permis d'obtenir des valeurs allant de 17.2 pour le quartier de Bellevue Marché 1 à 48 pour le quartier Hafia Mosquée dans la commune de Dixinn. Un quartier qui aurait obtenu une valeur supérieure ou égale à 70 serait qualifié d'hypersensible et de sensible si la valeur se situe entre 60 et 70. Aucun quartier de deux communes n'a obtenu de tels scores alors que dans les autres communes de Conakry ils ont été atteints par plusieurs quartiers lors de l'édition 2013 du diagnostic.

CHAPITRE III: CRIMINALITÉ ET INCIVILITÉS

Ce chapitre se penche sur la question de la prévalence de la criminalité et des incivilités à Dixinn et Kaloum. En l'absence de statistiques criminelles policières, insuffisamment documentées en Guinée, les analyses de ce chapitre sont effectuées à partir de données du sondage. Cette méthode présente l'avantage de permettre d'observer la prévalence de délits pour lesquels les victimes ne déposent pas forcément plainte et, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, seule une fraction des délits s'avèrent être dénoncés à la police en Guinée. La méthode présente cependant le désavantage de ne porter que sur quelques délits sur lesquels les résidents ont été interrogés. Dans le cas présent, il s'agit des cambriolages, des agressions et des violences sexuelles. Les autres délits ne sont pas étudiés dans ce diagnostic.

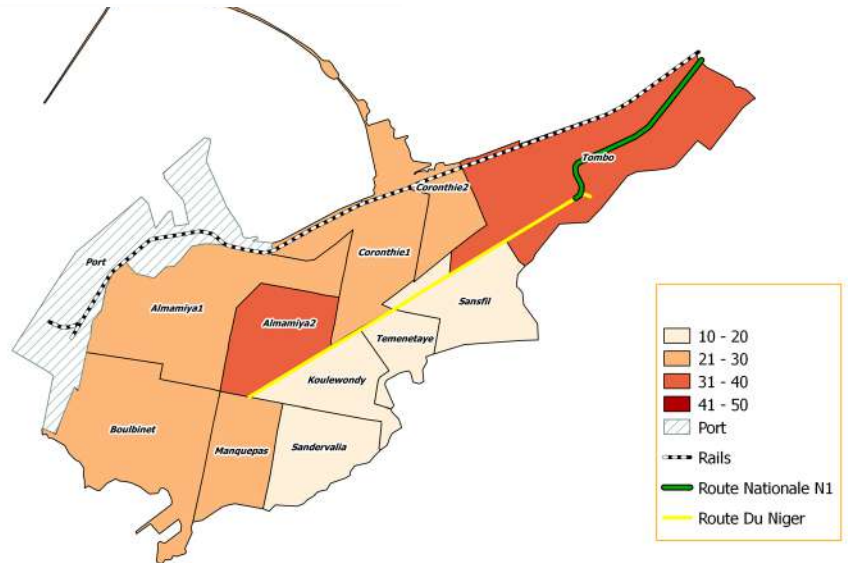
Cambriolage

Les taux de cambriolages sur trois ans sont nettement moins élevés que dans les autres communes de Conakry (cf. édition 2013 du diagnostic de sécurité). Ils se situent en effet respectivement à 23.8% et 26.1% à Kaloum et Dixinn alors qu'en 2013 ces taux atteignaient 30.4% à Matoto en 2013 et même 38.9% à Matam par exemple. La distribution des taux de cambriolages par quartier est présentée dans les cartes ci-dessous. Quelques quartiers connaissent des taux plus importants que les autres, et c'est notamment le cas de Hafia III (37.5%), Hafia Mosquée (38.9%), Bellevue Ecole (34.4%), Dixinn Centre I (30.2%), Dixinn Centre II (39.3%), Kenien (34.5%) et Cameroun (41.0%). Dans la commune de Kaloum, seuls les quartiers de Tombo (31.7%) et d'Almamiya II (33.3%) ont des taux supérieurs à 30%.



CARTE 5: TAUX DE VICTIMISATION (CAMBRIOLAGES) DANS LES QUARTIERS DE DIXINN (EN %)

CARTE 6: TAUX DE VICTIMISATION (CAMBRIOLAGES) DANS LES QUARTIERS DE KALOUM (EN %)



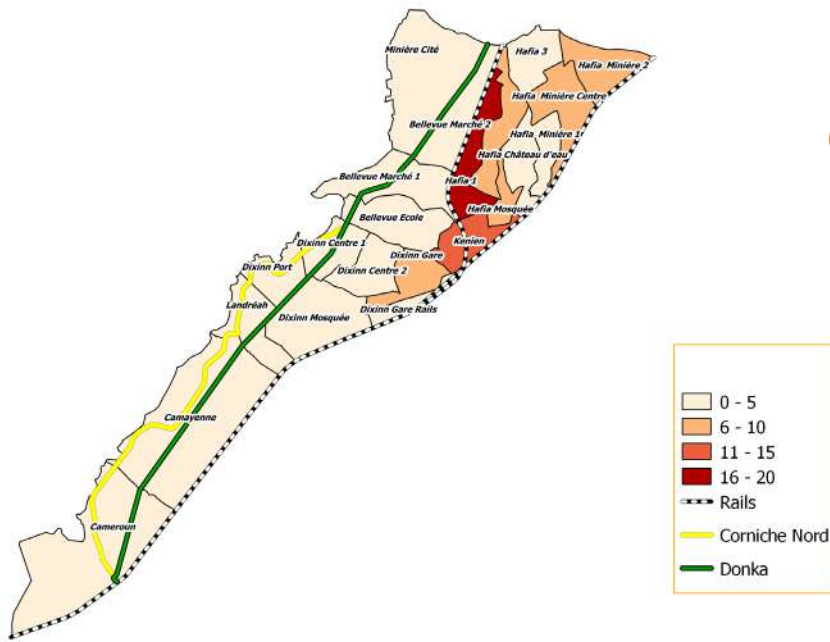
Agression physique

Les taux d'agressions sont bas dans les deux communes. Sur une période de trois ans, ils s'élèvent à 2.4% à Kaloum et à 3.9% à Dixinn. Ces taux sont très en dessous de ce qui avait pu être observé dans les autres communes de Conakry en 2013. Ils se situaient à 12.7% à Ratoma, 11.4% Sonfonia ou encore 8.4% à Matoto. Certains quartiers sont cependant plus touchés que d'autres. Ainsi, plusieurs quartiers situés dans la zone est de Dixinn connaissent des taux d'agressions oscillant entre 5% et 10%. Les quartiers ouest de Dixinn et ceux de Kaloum connaissent les taux les plus faibles.

Dans la plupart des cas, respectivement 80.4% et 82.8% à Dixinn et Kaloum, l'agression a lieu dans le quartier de résidence de la victime. Dans le reste des cas, elle se déroule ailleurs. Ces derniers trois ans, le quartier de Hafia I a été le théâtre du plus grand nombre d'agressions, selon les personnes sondées. 8 d'entre elles ont été victimes d'une agression dans ce quartier. 7 agressions ont été rapportées à Kenien. Dans les quartiers d'Almamiya II et de Boulbinet, 5 agressions respectivement ont été rapportées par les sondés.

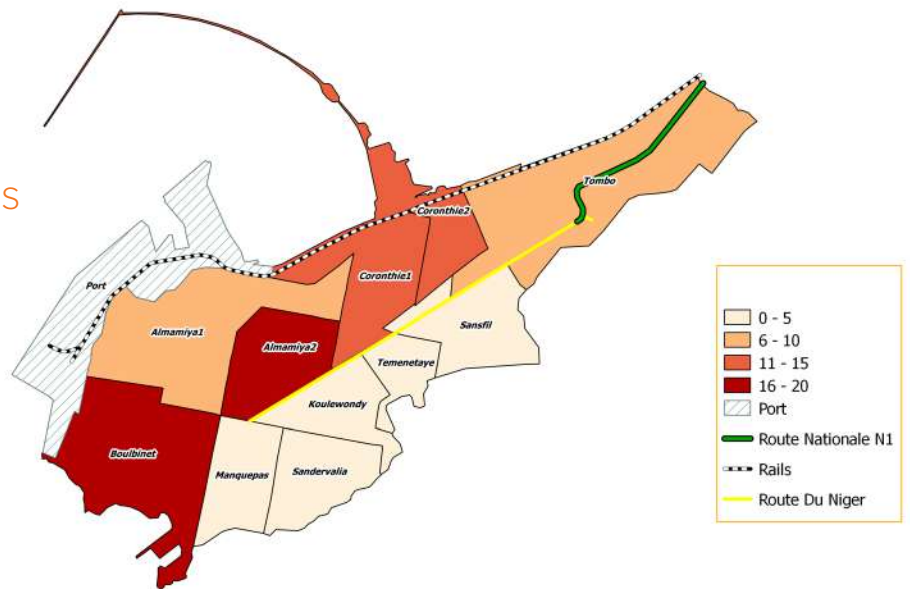
Les agressions semblent ainsi se dérouler plus fréquemment dans les quartiers de l'est de Dixinn, et notamment les quartiers enclavés par le rail, les quartiers d'Hafia I (11.4%) et de Kenien (9.9%) étant les plus affectés.

A Kaloum, c'est la façade nord de la commune qui est sensiblement plus touchée par ce phénomène, et notamment les quartiers de Coronthie, d'Almamiya et de Boulbinet. Les cartes ci-dessous présentent la distribution géographique de la prévalence de victimisation par quartier selon le lieu où elle s'est déroulée dans les deux zones communes.



CARTE 7: TAUX DE VICTIMISATION (AGGRESSIONS) DAN LES QUARTIERS DE DIXINN (EN %)

CARTE 8: TAUX DE VICTIMISATION (AGGRESSIONS) DAN LES QUARTIERS DE KALOUM (EN %)



Le profil type de la victime d'agression est celui d'un jeune – homme ou femme indifféremment - de 18 à 25 ans, encore en formation, qui réside dans un quartier où la cohésion sociale est plus faible qu'ailleurs et qui est situé à l'est de la commune de Dixinn. Deux de ces quartiers présentent des taux d'agression proches de ceux que connaît la commune voisine de Ratoma (env. 10%). Comme les agressions se déroulent essentiellement la nuit à Dixinn (25.6% des cas entre 18h et 22h et 59% des cas entre 22h et 6h du matin) et dans des quartiers où les résidents mentionnent qu'il existe un vrai problème de bandes de jeunes agressives, ces agressions semblent être liées aux habitudes de sortie et de loisir des jeunes la nuit. Notons que dans ces quartiers de l'est de Dixinn une part non négligeable des résidents estime que les groupes d'autodéfense sont les mieux à même d'assurer la sécurité du quartier. Analyses faites, la présence de bandes de jeunes agressives dans le quartier est le facteur qui augmente le plus la probabilité d'une agression. 1.8% des résidents des quartiers sans bandes de jeunes ou clans ont déclarés avoir été victimes d'une agression alors qu'ils sont 3.9% à avoir subi une agression dans des quartiers où sévissent de telles bandes.

Les violences sexuelles

Quelque 2% des résidents ont déclaré avoir été victimes de violences sexuelles. Comme on l'avait déjà souligné dans le diagnostic 2013, la méthodologie de sondage n'est pas la plus appropriée pour déceler les véritables niveaux de prévalence des violences sexuelles, les répondants hésitant sans doute à déclarer devant un enquêteur ouvertement avoir été victimes d'un phénomène qui reste tabou dans la société guinéenne. A Dixinn, seul 0.7% des répondants ont déclaré avoir subi des violences sexuelles. En revanche, à Kaloum, cette proportion s'élève à 3.5%. On peut penser que le taux élevé de réponses de Kaloum est lié à une offre de services plus importante qu'ailleurs en matière d'assistance aux victimes. C'est dans cette commune de la capitale que se trouve le siège de l'organisme de la police nationale de la

lutte contre les violences sexuelles (OPROGEM) et que sont présentes plusieurs organisations non gouvernementales qui ont mené récemment des campagnes de sensibilisation à cette problématique. Cette hypothèse se vérifie partiellement, indirectement, par le fait que les victimes de Kaloum sont plus nombreuses également à dénoncer ces abus. 63.4% d'entre elles l'ont fait contre 50% à Dixinn. A Kaloum, 23% des victimes ont dénoncé cette violence à la police alors qu'aucune des victimes de Dixinn ne l'a fait. A Dixinn, les victimes dénoncent surtout aux ONGs.

La moitié des victimes s'avère être des hommes. Lors de l'édition 2013 du diagnostic de sécurité, ce phénomène intrigant de violences et harcèlements sexuels à l'encontre d'hommes avait déjà été décelé dans les autres communes de Conakry. Ce constat se confirme donc dans cette nouvelle édition. Les victimes masculines dénoncent plus rarement ce type de violence (50%) que les femmes (72%). Il faut prendre avec des pincettes ces chiffres en raison des contraintes méthodologiques mentionnées plus haut et du faible nombre de cas observés. Il est vraisemblable que les personnes qui s'ouvrent à l'enquêteur soient justement, en grande partie, celles qui ont pris la décision de dénoncer le fait. Mais ces chiffres semblent malgré tout indiquer également que les hommes hésitent plus à dénoncer ces problèmes que les femmes. Ils semblent également s'adresser plutôt à un parent qu'à la police ou une ONG lorsqu'ils le font. 50% de ceux qui ont dénoncé de tels faits l'ont dénoncé à un parent contre seulement 27.8% des femmes. Les femmes de Kaloum adoptent des stratégies plus formelles de dénonciation (correspondant à une offre policière de traitement). Les hommes en règle générale préfèrent soit taire le cas soit le dénoncer à un parent adoptant ainsi une stratégie du silence ou, au mieux, une stratégie sociale.

On peut encore ajouter que la plupart des victimes sont jeunes. Le sondage ne s'adressait pas à des résidents de moins de 18 ans et ne permet pas de vérifier l'ampleur du phénomène

chez les adolescents. Il montre cependant que les plus jeunes sont le plus à risque. 2.8% de la tranche d'âge 18-25 ans se sont déclarés victimes de violences sexuelles et 1.9% pour les 26-35 ans. Pour les autres catégories d'âge, la moyenne est de 0.8. Les violences sexuelles se sont déroulées durant l'après-midi (35.2% des cas) ou dans la soirée (29.6% des cas); très rarement de nuit entre 22h et 6h du matin (16.8%). En règle générale (93.1% des cas), elles sont commises par un individu plutôt que par une bande; elles sont également le fait de personnes inconnues des victimes (50% des cas) ou d'une connaissance (38.3% des cas) et beaucoup plus rarement d'un membre de la famille (5%) ou d'un ami proche (6.7%). Dans 50% des cas, l'agression sexuelle a lieu ailleurs que dans la commune de résidence de la victime. La plupart des cas se sont déroulés, selon les victimes, dans les quartiers de Manquepas (9 cas), de Coronthie I (7 cas), de Coronthie II (6 cas), de Tombo (5 cas) et dans les deux Almamy (4 cas respectivement).

Périodes des délits (cambriolage et agression) dans la journée

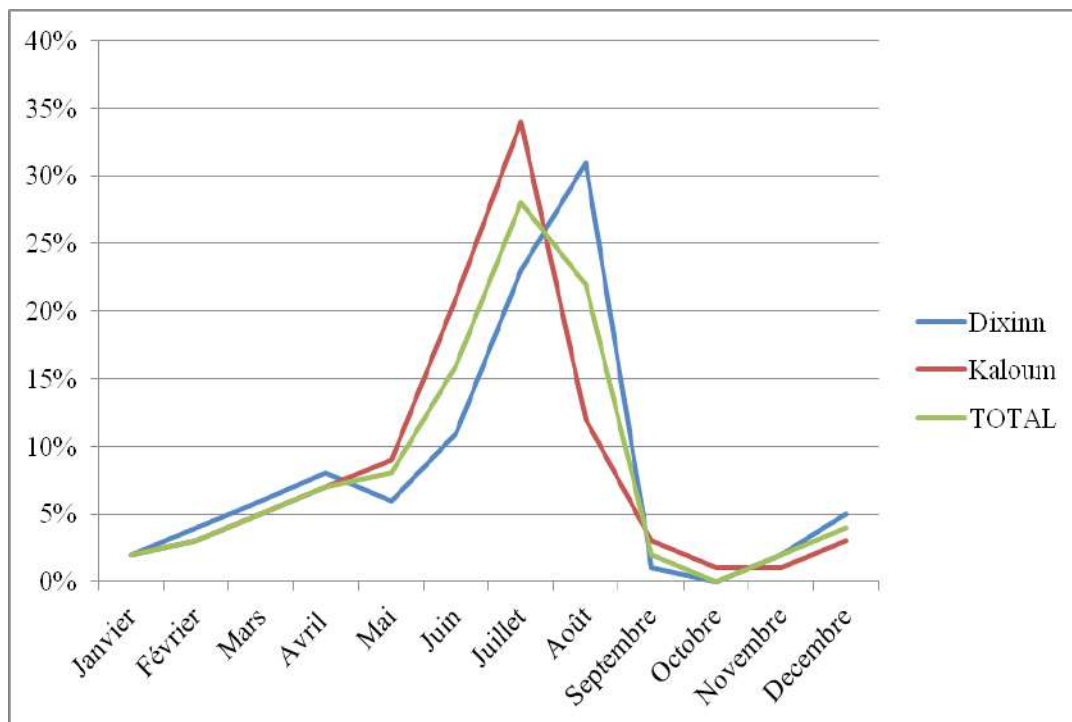
L'édition 2013 du DLS avait permis d'observer que les cambriolages se déroulaient plutôt de nuit. Il en va de même à Kaloum et à Dixinn en 2015. 82.5% des cambriolages et 72.7% respectivement dans ces deux communes se sont déroulés entre 22h et 6h. Aux autres heures de la journée, les cambriolages sont rares. Les agressions ont elles aussi tendance à être perpétrées de nuit (51.2% en moyenne). Kaloum fait cependant exception sachant que seules 30.6% des agressions s'y sont déroulées durant cette période de la journée. 33.4% d'entre elles se sont déroulées entre 6h et midi et 30% entre midi et 18heures.

Les « saisons » des délits

Les cambriolages ont leur saison: c'est la saison des pluies durant l'été. A partir du mois de

En mars, le rythme des cambriolages s'accélère jusqu'à ce qu'il atteigne son maximum aux mois de juillet et août et qu'il perde en intensité rapidement dès septembre. A partir de là, les taux de cambriolage sont faibles pour ne reprendre que lors de la prochaine saison des pluies. Cette saisonnalité des cambriolages avait déjà été observée lors du DLS de 2013. La saison des pluies n'est pas seulement une période de soudure pour les agriculteurs et de temps mort dans le bâtiment. Elle est aussi une saison où les revenus sont faibles dans la capitale et beaucoup n'ont plus de travail. L'été se prête ainsi aux cambriolages qui s'y concentrent année après année.

GRAPHIQUE 1 : DISTRIBUTION DES CAMBRIOLAGES PAR COMMUNE SUR LES 12 MOIS DE L'ANNÉE (EN %)



Les Incivilités

Si l'on se tourne vers les petits problèmes d'ordre public et qu'on essaie de comprendre à la fois leur prévalence dans les quartiers et leur degré de nuisance dans les quartiers, le diagnostic fournit des informations intéressantes et inédites. Pour les résidents des deux communes, le problème des débris et autres déjections est l'incivilité la plus fréquemment observée (plus de 90% des résidents la mentionnent) dans les quartiers des deux communes étudiées. Certaines incivilités sont plus fréquentes à Kaloum – comme le bruit de la circulation, le stationnement sauvage et les violences physiques et verbales. A Dixinn, les résidents mentionnent plutôt la consommation de drogues, la consommation d'alcool et le tapage nocturne comme incivilités très fréquentes. La liste complète des incivilités par ordre de fréquence est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4: La fréquence des incivilités dans les communes (en %)

Incivilités	Dixinn	Kaloum	Moyenne pondérée des zones
Abandons d'objets divers et de la saleté (épaves, débris, déjections)	90.9	90.3	90.3
Consommation ou la vente de la drogue	79	77.6	78.2
Consommation excessive d'alcool dans les maquis	73.5	76.8	74.1
Tapage nocturne (voisinage, des maquis, boîtes de nuit)	72.6	75.8	73.2
Violences verbales ou des bagarres entre des personnes	71.8	79.6	73.7
Bruits de la circulation routière	69.4	80.9	72.4
Stationnement sauvage de véhicules (trottoirs, aux abords des écoles, sur des espaces réservés, etc.)	68.6	84.1	72.8
Attitudes dérangeantes causées par des groupes de jeunes agressifs	63.7	67.1	64.4
Graffiti et déprédations	57.2	72.1	61.2
Personnes dérangées mentalement	56.3	69.7	59.9
Animaux errants	51	67.3	55.5
Attitudes dérangeantes causées par des mendiants, vendeurs ambulants, dans les lieux publics (rues, restaurants, terrasses)	54.3	65.8	57.4

Le tableau suivant présente le classement des incivilités selon leur degré de nuisance tel que perçu par les résidents. Une valeur de 3 est le maximum possible. La valeur de 2 signifie que l'on est moyennement dérangé et une valeur de 1 signifie qu'on est peu dérangé. La plupart des incivilités que nous avons répertoriées dérangent beaucoup. La plus problématique est l'abandon d'objets et de saletés qui non seulement concerne pratiquement tout le monde mais dérange énormément. Dixinn lui donne même la valeur maximale de 3. Il en va de même pour la drogue, l'alcool, les jeunes agressifs, les graffiti ou encore les tapages et les bagarres. Les mendiants et personnes mentalement dérangées ne sont pas considérés comme de véritables problèmes par les résidents de Dixinn et Kaloum.

Tableau 5: Classement comparé des incivilités par commune selon le degré de nuisance (moyennes sur échelle de 1 à 3)

Incivilités	Dixinn	Kaloum	Moyenne pondérée des zones
Abandons d'objets divers et de la saleté (épaves, détritrus, déjections)	3	2.9	3
Consommation ou la vente de la drogue	2.9	2.8	2.9
Consommation excessive d'alcool dans les maquis	2.9	2.8	2.9
Tapage nocturne (voisinage, des maquis, boîtes de nuit)	2.9	2.8	2.9
Violences verbales ou des bagarres entre des personnes	2.9	2.9	2.9
Bruits de la circulation routière	2.9	2.8	2.9
Stationnement sauvage de véhicules (trottoirs, aux abords des écoles, sur des espaces réservés, etc.)	2.8	2.7	2.8
Attitudes dérangeantes causées par des groupes de jeunes agressifs	2.8	2.8	2.8
Graffiti et déprédations	2.6	2.6	2.6
Personnes dérangées mentalement	1.3	1.7	1.4
Animaux errants	2.8	2.7	2.8
Attitudes dérangeantes causées par des mendiants, vendeurs ambulants, dans les lieux publics (rues, restaurants, terrasses)	1.8	2.3	1.9

Sensibilité des quartiers

La notion de quartier sensible ou difficile est utile pour une police de proximité qui cherche à résoudre les problèmes et cela notamment à travers des partenariats de prévention. Un quartier sensible, selon la définition d'usage, est un quartier qui cumule les problèmes d'insécurité. Pour mesurer la « sensibilité » d'un quartier, nous avons construit un indice composite à partir des taux d'agressions et de cambriolages, des niveaux du sentiment d'insécurité de jour comme de nuit et des taux de présence des problématiques de la drogue, de bandes de jeunes agressives et de bagarres constatées par les résidents des quartiers. Tous les indicateurs sont dérivés de l'enquête de victimisation et la formule de l'indice est détaillée dans la partie méthodologique à laquelle le lecteur intéressé pourra se référer.

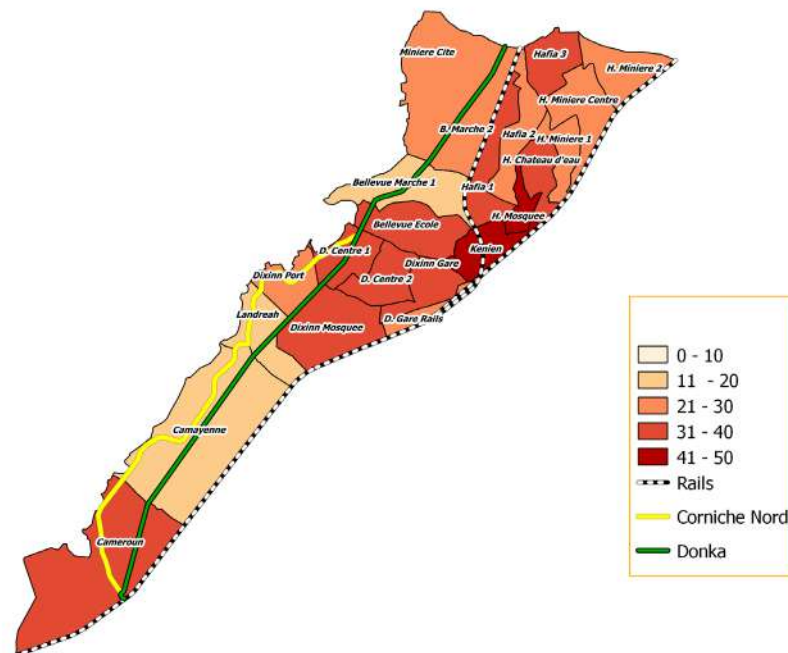
Aucun des quartiers de Dixinn et Kaloum ne peut être qualifié de sensible ou d'hypersensible selon cet indice. Pour être qualifié de tel, un quartier doit obtenir un score minimal de 60 points par convention. S'il atteint un score de 70 au moins, le quartier peut même être qualifié d'hypersensible. A titre de comparaison, 7 quartiers de Matam, Ratoma et Matoto ont pu être qualifiés d'hypersensibles en 2013 et une vingtaine de quartiers de sensibles. Rien de tel à Dixinn et Kaloum. Le maximum obtenu par un quartier dans les deux zones est de 48 points pour Hafía Mosquée. A Dixinn, les scores obtenus par les quartiers varient de 17.2 pour Bellevue Marché I à 48 pour Hafía Mosquée. Quant à Kaloum, ils varient de 20.7 points pour Tementaye (le score le plus bas de Kaloum) à 33.7 pour Almamiya I (le score le plus élevé de la commune). La majeure partie des résidents des deux communes (54.1%) vivent dans un quartier qui obtient les valeurs de 30 à 39. Une petite minorité de 7.3% vivent dans les quartiers les plus sûrs (Camayenne, Landreah et Bellevue Marché) selon l'indice et 9.9% vivent dans les trois quartiers les plus difficiles de Dixinn (Dixinn Mosquée, Hafía Mosquée et Kenien).

Globalement, on peut affirmer que les valeurs obtenues par les quartiers de Dixinn sont assez similaires à celles de la façade nord de Kaloum, une zone plus industrielle, avec ses ports de

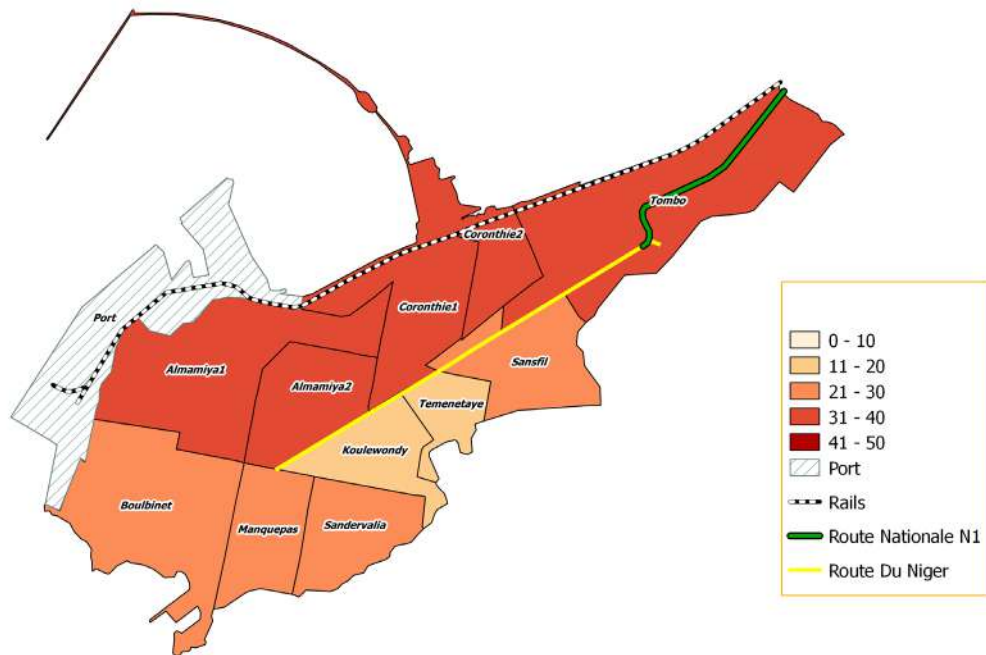
pêche et commerciaux. Sur l'indice de sensibilité, les deux quartiers de Coronthie, les deux quartier d'Almamiya ainsi que le quartier de Tombo obtiennent des scores similaires (entre 31 et 33 points) et se révèlent ainsi les quartiers les moins sûrs de la commune. La zone avec les meilleurs scores sur cet indice est la façade sud de Kaloum, une zone abritant des quartiers plus résidentiels, des hôtels, des zones de haute sécurité et des camps militaires. Les quartiers les plus difficiles de Dixinn sont situés dans l'enclavement des rails. Ce sont sans doute les deux quartiers – et celui de Dixinn Mosquée - qui appelleraient une action concertée de la police et d'autres services pour améliorer la situation.

Les cartes ci-dessous présentent la distribution des quartiers selon le score obtenu sur l'indice de sensibilité dans les deux communes étudiées.

CARTE 9: SENSIBILITÉ DES QUARTIERS A DIXINN



CARTE 10: SENSIBILITÉ DES QUARTIERS A KALOUM



Identification des « zones chaudes »

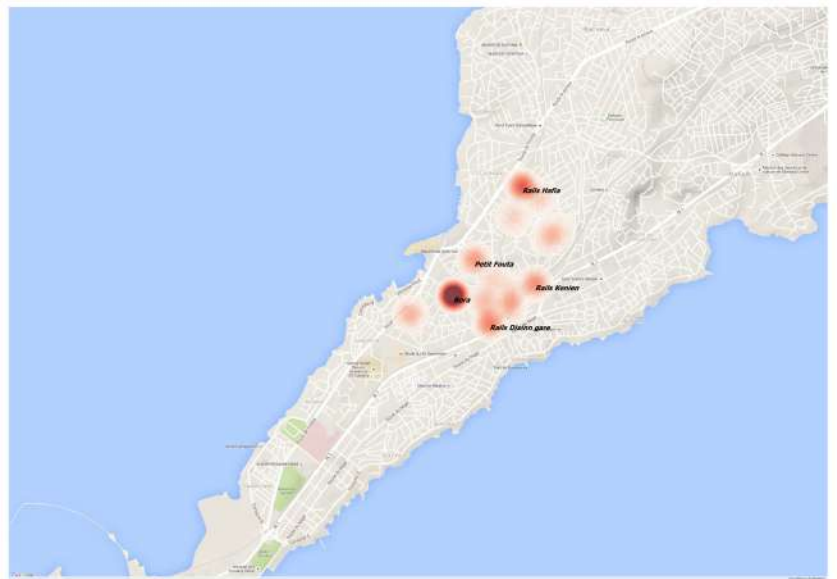
D'un point de vue criminogène, les « points chauds » sont des endroits bien identifiés sur l'ensemble d'un territoire ou même d'un quartier relevant une haute concentration de criminalité et des actes de délinquance. Pour la détermination de ces points, nous avons adopté une méthode bien précise. Les répondants du sondage de victimisation se déclaraient sur un lieu proche de chez eux ou dans leur quartier dont ils jugeaient qu'il était particulièrement

problématique en matière de sécurité. Les endroits identifiés ont été géo-référencés suite aux informations communiquées par les répondants. Seulement les points fréquemment mentionnés sont considérés dans la procédure d'identification. La couleur rouge indique la fréquence des points chauds identifiés. Plus foncée est la couleur et plus le lieu a obtenu une fréquence élevée selon la méthodologie d'identification.

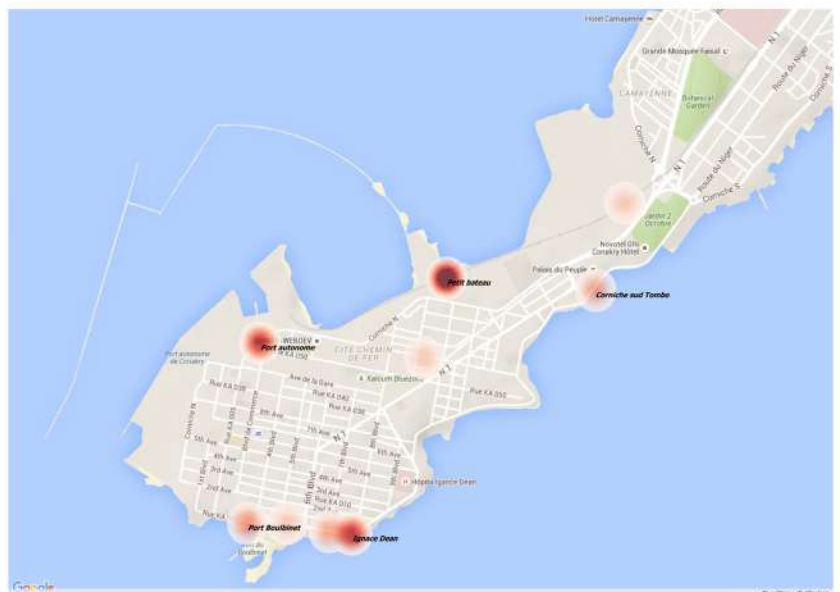
La cartographie des « zones chaudes » permet une représentation visuelle de la concentration de la criminalité selon l'avis des résidents. Elle offre également aux autorités régaliennes un atout pour orienter et prioriser leurs interventions. Cette surveillance et prévention ciblée peut ainsi être effectuée par la rationalisation de déploiement des services de la police à travers des patrouilles spécialisées, ou bien faire l'objet d'approches partenaires par l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies locales de prévention de la délinquance et la lutte contre la criminalité.

Les cartes ci-dessous présentent la distribution spatiale de la délinquance dans les deux communes étudiées. A Dixinn, plusieurs points chauds sont fréquemment mentionnés. Par ordre d'importance, se trouve la zone Bora à Dixinn centre 2 en tête de liste suivi par Petit Fouta à Belle vue école et une série des points s'allongeant tout au long du chemin ferroviaire de Hafia et Kenien jusqu'à la zone enclavée entre les deux rails à Dixinn gare. La présence de banditisme, la consommation d'alcool, le deal et la consommation de drogue et des chanvres indiens, la forte prévalence de la pauvreté, le taux de chômage élevé des jeunes, etc. sont parmi les facteurs qui expliquent la concentration de la délinquance. A Kaloum, la zone du petit bateau est la zone la plus problématique suivie par la zone du port autonome et une série des points s'allongeant sur la corniche sud de la commune : Ignace Dean, port Boulbinet, Brifaga et la corniche sud de Tombo. Parmi les raisons explicatives, la présence des maquis et des bars, la prostitution, le deal et la consommation de drogue, le vol et les bagarres, etc.

CARTE 11: LOCALISATION DES ZONES CHAUDES A DIXINN



CARTE 12: LOCALISATION DES ZONES CHAUDES A KALOUM



Répartition des effectifs de police et de gendarmerie par zone

La répartition des effectifs de la sécurité nationale présentée par la police et la gendarmerie montre une forte disparité entre les deux communes étudiées. A Dixinn 656 policiers sont en service contre 998 à Kaloum. Quant à la gendarmerie, notre inventaire recense 152 gendarmes à Dixinn et 596 à Kaloum⁴. Cette disparité concerne également les ratios d'effectifs de la sécurité nationale par 100'000 habitants. Bien que la commune de Dixinn soit plus dense que Kaloum en termes de la population y résidant selon les statistiques du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2014 élaboré par l'Institut National de la Statistique, le ratio d'effectifs policiers pour 100'000 habitants est nettement plus élevé à Kaloum qu'à Dixinn avec 1592 et 478 respectivement. Les deux communes dépassent de loin les normes onusiennes qui recommandent un ratio de 200 policiers pour 100'000 habitants. Le ratio d'effectifs de gendarmerie est presque 9 fois plus élevé à Kaloum (951 contre 111 à Dixinn). Cette forte concentration du dispositif sécuritaire dans la commune de Kaloum est expliquée par le fait que cette commune, renommée commune « d'affaires », abrite la majorité des administrations publiques et des grandes entreprises. D'ailleurs, avec un ratio sécurité nationale/population de 2543⁵ par 100'000 habitant, Kaloum dépasse toutes les autres communes combinées de Conakry⁶.

La couverture des quartiers par une structure de la police nationale diffère entre les communes. Le taux de couverture est de 63% à Kaloum et de 45% à Dixinn. Sur le plan logistique et opérationnel, les moyens mis à disposition des unités policières et gendarmiques sont modestes et en deçà des besoins réels.

Les tableaux et les cartes ci-dessous présentent la répartition du dispositif sécuritaire par zone étudiée. La production de ces outils d'analyse n'aurait pas été possible sans la bienveillance des institutions qui ont accepté de rendre public ces informations et nous ont autorisé à géolocaliser les infrastructures policières et gendarmiques afin de visualiser le déploiement de celles-ci.

Tableau 6: Ratio de policiers et gendarmerie pour 100'000 habitants dans chaque commune étudiée

	Dixinn	Kaloum
Nb policiers	656	998
Nb gendarmes	152	596
Nb policiers et gendarmes	808	1594
Population totale (INS ⁷)	137287	62675
Ratio policiers pour 100'000 habitants	478	1592
Ratio gendarmes pour 100'000 habitants	111	951
Ratio policiers et gendarmes pour 100'000 habitants	589	2543

(Source: Diagnostic Local de Sécurité, COGINTA 2016)

Tableau 7: Dispositif de la police nationale dans la commune de Dixinn

Nom	Quartier	Effectif	Moyens Roulants		
			Pick-up	Camion	Moto
Commissariat central de Dixinn	Bellevue marché 1	129	2	-	-
Commissariat urbain de Dixinn	Dixinn gare	18	-	-	-
Commissariat urbain de Kenien	Kenien	19	-	-	-
Commissariat urbain de Hafia	Hafia minière 1	21	-	-	-
Commissariat spécial du stade 28 Septembre	Dixinn mosquée	63	-	-	-
Commissariat spécial de la sécurité routière de CMIS 1	Dixinn Minière cité Cameroun	74 318	- 3	- 3	4 -
Poste de police débarcadère de Dixinn	Dixinn centre 1	2	-	-	-
Poste de police débarcadère Landréah	Landréah	1	-	-	-
Poste de police Hafia	Hafia 2	2	-	-	-
poste de police Cameroun	Cameroun	5	-	-	-
Poste de police Frigot	Kenien2	-	-	-	-
Poste de police de Minière Cité	Minière cité	2	-	-	-
Total		656	5	3	4

(Source: Diagnostic Local de Sécurité, COGINTA 2016)

Tableau 8: Dispositif de la gendarmerie nationale dans la commune de Dixinn

Nom	Quartier	Effectif	Moyens Roulants		
			Pick-up	Camion	Moto
Compagnie de Gendarmerie nationale de Dixinn	Dixinn Gare 1	56	1	1	5
Groupement Gendarmerie nationale territoriale de la ville de Conakry	Dixinn Mosquée	19	1	1	3
Région spéciale de Conakry Gendarmerie nationale	Dixinn Mosquée	33	1	-	5
Brigade de gendarmerie nationale de Belle-vue	Kenien	22	-	-	3
Brigade de Gendarmerie nationale CENI	Cameroun	22	1	-	3
Total		152	4	2	16

(Source: Diagnostic Local de Sécurité, COGINA 2016)

CARTE 13: DISPOSITIF DE SÉCURITÉ (POLICE ET GENDARMERIE) A DIXINN



Tableau 9: Dispositif de la police nationale dans la commune de Kaloum

Nom	Quartier	Effectif	Moyens Roulants		
			Pick-up	Camion	Moto
OPROGEM	Manquepas	46	1	-	-
Commissariat central de Kaloum	Koulewondy	144	2	-	-
Commissariat urbain de Boulbinet	Boulbinet	65	-	-	-
Commissariat urbain de Coronthie	Tombo	25	-	-	-
Commissariat spécial des chemins de fer	Almamiya 1	60	-	-	-
Commissariat spécial du port	Almamiya 1	152	1	-	1
Commissariat spécial de la sécurité routière de Kaloum	Coronthe 1	92	-	-	6
CMIS 7	Coronthe 1	268	3	3	-
Poste de police de Temenetaye	Temenetaye	4	-	-	-
Poste de police petit bateau	Coronthe 2	2	-	-	-
Poste de police Dougoufouloun	Boulbinet	10	-	-	-
Service d'incendie et de secours et de protection civile de Kaloum	Tombo	130	1	6	-
Total		998	7	9	7

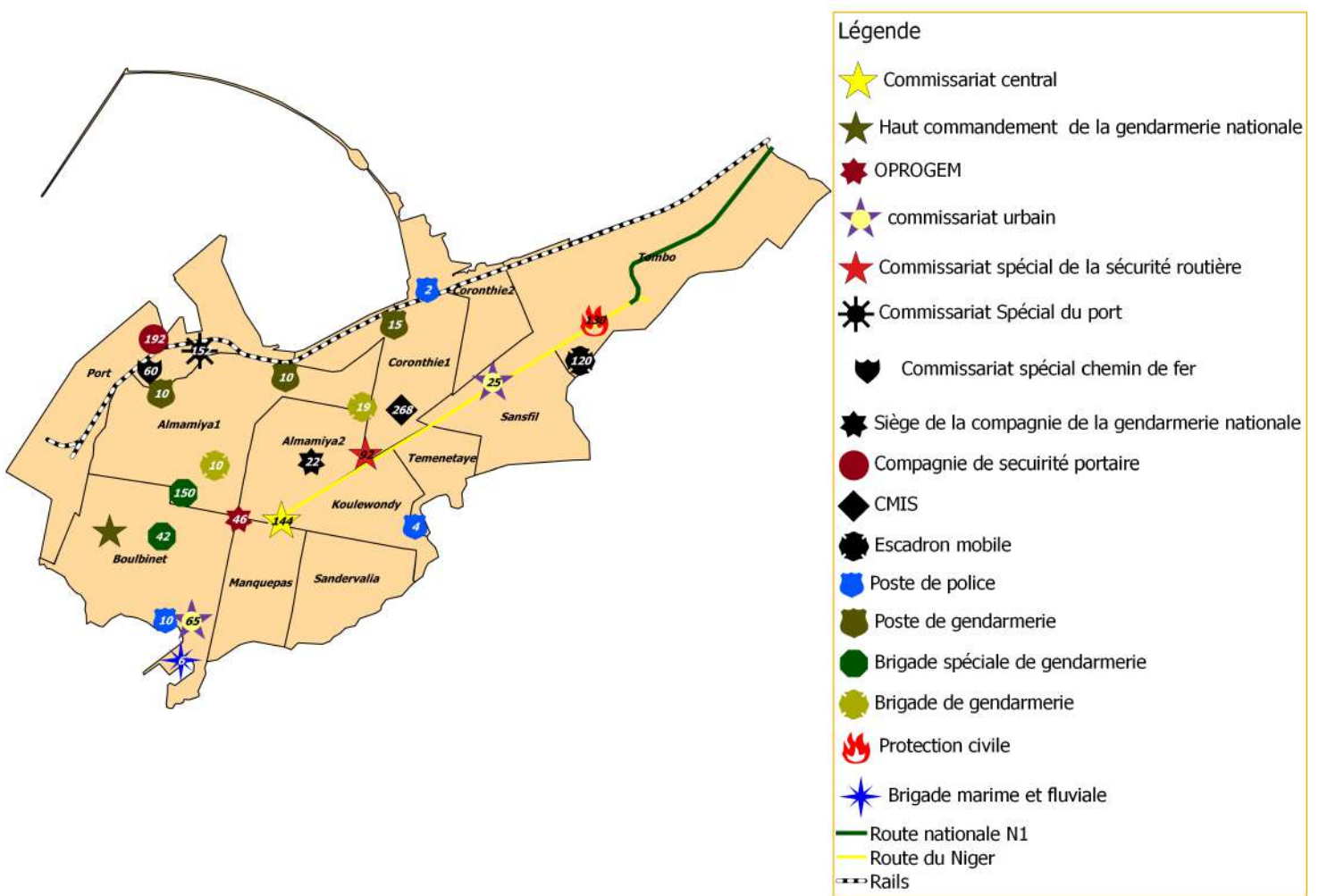
(Source: Diagnostic Local de Sécurité, COGINTA 2016)

Tableau 10: Dispositif de la gendarmerie nationale dans la commune de Kaloum

Nom	Quartier	Effectif	Moyens Roulants		
			Pick-up	Camion	Moto
Haut-Commandement de la Gendarmerie nationale (HCGN-DJM)	Boulbinet	-	-	-	-
Siège de la Compagnie de la Gendarmerie nationale de Kaloum	Almamiya 2	22	-	-	-
Compagnie de la sécurité portuaire	Almamiya 1	192	1	-	-
Brigade spéciale de la Gendarmerie nationale (près BCRG)	Almamiya 1	150	1	-	-
Brigade spéciale de la Gendarmerie nationale (près MF)	Boulbinet	42	-	-	-
Escadron gendarmerie mobile No.1 de Kaloum	Tombo	120	3	1	3
Brigade maritime et fluviale du port de pêche artisanale de Boulbinet	Boulbinet	6	-	-	-
Brigade de gendarmerie Cité chemin de fer	Almamiya 1	19	-	-	-
Brigade de gendarmerie Sotelgui	Almamiya 1	10	-	-	-
Poste de gendarmerie Société navale	Coronthie 1	10	-	-	-
Poste de gendarmerie (près du transport)	Almamiya 1	10	-	-	-
Poste de gendarmerie K-énergie	Almamiya 1	15	-	-	-
Total		596	5	1	3

(Source: Diagnostic Local de Sécurité, COGINTA 2016)

CARTE 14: DISPOSITIF DE SÉCURITÉ (POLICE ET GENDARMERIE) A KALOUM



CHAPITRE IV: LES COMPORTEMENTS ET L'OPINION PUBLIQUE SUR LA SÉCURITÉ

Ce chapitre s'intéresse aux stratégies adoptées par les résidents pour traiter les problèmes de sécurité publique auxquels ils sont confrontés. Quatre thématiques sont abordées une à une: les taux de dénonciation des délits (cambriolage, agression physique et agression sexuelle), les différentes stratégies proprement dites pour dénoncer ces délits, le niveau de satisfaction avec le traitement de la dénonciation et, finalement, la dénonciation des incivilités.

La dénonciation des délits

En Guinée, déposer plainte auprès de la police, comme on va le voir, ne va pas de soi. Les victimes ont face à elles une série d'acteurs dotés de plus ou moins de capital de confiance et de capacités pour proposer des solutions. Ces acteurs sont:

- 1) La police nationale
- 2) La gendarmerie
- 3) Le tribunal
- 4) Les chefs de quartier
- 5) L'imam
- 6) Le patriarche
- 7) Un parent

Pour les besoins de l'analyse, nous les avons regroupés en trois groupes principaux. Le premier comprend les acteurs régaliens dotés de pouvoirs judiciaires, à savoir la gendarmerie, la police et la justice. Lorsque les victimes s'adressent à eux pour dénoncer un délit, on parlera de stratégie formelle de dénonciation. Les deux premiers – la police et la gendarmerie - sont en charge de l'enregistrement des plaintes pénales et de l'enquête judiciaire. La justice est habilitée à enregistrer des plaintes directement en Guinée.

Le second groupe est constitué par les chefs de quartiers. Ceux-ci sont des institutions hybrides représentant à la fois l'Etat central (pour certaines fonctions) et le pouvoir local relevant de la mairie, et, comme on l'a vu dans le Diagnostic de Sécurité de 2013, recourent très souvent à la médiation et l'arbitrage pour résoudre les problèmes qui leur sont soumis. En principe, leur rôle ne devrait que se limiter à des plaintes civiles ou des infractions au règlement communal qu'ils sont en charge de faire respecter. Lorsque le problème relève du pénal, il n'est cependant pas rare qu'ils contribuent à le résoudre informellement, de leur propre chef, ou, pour les cas les plus graves, qu'ils transmettent la plainte aux services de sécurité compétents. Lorsqu'une victime choisit de dénoncer un délit à un chef de quartier, elle recourt à une stratégie qu'on qualifiera d'hybride.

Le troisième groupe est constitué par les organisations familiales, religieuses et associatives. Lorsque la victime choisit de s'adresser à ces organisations, on parlera de stratégie sociale. La victime peut entreprendre de dénoncer un délit au patriarche (le chef de lignage d'un groupe de familles à Conakry) ou l'imam local. Elle peut aussi s'adresser aussi à une ONG ou un parent, cette notion dénotant une personne de la famille ou de la concession ayant un capital social élevé.

Dans l'édition 2013 du diagnostic, nous avons relevé une tendance des Guinéens et Guinéennes à se détourner des acteurs régaliens pour recourir à des stratégies sociales pour résoudre des questions relevant du champ pénal. Cette situation semblait refléter le peu de capital de confiance des acteurs formels de la sécurité publique auprès des résidents et de telles stratégies font craindre l'escalade des conflits les plus graves. Si un parent, par exemple, peut éventuellement gérer des affaires au sein d'un groupe restreint, il est bien moins sûr qu'il soit capable de résoudre des problèmes entre larges groupes sociaux comme les groupes ethniques.

Les taux de dénonciation

Le taux moyen de dénonciations pour cambriolages est de 36.2%. Il est de 36.5% à Dixinn et de 35.4% à Kaloum. Le taux de dénonciations pour agressions est sensiblement plus élevé et se situe à 43.5% en moyenne. Cependant, on note que c'est Kaloum qui « tire vers le haut » ces chiffres sachant que 69% des agressions y sont dénoncées alors que 37% seulement d'entre elles le sont à Dixinn. Les agressions sexuelles quant à elles ont été dénoncées à raison de 50% à Dixinn et de 63.4% à Kaloum. Ces taux sont assez proches de ce qu'on avait pu observer lors de l'édition 2013 du diagnostic de sécurité dans les autres communes de Conakry. Les taux moyens de dénonciations pour cambriolages, agressions et violences sexuelles y étaient respectivement de 39.1%, 50% et 40.6% en 2013.

En comparaison avec le reste de Conakry, c'est donc essentiellement pour les violences sexuelles (et les agressions à Kaloum) que les taux de dénonciations sont plus élevés dans ces deux communes. Pour les cambriolages, les taux sont légèrement inférieurs à la moyenne constatée en 2013. On peut peut-être parler d'une *stratégie de résignation ou de silence* lorsque la victime ne dénonce pas un délit. Ces stratégies sont dominantes sauf, encore une fois, à Kaloum pour l'agression (69% de dénonciation) et pour les agressions sexuelles bien que, pour ces dernières, la méthodologie de sondage n'est pas à même d'obtenir des chiffres fiables et qu'il faut prendre ce résultat avec beaucoup de précautions comme on l'a dit plus haut.

Les destinataires de la dénonciation et les stratégies

Les comportements de dénonciation varient en fonction du type de délit. Pour dénoncer les cambriolages, les résidents de Kaloum et de Dixinn optent essentiellement pour des stratégies formelles. 51% des victimes de cambriolage de Kaloum ont choisi cette stratégie ; à Dixinn, 41.6% des résidents l'ont également choisie. A Dixinn, le second type de stratégie le plus fréquemment utilisé est la stratégie hybride consistant à dénoncer au chef de quartier (33.6%

des cas) alors que la stratégie sociale est plus rare (24.7% des cas). A Kaloum, la stratégie hybride est plus rare (16.4% des cas) que la stratégie sociale (33.6%).

La stratégie formelle est également l'option préférée des résidents pour les agressions. 60% des victimes d'agression ont dénoncé le fait aux forces régaliennes à Dixinn et 50% à Kaloum. Les chefs de quartiers, dans les deux cas, ont rarement été mis à contribution pour ce type de délit. Seules 10% en moyenne des agressions ont été dénoncées en adoptant une stratégie hybride. Le recours à la stratégie sociale est cependant plus fréquent : 30% à Dixinn et 40% à Kaloum. Pour les violences sexuelles, la stratégie privilégiée par les victimes est une stratégie sociale. C'est le cas dans 100% des cas à Dixinn et dans 73.8% des cas à Kaloum.

Il convient de noter que ces stratégies ne sont pas complètement exclusives l'une de l'autre même si c'est en principe le cas. Ainsi, sur les 106 cas de cambriolage dénoncés aux forces de sécurité, 3 ont été dénoncés simultanément à la gendarmerie et à la police. Sur 143 cambriolages dénoncés à la police et aux chefs de quartier, 10 l'ont été simultanément à ces deux institutions. En revanche, seul 1 cambriolage a été dénoncé simultanément aux chefs de quartier et aux parents. On peut dire qu'en règle générale, les victimes ne s'adressent qu'à une seule institution et ne cherchent pas à résoudre leurs problèmes à travers des stratégies multiples et concomitantes.

Le graphique ci-dessous permet de comparer les stratégies de dénonciation par type de délit dans les deux communes étudiées avec l'édition 2013 du diagnostic. Les résidents de Dixinn et Kaloum ont tendance à privilégier les stratégies formelles pour les cambriolages et les agressions alors que, pour ces deux types de délit, en règle générale le DLS de 2013 montrait que les stratégies sociales étaient pratiquement aussi importantes que les stratégies formelles. Ce n'est pas le cas des deux communes étudiées. Les violences sexuelles font cependant exception à la règle. Les stratégies sociales sont la règle pour ce type de délit à Kaloum comme à Dixinn.

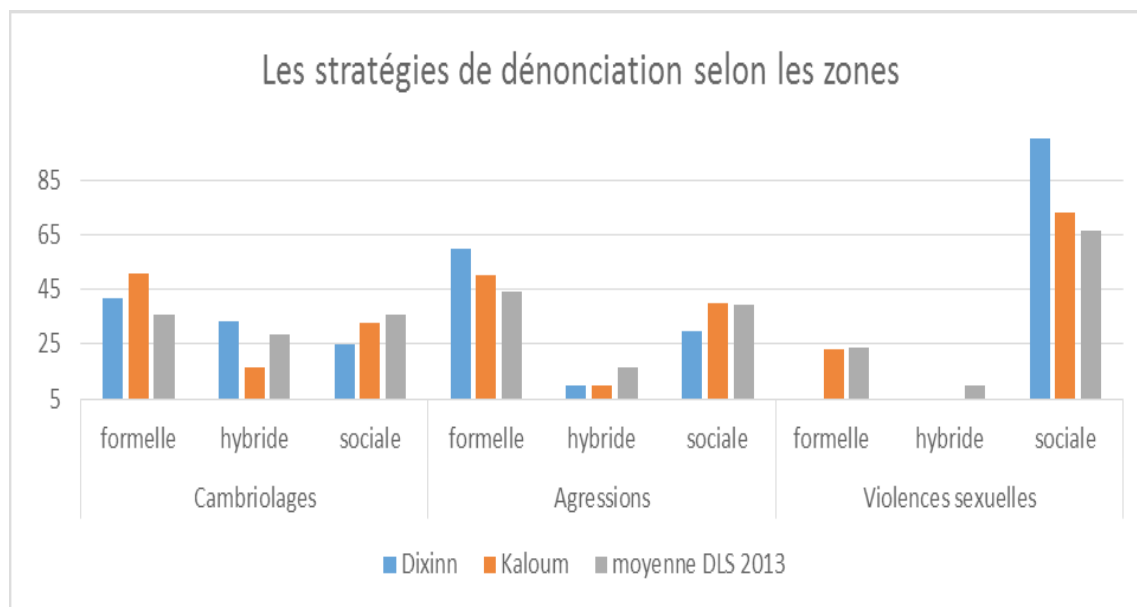


Tableau 11: Les stratégies de dénonciation des résidents de Dixinn, Kaloum et du DLS 2013 (en %)

	Cambriolages			Agressions			Violences sexuelles		
	formelle	hybride	sociale	formelle	hybride	sociale	formelle	hybride	sociale
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Dixinn	1.6	33.6	24.8	60	10	30	0	0	100
Kaloum	51	16.4	32.7	50	10	40	23.1	3.9	73
Moyenne des zones	35.6	28.6	27.1	57.1	10	32.9	6.7	1.1	92.2
Moyenne DLS 2013	35.6	28.4	36.0	44.2	16.5	39.2	23.5	9.8	66.7

Dans ces deux communes, la police s'avère le principal destinataire de la plainte lorsqu'une stratégie formelle est adoptée et cette institution devance nettement la gendarmerie. En règle générale, la police est même le premier destinataire pour toutes les plaintes à l'exception des violences sexuelles où elle est rarement sollicitée. C'est à Kaloum où les victimes ont le plus tendance à s'adresser à la police lorsqu'elles font face à un délit. Elles le font dans 42.3% des cas de dénonciation pour cambriolage, dans 35% des cas pour agression et dans 23.1% des cas pour violence sexuelle. Ainsi, 12.5% des cambriolages sont-ils dénoncés à la police, ce qui est légèrement mieux que les 8% en moyenne observés dans l'édition 2013 du diagnostic. C'est aussi à Kaloum que le chef de quartier joue un rôle très limité dans la résolution des problèmes pénaux. Il faut noter qu'à Dixinn le chef de quartier reste – étonnement - le destinataire principal des plaintes pour cambriolages.

Les ONGs jouent le rôle très important uniquement dans le cas des violences sexuelles. Elles sont très sollicitées par les victimes des deux communes et sont même, à Dixinn, le principal destinataire des plaintes pour violences sexuelles. Lorsque les résidents de ces deux communes choisissent une stratégie sociale, ils optent pour un parent ou pour une association (dans le cas des violences sexuelles) plutôt que pour un leader religieux ou communautaire. Ces résultats contrastent fortement avec le DLS de 2013. Seules 5.2% des dénonciations étaient adressées à des ONG dans les autres communes de Conakry et à N'Zérékoré.

En règle générale, les résidents de Dixinn et Kaloum optent plus souvent qu'ailleurs à Conakry (à l'exception de Sonfonia) pour une stratégie formelle et, lorsqu'ils le font, ils s'adressent à la police plutôt qu'à la gendarmerie. A Dixinn et Kaloum respectivement, ils ont fait ce choix dans 42.9% et dans 46.3% des cas. La stratégie sociale arrive en seconde position avec 29.4% et 41.9% des cas à Dixinn et Kaloum respectivement. La stratégie hybride est moins importante avec 27.8% et 11.8% des cas dans ces deux communes.

Tableau 12: Les destinataires de la dénonciation selon les délits à Dixinn et Kaloum (en %)

A qui le délit a-t-il été déclaré?	Cambrjolages		Agressions		Violences sexuelles	
	Dixinn	Kaloum	Dixinn	Kaloum	Dixinn	Kaloum
	%	%	%	%	%	%
Police	30.1	42.3	45.0	35.0	0	23.1
Gendarmerie	9.7	6.7	15.0	15.0	0	0
Tribunal	1.8	1.9	0	0	0	0
Chef de quartier	33.6	16.4	10.0	10.0	0	3.9
Imam du quartier	0.9	5.8	5.0	0	0	0
Amie/association	0	0	0	0	75.0	34.6
Numéro d'urgence	0	0	0	0	0	0
Patriarche	0	1.9	0	0	0	0
Parent	23.9	25.0	25.0	40.0	25.0	38.4
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
N	113	104	20	20	4	26

Ces résultats appellent une première interprétation. L'offre policière étant abondante dans ces zones, et notamment dans l'hypercentre de Kaloum, la police est le destinataire naturel des plaintes. Dans ces deux communes, mais surtout à Kaloum, une culture urbaine s'est développée où les institutions hybrides, comme les chefs de quartier, jouent un rôle marginal dans la résolution des délits. Nous allons voir plus loin que les résidents se tournent vers la police non pas simplement en raison de sa présence dans les quartiers mais surtout parce qu'elle bénéficie d'une meilleure image que dans les autres zones de la ville. Les stratégies sociales restent néanmoins relativement importantes pour les agressions et, surtout, pour les violences sexuelles. Pour ces dernières, nous avons déjà suggéré plus haut que la présence

à Conakry d'ONGs spécialisées dans les violences sexuelles joue un rôle clef dans le recours accru à leurs services pour traiter des violences sexuelles. Ces violences restent néanmoins un tabou, notamment pour les jeunes hommes qui en sont victimes tout autant que les femmes et qui adoptent plutôt des stratégies de silence. La faiblesse de la dénonciation à la police démontre que des progrès sont encore à réaliser au niveau des organismes de la police nationale qui traitent de ce phénomène. Malgré l'existence de structures spécialisées, les services de police sont peu sollicités, voire ne le sont pas du tout, comme à Dixinn.

La satisfaction lors du traitement de la dénonciation

L'étude des niveaux de satisfaction lors d'une dénonciation permet de mieux comprendre les raisons qui amènent les victimes à s'adresser à un acteur plutôt qu'à un autre pour traiter leur cas. En moyenne, et tous délits confondus, 35.6% des victimes se déclarent satisfaites des prestations de la police lors du dépôt de plainte. Elles sont même 47.8% à se montrer satisfaites des prestations des gendarmes. En revanche, le taux de satisfaction tombe à 15.9% pour les chefs de quartiers. Les parents obtiennent des scores de satisfaction plus ou moins similaires à ceux de la police, à savoir 34.4%.

Le relatif succès des stratégies formelles s'explique donc en partie, à Dixinn comme à Kaloum, par des degrés de satisfaction plus élevés que ceux obtenus par les chefs de quartier. Ces derniers - contrairement à ce qui se passe ailleurs en Guinée - ne paraissent en effet pas en mesure de résoudre les problèmes des victimes. Celles-ci préfèrent soit la police soit un parent ou, dans le cas des violences sexuelles, des ONGs. Les excellents taux de satisfaction des victimes de violences sexuelles qui dénoncent auprès d'ONG ou d'amis (69%) ou auprès de parents (64%) expliquent que ces derniers sont très sollicités pour ce type de problème.

En règle générale, les niveaux de satisfaction lors du traitement d'une plainte par la police sont meilleurs à Kaloum (40.9% de satisfaction) qu'à Dixinn (28.6%), ce qui, encore une fois, contribue à expliquer que les résidents de Kaloum tendent à s'adresser plus qu'ailleurs à la police lorsqu'ils dénoncent un délit.

Tableau 13: Les taux de satisfaction par communes, type de délit et type d'institutions traitant la plainte (en %)

	Kaloum			Dixinn			Moyenne pondérée des zones		
	C	A	VS	C	A	VS	C	A	VS
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Police	38.6	66.7	40.0	29.2	37.5	-	31.9	46.0	-
Gendarmerie	71.4	33.3	-	36.4	66.7	-	46.6	57.0	-
Chef de quartier	22.2	50	-	12.5	50	-	15.3	50.0	-
Parent	28	75	70.0	28	60	-	28	64.4	-
Amie et/ou Association	-	-	77.8	-	-	50	-	-	58.1

(C= cambriolage; A= agression; VS= violences sexuelles)

Enfin, on peut constater, comme en 2013, que les résidents sont en règle générale plus satisfaits de la manière dont la police traite les dénonciations pour agressions que pour cambriolages. Ils ont dès lors tendance à se tourner vers cette institution pour dénoncer des délits. Les taux de satisfaction plus faibles obtenus par la police pour le traitement des cambriolages s'explique par l'incapacité de cette dernière à identifier les auteurs nous disent les résidents. 84.6% des raisons d'insatisfaction invoquées par les victimes de cambriolage sont en effet de nature professionnelle plutôt qu'éthique. Les insatisfaits estiment que la police n'en fait pas assez, qu'elle s'est peu intéressée à eux et qu'elle n'a pas retrouvé les voleurs. Lorsque les

victimes invoquent des motifs d'ordre éthique ou déontologique, elles affirment surtout que la police leur a demandé de l'argent. Mais ce motif d'insatisfaction est plutôt marginal (5.6% des cas). L'amélioration de la performance de la police judiciaire serait de nature à augmenter significativement le degré de satisfaction des résidents avec leur police.

La dénonciation des incivilités

Influencée par les travaux de chercheurs américains et les innovations de la police newyorkaise, la police de proximité prend souvent en charge les incivilités qui sont perçues comme un contexte favorisant, à terme, la délinquance. La tolérance zéro des incivilités est conçue comme une stratégie propre à stopper l'engrenage sournois de la criminalité. Dans ce diagnostic, nous avons voulu savoir comment les résidents – dont on a vu qu'ils étaient particulièrement dérangés par tout un nombre d'incivilités – cherchent à résoudre ces problèmes. Il s'avère que 92% d'entre eux ne les dénoncent pas. Encore une fois, la stratégie de la résignation semble l'emporter. Lorsqu'ils le font, ils s'adressent en priorité aux chefs de quartier. Si les chefs de quartier ne jouent qu'un rôle marginal dans les affaires pénales dans ces deux communes du bout de la presqu'île de Conakry, ils se retrouvent aux avant-postes lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes d'incivilités. 36.8% et 42.5% respectivement à Kaloum et Dixinn des dénonciations pour incivilité leur sont adressées. Les parents, dont on a vu qu'ils continuent de jouer un rôle dans les affaires pénales, semblent également en mesure de résoudre des problèmes d'incivilités. En tout cas, 27.4% et 39.6% des dénonciations respectivement dans ces deux communes leur sont adressées. Le rôle de la police est plus marginal. 21.7% des dénonciations lui sont adressées à Kaloum contre seulement 9.5% à Dixinn. Ces résultats contrastent passablement avec ce qui a pu être observé dans les autres communes de Conakry en 2013. Le rôle de chef de quartier y était nettement plus important sur cette question puisqu'il recevait environ 50% des plaintes pour incivilités.

Tableau 14: La dénonciation des incivilités dans les deux communes (en %)

	Dixinn	Kaloum	Moyenne pondérée des zones
	%	%	%
Oui, à la police, par le numéro gratuit/d'urgence	1.9	14.2	5.5
Oui, à la police, par un poste de police	6.6	4.7	6.0
Oui, à la police, par un autre moyen	1.0	2.8	1.5
Oui, à la commune ou du chef de quartier ou chef de secteur	42.5	36.8	40.8
Oui, à l'imam ou autre chef religieux	4.7	7.6	5.5
Oui, à la gendarmerie	3.8	3.8	3.8
Oui, au patriarche	0	2.8	0.8
Oui, à un parent	39.6	27.4	36.1
Total	100%	100%	100%
N	106	106	212

CHAPITRE V: LE REGARD DES RÉSIDENTS SUR LA SÉCURITÉ

La position de la sécurité dans les préoccupations des résidents

La sécurité n'est pas le premier souci des résidents de Kaloum et de Dixinn. Elle pointe au 4ème rang des problèmes principaux à Dixinn. Seuls 5.6% des résidents estiment que c'est le problème principal de leur commune. A Kaloum, elle ne pointe qu'au 6ème rang avec 2.6% de premières mentions. Avec ce résultat, ces deux communes se démarquent assez fortement du reste de Conakry où la criminalité figurait au 3ème rang des problèmes prioritaires de la commune. A Ratoma, 25.2% des résidents en faisaient même leur première priorité. Ce point de vue confirme ce qu'on a pu observer plus haut : les deux communes de l'ouest de la presqu'île de Conakry sont les plus sûres et les résidents ne considèrent pas la sécurité comme un problème urgent.

Ce qui préoccupe principalement les résidents de ces communes est la situation économique (30.1% et 28.9% respectivement à Dixinn et Kaloum) à laquelle ils sont confrontés. Ils sont moins nombreux à Kaloum à mentionner des problèmes d'accès à l'eau (3ème priorité) qu'à Dixinn (2ème priorité). L'insalubrité est un problème préoccupant aux yeux des résidents dans les deux communes. L'accès à l'électricité en revanche n'est pas un sérieux problème dans ces deux communes contrairement au reste de Conakry. Les résidents de Matam en faisaient même le 1er problème de la commune en 2013.

Le niveau de sécurité du quartier selon les résidents

Sur une échelle de 1 (très mauvais) à 10 (très bon), les résidents de Dixinn attribuent le score de 5.4 au niveau de sécurité dans leur quartier. Les résidents de Kaloum attribuent quant à eux le score très honorable de 6 à la sécurité dans leur quartier. En comparaison, en 2013, les résidents de Matam attribuaient un score de 4.9 à la sécurité. Ceux de Matoto de 4.7. C'est la zone de Sonfonia, plus résidentielle, qui obtenait les scores les plus proches de Dixinn avec 5.3.

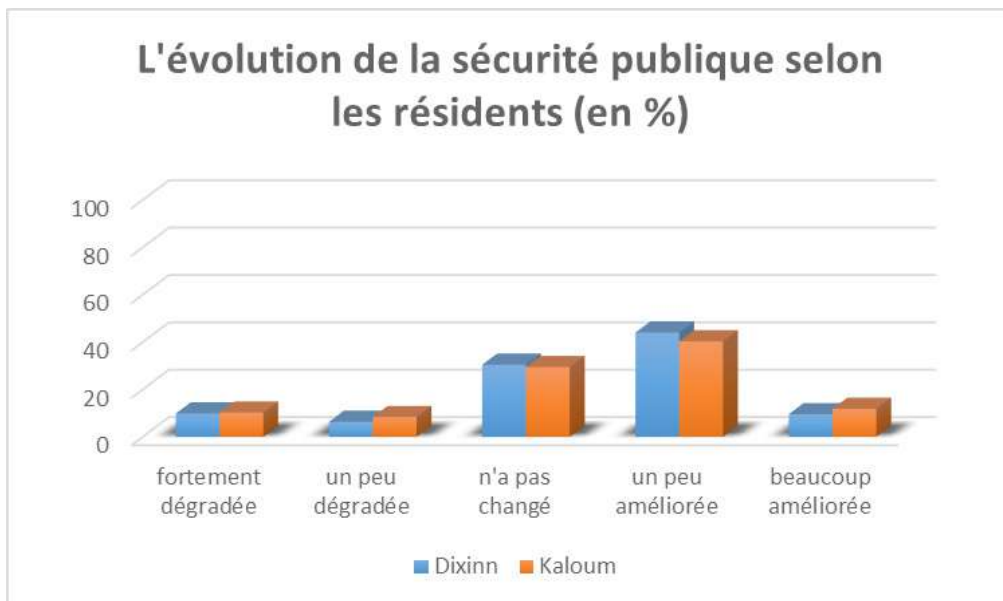
Aucune variable démographique n'influence l'opinion sur le niveau de sécurité dans les

quartiers. Qu'on soit, riche, pauvre, jeune ou vieux, ou encore femme ou homme, l'opinion ne varie pas significativement. En revanche, l'expérience d'une victimisation - que ce soit pour agression ou cambriolage - affecte sensiblement cette opinion. Les victimes de délits attribuent de moins bons scores à la sécurité. Le facteur qui explique le mieux l'opinion sur le niveau de sécurité estimé dans le quartier est l'image que se font les résidents sur la police. Meilleure est cette image et plus l'opinion sur la sécurité est bonne. Il est toutefois possible que la causalité soit inverse : meilleure est la sécurité et plus l'image de police s'améliore. Quelle que soit la direction de la causalité, il s'avère que ceux qui ont une très bonne opinion du travail policier dans le quartier attribuent le score de 7.3 à la sécurité dans leur quartier ; ceux qui ont une très mauvaise image lui attribuent le score de 3.8. De la même manière, les résidents qui estiment que la police connaît bien le terrain attribuent le score moyen de 6 à la sécurité contre 4.9 pour ceux qui ne sont pas de cet avis.

Tableau 15: Le problème le plus préoccupant dans la commune selon la commune de résidence (en %)

	Dixinn	Kaloum	Moyenne pondérée des zones
	%	%	%
La situation économique et le chômage	30.1	28.9	29.8
L'accès à l'eau	30.0	18.6	26.7
L'insalubrité	23.2	22.9	23.2
L'insécurité et la criminalité	5.6	2.6	4.7
La pénurie de logement	0.7	5.0	1.9
Les nuisances sonores	0.4	1.6	0.7
La circulation routière	0.8	0.8	0.8
L'accès à l'électricité	0.9	3.7	1.7
Pas de problème	1.5	5.8	2.7
Autre	6.8	10.1	7.8
Total	100%	100%	100%

Une majorité des résidents de l'ouest de la presqu'île de Conakry sont de l'avis que la sécurité publique s'améliore dans leur quartier. 44% des résidents de Dixinn et 40.3% de ceux de Kaloum pensent qu'elle s'est un peu améliorée et respectivement 9.5 et 11.8% estiment qu'elle s'est fortement améliorée.



L'opinion sur l'évolution de la sécurité publique est en partie liée à l'expérience d'un délit. Les victimes de violences sexuelles, par exemple, ont une piètre opinion de l'évolution de la sécurité publique. C'est également le cas des résidents qui se sont faits agressés. Ces derniers

ont tendance à penser que la situation ne s'améliore pas. Mais ce qui pèse le plus dans l'opinion sur l'évolution de la sécurité publique est le regard que portent les résidents sur la police. S'ils pensent que la police n'applique pas les principes de la police de proximité (qu'elle n'est pas visible, proche de la population, etc.), ils sont plus sceptiques sur l'amélioration de la sécurité publique. Pour eux, les deux vont de pair. Ainsi, ceux qui estiment que la police n'est pas proche du tout du public sont seulement 30% à estimer que la sécurité s'améliore contre 63.6% chez ceux qui estiment que la police est très proche du public. De la même manière, seuls 30.7% de ceux qui estiment que la police n'est pas du tout visible considèrent que la sécurité s'améliore contre 69% chez les autres. Il faut relever que la sécurité publique semble s'améliorer, du moins de l'avis des résidents, dans tous les quartiers des communes. Dans quelques quartiers, comme à Dixinn Gare Rails, à Dixinn Port, Hafía Minière II, Hafía Mosquée, Minière Cité, ou encore pour la commune de Kaloum, Coronthie II et Koulewondy, une minorité de 25% environ pensent que la sécurité publique s'est dégradée dans leur quartier. Mais même dans ces quartiers plus pessimistes, l'opinion majoritaire est que la situation sécuritaire s'améliore.

Le sentiment d'insécurité

Les services de police s'intéressent au sentiment d'insécurité notamment depuis l'introduction du concept de police de proximité. Un sentiment d'insécurité élevé pèse sur la qualité de vie des résidents qui, bien souvent, vont prendre toutes sortes de mesures de précaution (telles qu'éviter de sortir la nuit après le coucher du soleil ou recourir à des installations particulières, coûteuses, pour protéger le domicile, etc.) de peur d'une agression ou d'un cambriolage par exemple. L'image de la police est également fortement corrélée au sentiment d'insécurité et reflète une attente importante des résidents pour que la police prenne les mesures qui s'imposent pour rassurer les gens. Ainsi, de plus en plus, les institutions policières s'évertuent à chercher des solutions pour juguler la montée du sentiment d'insécurité. Les problèmes de

la criminalité et du sentiment d'insécurité sont en principe étroitement liés même si ce dernier résulte également d'autres facteurs indépendants comme l'affaiblissement des mécanismes de contrôle social, la vulnérabilité de certains groupes de population face aux agressions ou encore un seuil de tolérance plus ou moins important de chaque individu. Voyons ce qu'il en est dans les deux communes étudiées.

Tout d'abord, on constate que le sentiment d'insécurité est peu élevé dans la journée dans les communes de Kaloum et de Dixinn. En moyenne, 12.1% des résidents des deux communes se déclarent insécurisés le jour lorsqu'ils se promènent seuls dans leur quartier. Seuls 5.7% des résidents se déclarent insécurisés dans les rues de leur quartier de jour à Kaloum. A Dixinn, ce pourcentage grimpe sensiblement et atteint 14.7% d'insécurisés. De nuit, le sentiment d'insécurité augmente, mais reste très en dessous des moyennes des autres communes de Conakry mesurées lors de l'édition 2013 du DLS. Le taux moyen d'insécurisés de nuit des deux commune se situe ainsi à 31.5%. Seuls 13.1% des résidents se disent insécurisés de nuit à Kaloum. A Dixinn, ce taux est nettement plus élevé avec 39.6% d'insécurisés. En comparaison, 81% des résidents de Ratoma se déclaraient insécurisés de nuit dans leur quartier en 2013.

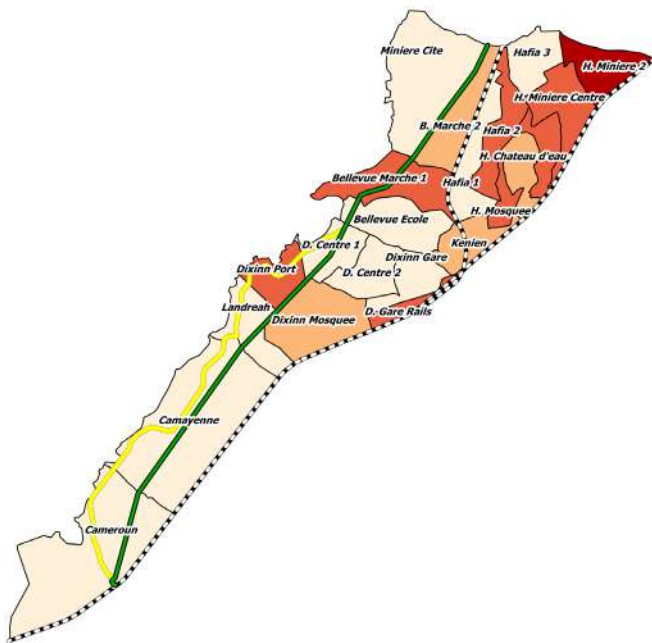
Tableau 16: L'opinion sur le sentiment d'insécurité de jour et de nuit lorsqu'on se promène seul dans le quartier selon les zones (en %, moyenne pondérée)

	Dixinn	Kaloum	Moyenne des zones
	%	%	%
Pourcentage d'insécurisés de jour	14.7	5.7	12.1
N	1187	1193	2380
Pourcentage d'insécurisés de nuit	39.6	13.1	31.9
N	1051	1125	2176

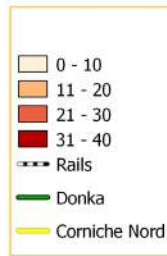
La territorialisation du sentiment d'insécurité

Les cartes ci-dessous permettent d'observer la distribution du sentiment d'insécurité de jour et de nuit dans les quartiers de deux zones étudiées. De jour, le sentiment d'insécurité est moins bon dans la zone enclavée par le rail à l'est de la commune de Dixinn où entre 20 et 30% des résidents se déclarent insécurisés de jour. A Hafia Minière I, ce taux est de 30.5% ; à Hafia Minière II il est de 32.9%. La situation au nord et à l'ouest de la commune de Dixinn est assez similaire à celle qui prévaut à Kaloum. A Kaloum, seuls deux quartiers présentent des taux d'insécurité un peu plus élevé qu'ailleurs, à savoir Coronthie II (11.8% d'insécurisés) et Temenetaye (10.2%). Dans tous les autres quartiers de Kaloum, moins de 10% des résidents se déclarent insécurisés dans leur quartier.

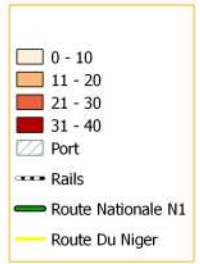
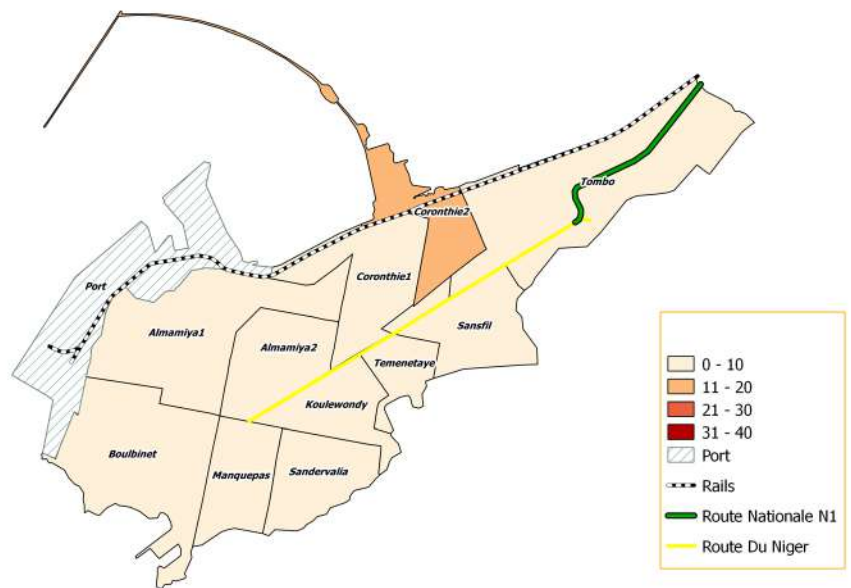
La carte du sentiment d'insécurité de nuit diffère assez peu de celle de jour à Dixinn. C'est essentiellement la zone est de la commune qui est moins sûre. Les variations de taux enregistrés dans la commune sont très importantes. A Hafia Mosquée, le taux d'insécurisé est très élevé (69.7%). Il est de 14.9% à Landreah, de 18% à Camayenne ou encore de 14.3% à Cameroun. A Kaloum, même la nuit les résidents sont peu insécurisés. C'est à Coronthie II que l'on trouve le plus d'insécurisés (23.5%). Ailleurs, les taux d'insécurisés sont inférieurs à 20%.

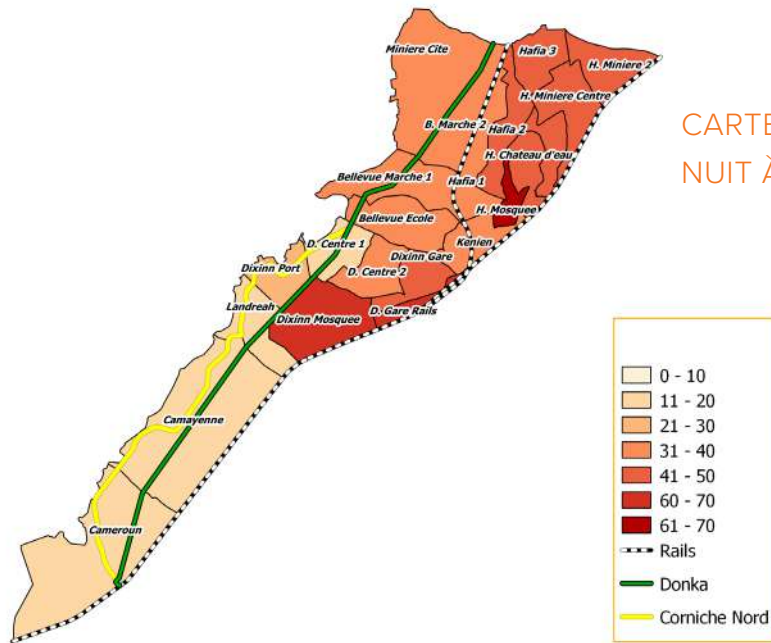


CARTE 15: SENTIMENT D'INSÉCURITÉ LE JOUR À DIXINN



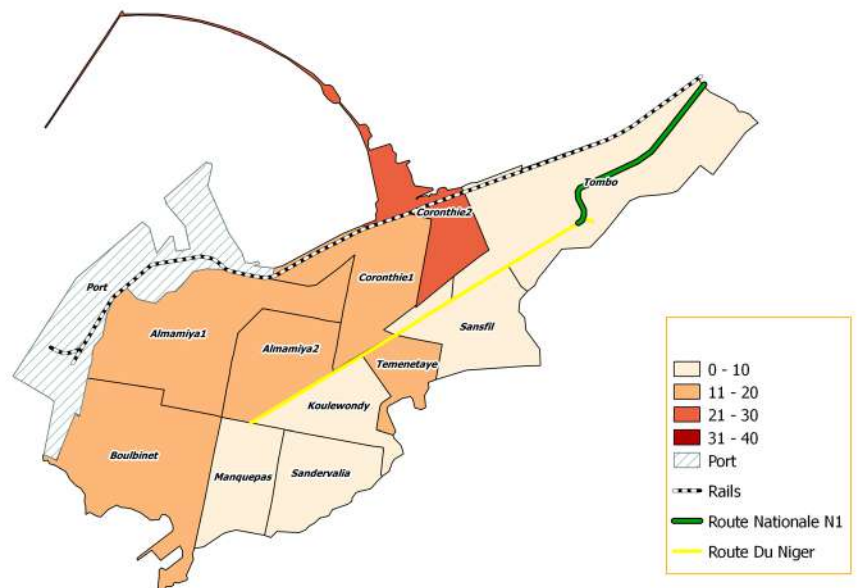
CARTE 16: SENTIMENT D'INSÉCURITÉ LE JOUR À KALOUM





CARTE 17: SENTIMENT D'INSÉCURITÉ LA NUIT À DIXINN

CARTE 18: SENTIMENT D'INSÉCURITÉ LA NUIT À KALOUM



Les comportements de précaution

Une grande majorité des résidents de Kaloum affirment qu'il n'y a pas de lieux à proximité de leur domicile ou dans leur quartier où ils ne se sentent pas en sécurité. Ils sont 79.3% à se sentir ainsi en sécurité. A Dixinn, cette majorité de résidents est plus réduite : ils ne sont plus que 65.1% à ne pas mentionner de tels lieux. D'une manière générale, à l'est de la commune la proportion des résidents mentionnant des lieux peu sûrs augmente.

En moyenne, seuls 17.8% des résidents de Kaloum évitent certains endroits le soir et 2.5% ne sortent pas le soir pour des raisons de sécurité. A Dixinn, ces comportements de précaution sont nettement plus fréquents qu'à Kaloum puisque 28.2% y évitent des endroits et 6% ne sortent jamais la nuit en guise de précaution.

Parmi ceux qui citent un lieu où ils ne se sentent pas en sécurité à proximité de chez eux, la majeure partie mentionnent que la rue est un problème d'une manière générale (environ 60% des résidents dans les deux communes). A Dixinn, 22.1% des insécurisés mentionnent également les abords du rail contre 9.5% à Kaloum. A Kaloum, le bord de mer est plus souvent cité avec 15.2% des insécurisés qui le mentionnent.

Ce que les résidents redoutent le plus lorsqu'ils mentionnent des lieux peu sûrs, c'est le risque d'une agression ou d'un brigandage. 60.2% en font état à Dixinn contre 43.9% à Kaloum. A Kaloum, l'absence d'éclairage public est souvent mentionnée comme facteur insécurisant (22.8% contre 12.3% à Dixinn). Les résidents de Kaloum mentionnent plus souvent le deal de drogues (12.7% à Kaloum contre 7.2% à Dixinn). 8% des résidents de Dixinn craignent aussi la présence des bandes de jeunes agressives ou de clans tandis que la même proportion à Kaloum souligne plutôt l'absence de passants comme facteur d'insécurité dans la commune.

Tableau 17: Les endroits où l'on ne se sent pas en sécurité par commune en % (Moyenne PONDÉRÉE)

	Dixinn	Kaloum	Moyenne des zones
Dans la rue	60.2	60.9	60.4
Dans les parcs publics	0.5	1.6	0.8
dans les magasins	0.3	-	0.2
Dans les transports	-	0.4	0.1
Dans les bars	1.8	1.6	1.7
Sur les marchés	1.8	1.2	1.6
Dans les carrefours et avenues en ville	2.5	2.1	2.4
A la gare routière	2.3	1.6	2.1
A proximité de chantiers non terminés	0.8	0.4	0.7
Sur le carrefour à cause des hasards	1.3	1.2	1.3
Sur les bords des rails	22.1	9.5	18.4
Sur les bords de mer	2.8	15.2	6.4
Ailleurs	3.8	4.1	3.9
N	394	243	637
Total	100%	100%	100%

Tableau 18: Les raisons du sentiment d'insécurité par commune en % (moyenne pondérée)

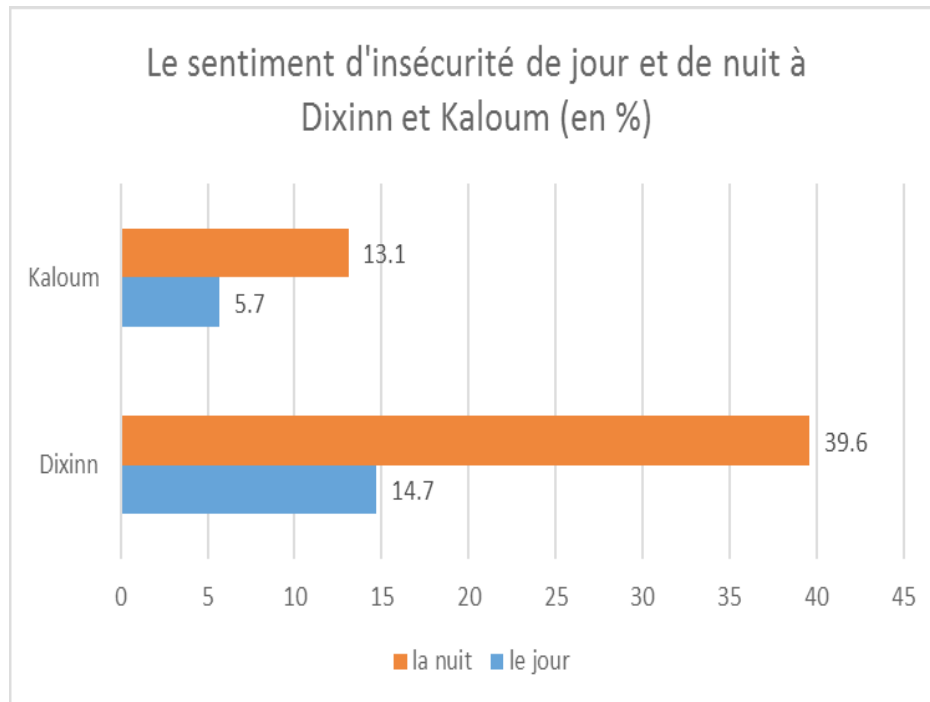
	Dixinn	Kaloum	Moyenne des zones
L'absence de passants	1,8	8,8	3,8
La peur d'être volé ou agressé physiquement	60,2	43,9	55,4
L'existence de graffitis, manque de propreté, insalubrité	0,5	0,4	0,5
Le manque d'éclairage	12,3	22,8	15,4
L'absence de présence policière	4,6	3,1	4,2
Les trafiquants de drogues et les drogués	7,2	12,7	8,8
La présence de maquis avec des personnes ivres	2,8	1,3	2,4
Des groupes de jeunes ou autres bandes agressives	8,0	2,2	6,3
La présence d'étrangleurs	0,3	1,3	0,6
La présence de check points sur les routes	0,5	-	0,4
La présence de réfugiés, étrangers	0,3	1,3	0,6
La présence de maisons ou motels de passe	0,3	-	0,2
En cas d'instabilité, j'évite les autres quartiers	0,3	0,4	0,3
Autre	1,0	1,8	1,2
N	389	228	617
Total	100%	100%	100%

Le profil des insécurisés

La recherche académique menée essentiellement dans les démocraties occidentales a dégagé quatre traits qui permettent de dresser le portrait type des insécurisés. Ces traits sont :

- L'âge et le genre car cela définit des profils de vulnérabilité. A mesure que l'on vieillit, on se sent en règle générale plus vulnérable à des agressions. Les jeunes – pourtant plus victimisés que les autres – se déclarent plus rarement insécurisés le soir dans les rues de leur quartier. Les aînés en revanche considèrent qu'ils ne seraient pas en mesure de se défendre contre des agresseurs potentiels. Les femmes sont également plus insécurisées que les hommes principalement car se considèrent également plus vulnérables face à des agresseurs.
- La prévalence de la victimisation (agressions, etc.) renforce le sentiment d'insécurité. Avoir été victime d'un délit, en règle générale, fait grimper le sentiment d'insécurité.
- Le seuil de tolérance ou la vision politique joue également. En Europe, les répondants qui se situent à droite de l'échiquier politique ont une sensibilité accrue aux problèmes de l'insécurité et déclarent, en principe, être plus insécurisés que les autres.
- La cohésion sociale est également un facteur important. Lorsque la cohésion sociale est forte les gens se sentent moins vulnérables à la criminalité dans leur quartier. Celle-ci fonctionne en quelque sorte comme un écran protecteur qui protège les résidents de la criminalité.

L'analyse statistique du profil des insécurisés de Conakry à l'aide de modèles de régression permet d'identifier la *densité policière* comme le principal facteur explicatif des variations constatées dans les deux communes. Kaloum, qui a la plus forte densité policière, connaît trois fois moins d'insécurisés de nuit que Dixinn.



L'image que ce se font les résidents de la police est également un facteur – le deuxième en importance pour le sentiment d'insécurité de nuit mais le premier pour le sentiment d'insécurité de jour – explicatif des variations constatées. Les résidents qui ont une bonne image de la police, qui estiment que celle-ci connaît bien le terrain, qu'elle est proche de la population et qu'elle est visible dans les quartiers sont pratiquement trois fois moins insécurisés que les autres de nuit et quatre fois moins insécurisés de jour. En mode bivarié, ceux qui ont une bonne image de la police ne sont que 4.8% à se dire insécurisés de jour (respectivement 14.9% insécurisés de nuit) contre 19.9% (et respectivement 45.2% de nuit) pour ceux qui ont une mauvaise image de la police.

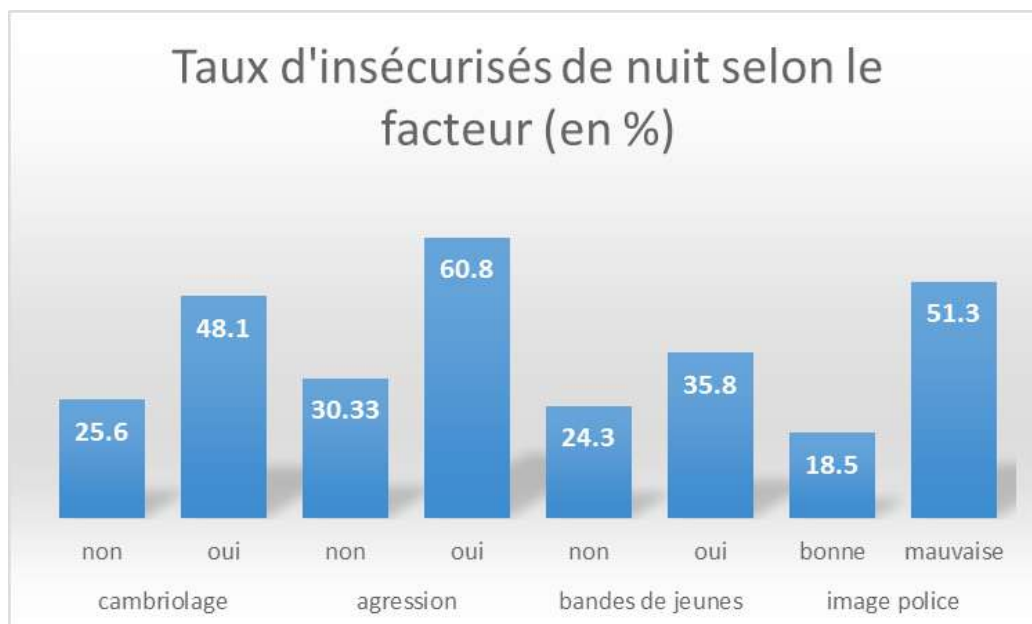
Le troisième facteur, toujours dans l'ordre d'importance, est le facteur de la prévalence de la *victimisation*. Les résidents qui déclarent avoir été victimes ces derniers trois ans d'un cambriolage ou d'une agression sont deux fois plus nombreux à être insécurisés que les autres. De nuit, les victimes d'une agression sont 55.7% à se dire insécurisés contre 24.8% pour les autres. La présence de bandes de jeunes ou clans dans le quartier insécurise de nuit comme de jour. De jour, la victimisation pour des cambriolages n'influence pas le sentiment d'insécurité cependant. On sait que les cambriolages sont rares de jour et qu'ils se déroulent essentiellement la nuit. Les victimes de cambriolages sont 41.6% à se déclarer insécurisées la nuit contre 20.4% pour les autres.

La *cohésion sociale* joue également un rôle quoiqu'assez mineur dans les deux communes de Conakry. Si les résidents jugent bonne la cohésion sociale dans le quartier ils se sentent moins en insécurité le soir dans la rue. 8.7% des résidents des quartiers à forte solidarité se disent insécurisés de jour contre 19.5% de ceux qui résident dans des quartiers où la solidarité est faible.

Il est particulièrement intéressant de constater – ce qu'on avait déjà fait lors de l'édition 2013 du diagnostic – que l'âge et le genre n'influencent pas le sentiment d'insécurité à Conakry. Les femmes ne sont pas significativement plus insécurisées que les hommes. Les taux d'insécurisés ne varient pas en fonction de l'âge du répondant. Ces résultats appellent une interprétation qu'il est délicat de faire mais, comme indiqué ci-dessus, ils sont concordants avec les données de l'édition 2013 du diagnostic. On peut avancer l'hypothèse que le respect pour les aînés qui prédomine dans la société guinéenne les protège en quelque sorte contre le risque d'agression. Une hypothèse similaire – dans l'espace public – s'appliquerait également aux femmes dont on avait vu, dans le diagnostic de sécurité 2013, qu'elles sont relativement protégées dans l'espace public (mais non dans l'espace domestique).

Le sondage n'a pas mesuré les opinions politiques ni l'appartenance ethnique des individus, laquelle, en Guinée, détermine en partie l'affiliation politique. Le facteur ethnique peut cependant être mesuré indirectement à partir de la langue dans laquelle s'est déroulé l'entretien. Analyses faites, il s'avère que le facteur ethnique ne semble pas influencer significativement les variations de taux d'insécurisés.

Le tableau ci-dessous illustre l'effet (en mode simplifié bivarié et avec des données pondérées) sur le taux d'insécurisés de nuit de quelques-uns des facteurs identifiés par les analyses présentées plus haut. On y voit, par exemple, que 48.1% des victimes d'un cambriolage se déclarent insécurisées de nuit contre 25.6% en moyenne de ceux qui n'ont pas été victimes de cambriolage ces derniers trois ans.



Prévention contre les cambriolages

Seuls 16.6% et 15.7% des résidents respectivement de Dixinn et Kaloum déclarent avoir pris des mesures préventives pour protéger leur domicile ou leurs biens. Les victimes d'un cambriolage prennent plus fréquemment que les autres des mesures de prévention. Ainsi, 29.2% de ceux qui ont subi un cambriolage ces derniers trois ans prennent-ils des mesures contre 11.7% des autres. Les plus insécurisés sont également plus nombreux (23.1%) que les autres (13%) à adopter de telles mesures.

Les mesures les plus populaires sont le cadenas sur la porte en fer ou la fermeture de la cour la nuit (78.6% des mesures prises à Dixinn et 65.3% à Kaloum). A Kaloum, il est plus fréquent de prendre un chien (16.1%) ou une société de gardiennage (16.1%) qu'à Dixinn (respectivement pour ces mesures 11.9% et 8.8% des cas). En règle générale, ce sont les foyers à revenus supérieurs qui prennent un chien ou louent les services d'une société de gardiennage alors que les foyers les plus pauvres se contentent d'une porte en fer et de clôturer la cour de la concession. Comme dans le reste de Conakry, l'un des antidotes aux cambriolages adopté par les résidents est la « veille » de nuit. Ce sont le plus souvent les jeunes de la concession qui veillent tandis que, très rarement dans ces deux communes, des groupes d'autodéfense peuvent être sollicités également.

CHAPITRE VI: L'IMAGE DE LA POLICE

Les prestataires de services de sécurité

A Kaloum comme à Dixinn, une part importante de résidents estiment que la gendarmerie est l'organisation la mieux à même d'assurer la sécurité dans le quartier. A Kaloum, 38.9% pensent de cette manière tandis qu'à Dixinn cette proportion s'élève à 32.3%. A Kaloum, la police nationale obtient un score similaire à celui de la gendarmerie avec 36.6% de résidents qui pensent qu'elle est la plus à même d'assurer la sécurité de leur quartier. En revanche, à Dixinn, cette proportion chute à 24.8%. Dans les deux communes, les chefs de quartiers sont la troisième entité à être le plus souvent citée. Pour une minorité de 15.7% des résidents de Dixinn et de 11.2% de ceux de Kaloum, les chefs de quartier sont le plus à même d'assurer la sécurité dans le quartier. Les groupes d'autodéfense sont peu cités. Seuls 1.7% des résidents de Kaloum et 5.2% de ceux de Dixinn pensent que ces groupes sont le mieux à même d'assurer la sécurité du quartier. Ces résultats contrastent assez fortement avec ce qui avait pu être observé lors de l'édition 2013 du diagnostic dans le reste de Conakry. En 2013, en effet, 30% des résidents de Ratoma pensaient que la sécurité du quartier était assurée par ces groupes d'autodéfense. Finalement, notons que le nombre de sceptiques – ceux qui estiment qu'aucune institution n'est vraiment à même d'assurer la sécurité publique – est assez important à Dixinn avec 13.8% de résidents qui pensent ainsi en moyenne.

Les opinions sur la capacité des entités à gérer la sécurité dans les quartiers varie sensiblement en fonction de la langue utilisée lors de l'interview. Les individus s'étant exprimés en poular sont plus sceptiques que les autres. 14.5% d'entre eux pensent qu'aucune entité n'est à même d'assurer la sécurité publique contre 10.5% chez les autres. Ces locuteurs peuls, comme ceux qui se sont exprimés en soussou, sont assez nombreux à penser que les chefs de quartier jouent ce rôle (16.6% et 16.9% respectivement) contre 4.7% des locuteurs Maninka par exemple. Ce sont surtout les locuteurs Manika qui ont exprimé le plus de confiance dans la capacité des forces régaliennes de sécurité (police et gendarmerie) à assurer la sécurité (81.8%) alors que les locuteurs en poular et en soussou sont moins nombreux à le penser: respectivement

61.5% et 63.3%. Il est également à noter que les plus éduqués (73.5%) sont en moyenne plus enclins que les personnes en sous-scolarisation (65.1%) à penser que les forces de sécurité nationale ont la capacité d'assurer la sécurité. Les plus éduqués sont également moins nombreux (8.5%) que les moins éduqués (13.8%) à penser que le chef de quartier joue ce rôle. Les femmes leur font également sensiblement plus confiance (15.6%) que les hommes (13.2%). Ces résultats rappellent ce que le diagnostic 2013 avait observé dans le reste de Conakry. Les chefs de quartier jouent un rôle sensiblement plus important pour certains groupes qu'on avait décrits comme plus marginalisés en Guinée. Mais ils jouent également un rôle sensiblement plus important pour les aînés (18.9%) que pour les plus jeunes (13.1%). Ce sont les plus jeunes qui s'avèrent accorder le plus de crédit aux forces régaliennes pour assurer la sécurité des quartiers. Les chefs de quartier ne jouent ainsi qu'un rôle mineur dans la sécurité locale à Dixinn et Kaloum. Ils conservent un certain crédit auprès des plus anciens, des moins éduqués et des femmes, mais même pour eux ils ne jouent pas un rôle très important. Ces résultats confortent les analyses menées plus haut qui montrent que les résidents des deux communes font nettement moins appel à ces instances hybrides pour résoudre les problèmes de sécurité publique qu'ailleurs à Conakry.

La série des cartes présentées ci-dessous permet d'observer des variations d'opinion par quartier à l'intérieur des zones sur ces questions. Les zones les plus foncées indiquent que l'institution (le chef de quartier, les groupes d'autodéfense et les institutions policières selon les cartes) est plus à même, de l'avis des résidents, à assurer la sécurité du quartier.

On y observe clairement que l'avis sur la capacité des chefs à assurer la sécurité du quartier est en règle générale assez homogène au sein d'une commune même si les variations peuvent avoir une amplitude importante exceptionnellement. Ainsi, à Dixinn, les chefs de quartier n'ont pas la cote à Landréah (2.8%) mais sont plutôt plébiscités à Dixinn Centre I (34.7%). A Kaloum, leur cote passe de 5.5% à Temenetaye pour atteindre 20.9% à Manquepas.

Tableau 19: Les entités les plus à même d'assurer la sécurité dans le quartier par communes (en %, moyenne pondérée)

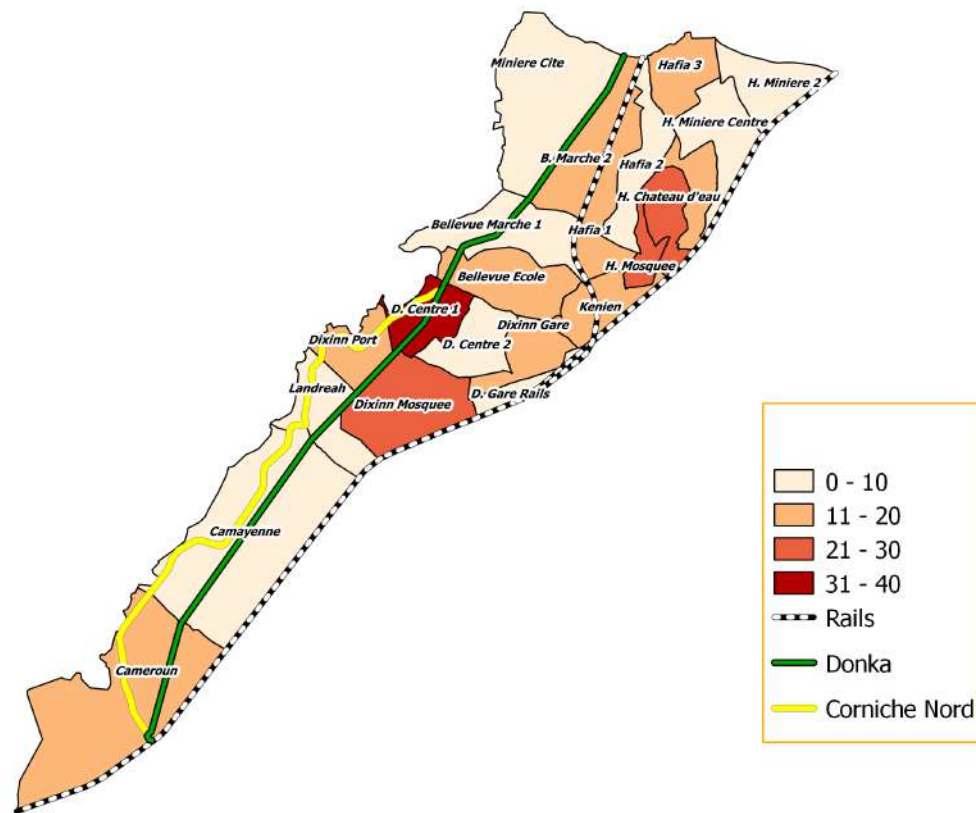
	Dixinn	Kaloum	Moyenne pondérée des zones
	%	%	
La police nationale	24.8	36.6	28.2
La gendarmerie	32.3	38.9	34.2
Les sociétés privées de gardiennage	2.6	3.9	3.0
Les chefs de quartier	15.7	11.2	14.4
La police communale	3.4	1.6	2.9
Les groupes d'autodéfense	5.2	1.7	4.1
Personne	13.9	3.2	10.7
Autres	2.2	3.0	2.4
Total	100%	100%	100%
N	1104	1108	2212

Sur les groupes d'autodéfense, en revanche, les avis varient fortement entre Kaloum et Dixinn. A Dixinn, ils semblent jouer un rôle un peu plus important dans quelques quartiers de l'est de la commune comme Hafia III (16.1%), Hafia Mosquée (14.7%) ou encore Hafia Château d'eau (10.8%), Dixinn Mosquée (10.6%) ou encore Landreah (10.5%). A Kaloum, la carte montre que ces groupes ne jouent qu'un rôle très marginal. C'est à Tombo où l'on enregistre le plus d'opinions favorables avec (4.6%).

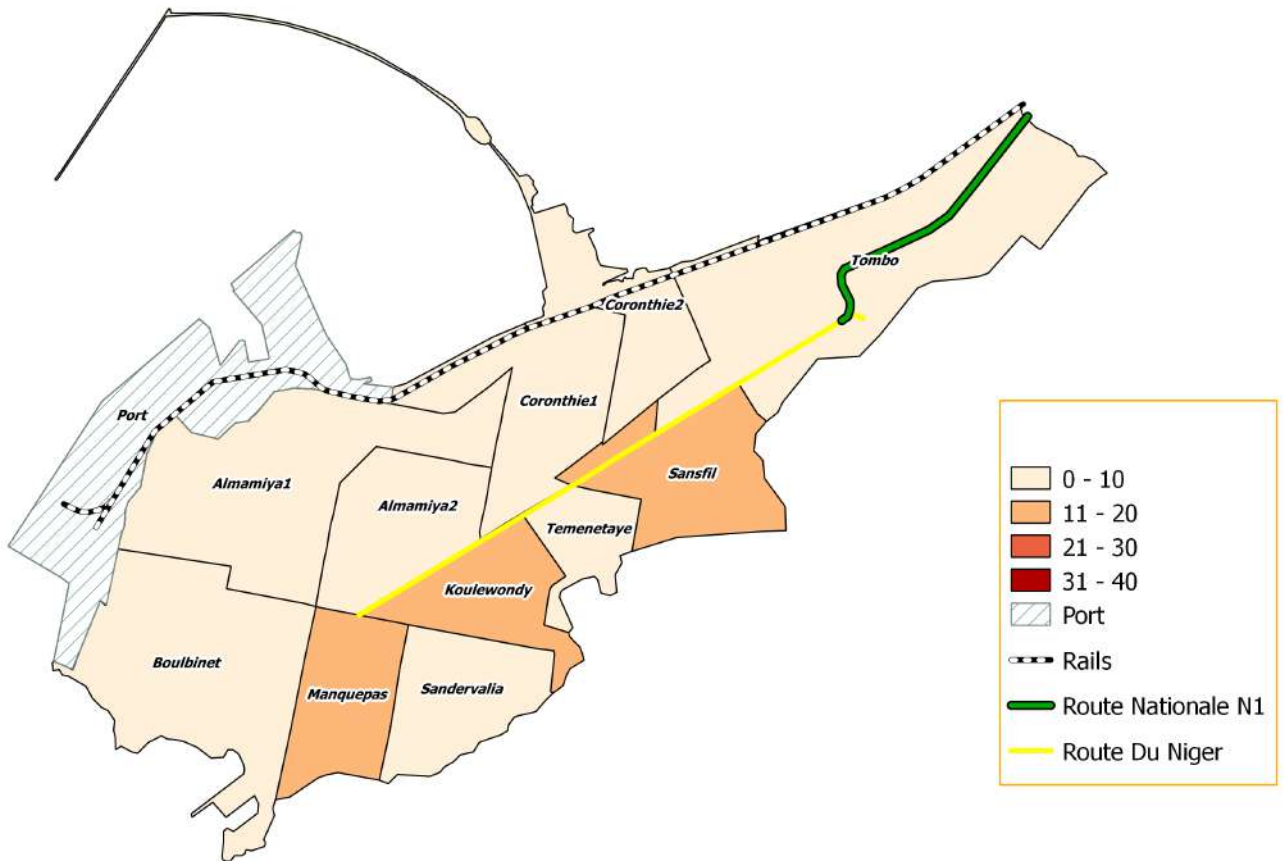
Le dernier groupe de cartes sur les forces de sécurité publique présente des variations parfois très importantes au sein des communes. A Dixinn Mosquée, seuls 36.2% des résidents font

confiance aux forces de sécurité publique alors que ces dernières emportent 76.9% des avis à Hafia II. A Kaloum, les fluctuations sont beaucoup moins importantes et varient dans une fourchette allant de 65.2% à Koulewondy à 89% à Temenetaye.

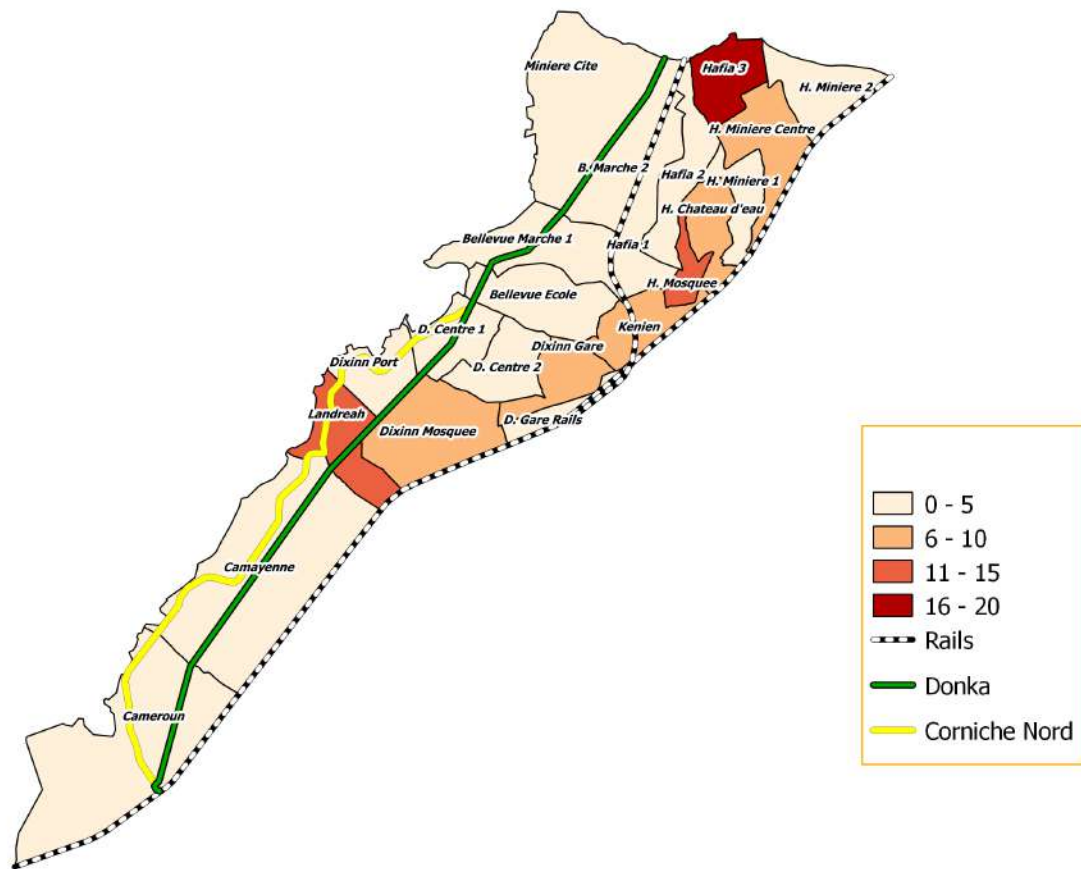
CARTE 19: PERSONNES INTERROGÉES À DIXINN QUI CONSIDÈRENT QUE LE CHEF DE QUARTIER EST L'ENTITÉ QUI ASSURE LE MIEUX LA SÉCURITÉ DANS LE QUARTIER (EN %)



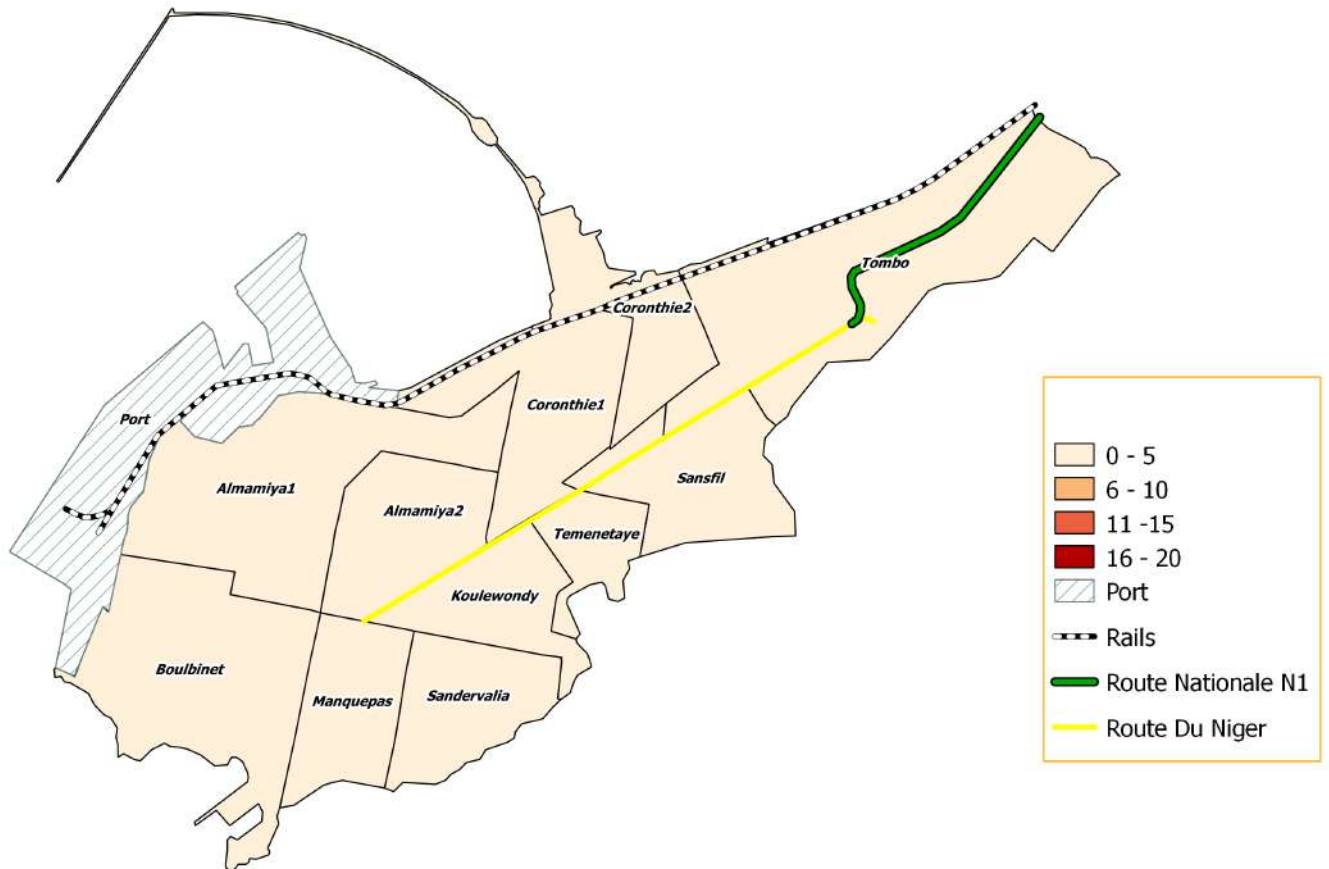
CARTE 20: PERSONNES INTERROGÉES À KALOUM QUI CONSIDÈRENT QUE LE CHEF DE QUARTIER EST L'ENTITÉ QUI ASSURE LE MIEUX LA SÉCURITÉ DANS LE QUARTIER (EN %)



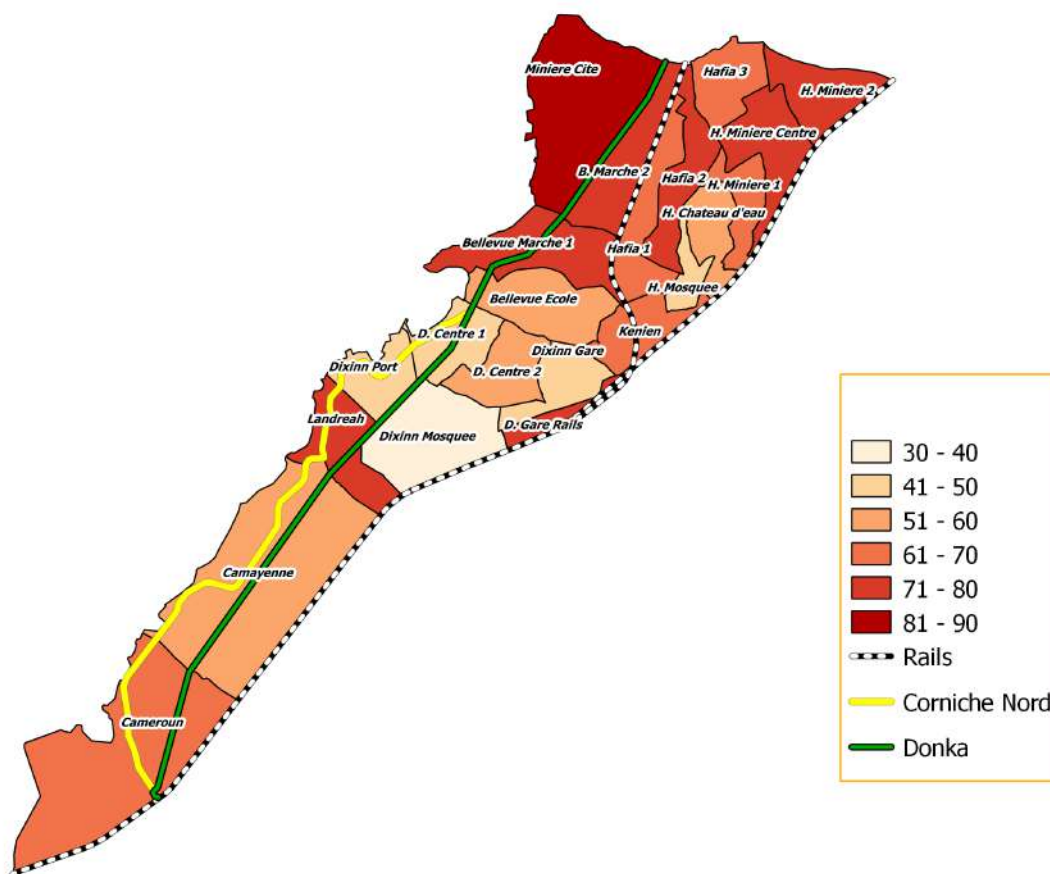
CARTE 21: PERSONNES INTERROGÉES À DIXINN QUI CONSIDÈRENT QUE LES GROUPES D'AUTODEFENSE SONT L'ENTITÉ QUI ASSURE LE MIEUX LA SÉCURITÉ DANS LE QUARTIER (EN %)



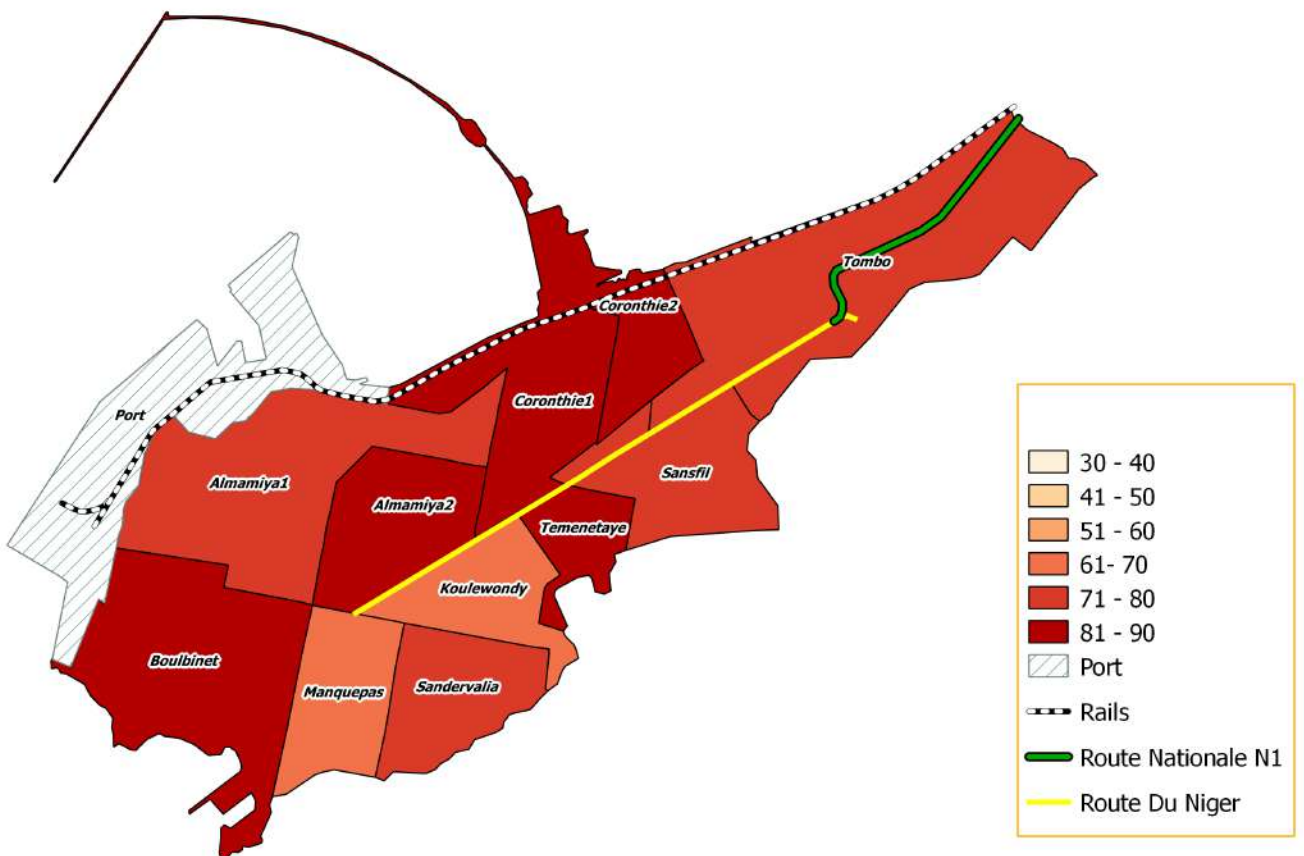
CARTE 22: PERSONNES INTERROGÉES À KALOUM QUI CONSIDÈRENT QUE LES GROUPES D'AUTODEFENSE SONT L'ENTITÉ QUI ASSURE LE MIEUX LA SÉCURITÉ DANS LE QUARTIER (EN %)



CARTE 23: PERSONNES INTERROGÉES À DIXINN QUI CONSIDÈRENT QUE LES FORCES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE (POLICE ET GENDARMERIE) SONT L'ENTITÉ QUI ASSURE LE MIEUX LA SÉCURITÉ DANS LE QUARTIER (EN %)



CARTE 24: PERSONNES INTERROGÉES À KALOUM QUI CONSIDÈRENT QUE LES FORCES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE (POLICE ET GENDARMERIE) SONT L'ENTITÉ QUI ASSURE LE MIEUX LA SÉCURITÉ DANS LE QUARTIER (EN %)



L'image du travail de la police dans les quartiers

Ce diagnostic s'intéresse à l'image que se font les résidents sur les quatre principaux domaines d'activités de la police suivants :

- La lutte contre la criminalité
- L'ordre et la tranquillité publique
- La circulation routière
- La lutte contre les violences sexuelles

Chacun de ces domaines d'intervention est géré par une organisation spécifique au sein de la police nationale : la police judiciaire (pour le traitement de la criminalité), la sécurité publique (pour l'ordre public), la routière (pour la circulation) et l'OPROGEM (pour les violences sexuelles). Les opinions recueillies à travers le sondage permettent ainsi de mesurer les taux de satisfaction avec chacune de ces organisations policières.

Les résultats sont présentés en détail dans le tableau ci-dessous. On y observe que les avis sont nettement plus positifs que dans les autres communes de Conakry étudiées dans l'édition 2013 du diagnostic de sécurité. Ainsi, l'excellent score obtenu par la lutte contre la criminalité à Kaloum (71.2% d'avis positifs) contraste-t-il très fortement avec le score médiocre obtenu à Matoto en 2013 (28.5% d'avis positifs) ou à Ratoma (40% d'avis positifs). Pour tous les indicateurs, c'est essentiellement Kaloum qui tire la moyenne vers le haut. Que les résidents de Kaloum aient une meilleure image de la police ne surprend guère. On avait déjà pu observer que c'est à Kaloum que les taux de satisfaction lors de la dénonciation auprès de la police sont les meilleurs, que le contact avec la police est jugé le plus satisfaisant ou encore que la police nationale apparaît aux yeux des résidents comme l'entité la mieux à même d'assurer la sécurité publique. Outre la qualité du travail policier à Kaloum, il faut ajouter que la densité policière y est plus élevée qu'à Dixinn et que 63% des quartiers sont couverts par un poste de police à Kaloum contre 45% à Dixinn.

Les écarts d'opinions avec Dixinn sont parfois très élevés. On constate ainsi 19.5 points d'écart pour la lutte contre les violences sexuelles et 17.2 points pour la lutte contre la criminalité. Les scores obtenus à Dixinn sont assez proches des scores qui avait été observés dans une autre commune plus résidentielle de Conakry, à savoir Sonfonia en 2013.

La police routière, comme dans le reste du pays, obtient les moins bons résultats des quatre organisations policières avec 43.8% d'avis positifs à Dixinn mais tout de même 56.4% d'avis positifs à Kaloum.

Le bon résultat obtenu par la lutte contre les violences sexuelles confirme les interprétations présentées dans la section sur les violences sexuelles. C'est à Kaloum, siège de l'OPROGEM, que les résidents se montrent le plus satisfaits avec les services proposés (65.5%) alors qu'à Dixinn le score obtenu par ce service est de 46%.

Une majorité de résidents estiment que le travail de la police s'est amélioré au cours des six mois précédant le sondage. En moyenne, 13.4% pensent que la police s'est beaucoup améliorée et 46.5% estiment qu'elle s'est un peu améliorée. 23.3% estiment quant à eux que c'est plutôt le statut quo qui prédomine alors que 16.8% jugent que la qualité s'est dégradée. Comme les autres chiffres le laissaient présager, c'est à Kaloum que l'on est le plus enthousiaste. Une majorité de 63.4% de résident considèrent que la police s'y est améliorée. A Dixinn, il existe également une majorité de résidents à le penser (56.2%). Les moins optimistes se trouvent toutefois à Dixinn avec 18% de résidents qui déclarent que le travail de la police a empiré les derniers 6 mois ayant précédés le sondage.

Tableau 20: Le pourcentage d'opinions positives sur le travail de la police dans les zones par type de prestation (en %, moyenne pondérée)

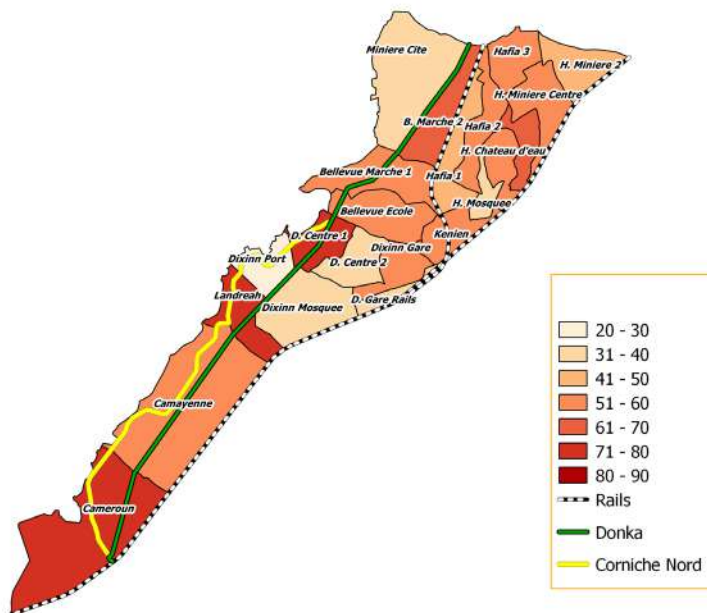
	Dixinn	Kaloum	Moyenne des zones
La lutte contre la criminalité	53.9	71.1	58.9
Le maintien de la tranquillité publique	51.8	66.6	56.1
La circulation routière	43.8	56.4	47.5
La lutte contre les violences sexuelles	46.0	65.5	51.7
Moyenne par zone	48.9	64.9	53.5

Tableau 21: L'opinion des résidents sur l'évolution de la qualité du travail de la police au cours derniers mois (en %, moyenne pondérée)

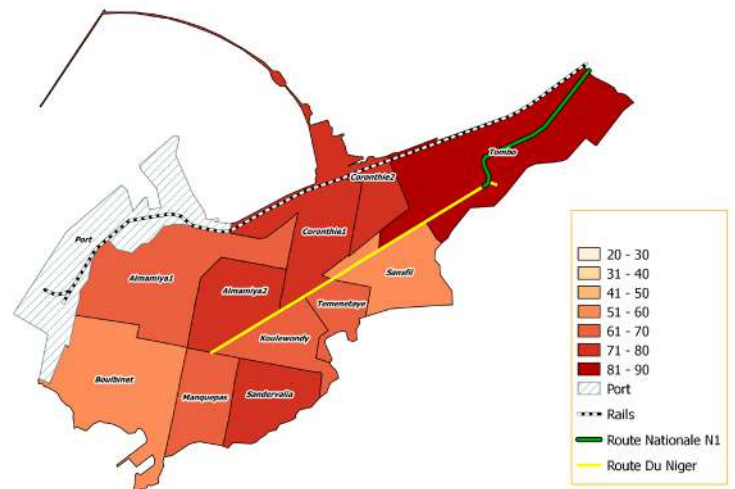
	Dixinn	Kaloum	Moyenne des zones
Fortement amélioré	10.0	16.6	13.4
Un peu amélioré	46.2	46.8	46.5
Pas d'amélioration	25.8	20.8	23.3
Légèrement dégradé	5.8	6.1	5.9
Fortement dégradé	12.2	9.7	10.9
Total	100%	100%	100%
N	971	1006	1977

Les cartes ci-dessous présentent les variations territoriales de l'image de la police (lutte contre la criminalité) au sein des communes. Les zones les plus foncées sont les quartiers où le taux de satisfaction du travail de la police en matière de lutte contre la criminalité est le plus élevé. D'une manière générale, on voit que la couleur foncée domine dans le deux communes en question. Les taux les plus élevés à Dixinn se trouvent à Dixinn Centre I (78.3%), Landreah (77.1%), Cameroun (74.2%). Ces taux sont les plus bas à Dixinn Port (27.5%), Dixinn Gare Rails (35%), Dixinn Mosquée (35.9%), Hafia Mosquée (32.3%) et Minière Cité (34.8%).

CARTE 25: SATISFACTION A L'EGARD DU TRAVAIL DE LA POLICE (EN %) – DIXINN



CARTE 26: SATISFACTION A L'EGARD DU TRAVAIL DE LA POLICE (EN %) – KALOUM



Le profil des personnes qui ont une mauvaise opinion de la police

L'image de la police ne varie pas en fonction de traits démographiques telles que le genre, l'âge, le revenu du foyer ou encore l'appartenance ethnique. Aucune de ces variables n'affecte l'image de la police si on les contrôle par d'autres variables pertinentes dans des modèles d'analyse multivariés. L'image de la police à Dixinn et Kaloum est plutôt associée à quatre types de variables principaux : 1) la victimisation et le niveau de sécurité, 2) l'image de la manière dont s'exerce le pouvoir policier, 3) l'image de l'évolution de la police récemment et 4) le degré de satisfaction lors d'une dénonciation ou d'un contact avec la police.

L'expérience de *victimisation récente* (sur trois ans), le constat de la présence de certaines incivilités comme les *bagarres* ou la *consommation excessive d'alcool* dans le quartier ainsi que l'opinion sur le *niveau de sécurité* de son quartier affectent l'image que les résidents se font de la police nationale. L'expérience d'une agression sexuelle multiplie ainsi par un facteur de 2.5 environ le nombre d'opinions négatives sur la police. L'expérience d'un cambriolage multiplie le nombre de mécontents par un facteur d'environ 1.4. Le constat des incivilités (bagarres et alcool dans le quartier) double le nombre de mécontents. Finalement, ceux qui ont une bonne image de la police attribuent en moyenne une meilleure note au *niveau de sécurité de leur quartier* (7.3 de moyenne sur une échelle de 10) alors que ceux qui ont une très mauvaise opinion du travail de la police attribuent le score médiocre de 3.8 à la sécurité.

Le second groupe de facteurs affectant l'image de la police est l'opinion des résidents sur la manière dont s'exerce le pouvoir policier. Des opinions négatives sur l'*équité*, la *corruption* et la *proximité* de la police affectent négativement l'image du travail policier. Les résidents qui sont de l'avis que la police respecte le principe de l'équité sont environ 1.4 fois plus à avoir une bonne opinion de la police que les autres. Une expérience de demande d'argent de la part des forces de police ternit l'image de celle-ci et augmente de 1.6 fois le nombre de mécontents. En mode bivarié, il s'avère que 60.7% des résidents qui n'ont pas fait une telle expérience

ont une bonne image de la police contre 27.5% seulement des résidents qui ont fait souvent l'objet de demandes d'argent. De la même manière, si la police est jugée proche des résidents, qu'elle connaît bien le terrain et sait résoudre les problèmes, l'opinion sur le travail de la police s'améliore significativement. Les résidents qui souhaitent que la patrouille à pied dans les rues du quartier devienne la première priorité de la police ont bien souvent une moins bonne image de la police que les autres. Autrement dit, renforcer les patrouilles à pied dans les quartiers est susceptible d'améliorer l'image de la police.

Le troisième facteur est l'opinion que l'on a sur *l'évolution de la police*. Ceux qui perçoivent des progrès et pensent que la police s'améliore ont en général une meilleure opinion (79.8%) de la police que ceux qui au contraire pense que la situation se détériore (19.7%).

Le dernier facteur est *une expérience positive lors d'un contact avec la police* ou lors du *dépôt de plainte*. Ainsi, par exemple, 70.2% de ceux qui se déclarent satisfaits du contact qu'ils ont eu avec la police ont également une bonne image de son travail dans le quartier. Les insatisfaits sont seulement 29.4% à avoir une bonne image de la police. Autrement dit, l'image de la police se construit quotidiennement à travers les micro-interactions que les résidents ont avec elle dans des contextes de dénonciation ou de contact en général.

La série de tableaux suivants illustre cette analyse avec quelques chiffres présentés en mode bivarié après pondération des données.

Tableau 22: Le pourcentage d'opinions positives sur l'image de la police en fonction de l'opinion sur l'évolution du travail de la police

	Amélioration	Pas de changement	Détérioration
	%	%	%
Pourcentage de bonne image de la police	79.5	26.0	48.7
N	904	184	56

Tableau 23: Le pourcentage d'opinions positives sur l'image de la police en fonction de l'application de l'égalité de traitement par la police

	La police ne traite pas tout le monde de la même manière	La police traite tout le monde de la même manière
	%	%
Pourcentage de bonne image de la police	44.8	74.9
N	469	538

Tableau 24: Le pourcentage d'opinions positives sur l'image de la police en fonction de demandes d'argent de la part de personnels de la police ou de la gendarmerie (en %, pondéré)

	Souvent	Parfois	jamais
	%	%	%
Pourcentage de bonne image de la police	27.5	42.4	60.7
N	62	63	1852

La police proximité

Pour mesurer le niveau atteint par la police de proximité à Dixinn et Kaloum, le diagnostic a recueilli les avis des résidents sur la « proximité de la police du public », son rôle dans la « prévention », sa « connaissance du terrain », sa « connaissance approfondie de la population », les « délais d'intervention », la « visibilité des patrouilles sur le terrain », son rôle dans la création de partenariats » et, finalement, sa « fonction de résolution de problème ».

En règle générale, la police obtient ses meilleurs résultats à Kaloum pour tous ces indicateurs. Ce qu'elle fait de mieux à Kaloum, selon les résidents, c'est de connaître le terrain (74.9%), d'intervenir dans des délais courts (72.8%), de connaître la population (71.5%) ou encore d'être proche du public (70.3%). Elle pêche un peu plus sur les questions de prévention (60%), de travail en partenariat (59.5%) et de visibilité des patrouilles (57.6%). A Dixinn, les résidents ont une vision assez similaire des points forts de la police mais lui attribuent des scores moins élevés qu'à Kaloum. Ils y sont une majorité à penser qu'elle connaît bien le terrain (60.6%), qu'elle résout les problèmes (59.3%), qu'elle est proche du public (56.1%), qu'elle connaît la population (54.9%) ou encore qu'elle intervient dans des délais courts (53.1%). En revanche, elle favorise peu les partenariats (40.7%), fait peu de prévention (44.1%) et n'est pas très visible sous forme de patrouilles (47.3%). Pour ces trois manières de faire de la police de proximité – la visibilité, le partenariat et la prévention – la police nationale à Kaloum et à Dixinn enregistre ses moins bons scores auprès des résidents.

Les avis ne varient guère en fonction des variables démographiques à l'exception du facteur ethnique mesuré par la langue dans laquelle s'est déroulé l'entretien. Les locuteurs peuls attribuent invariablement de moins bons scores à la police que les locuteurs s'étant exprimé en maninka, soussou ou français. Les locuteurs peuls sont ainsi 39.5% à estimer que la police est visible avec des patrouilles contre 54.2% des autres locuteurs. Ils sont malgré tout 53.2% à estimer la police proche du public contre 64.6% des autres locuteurs. Ces chiffres sont à

rapprocher de l'image moins bonne véhiculée globalement par la police auprès des locuteurs peuls que les autres.

Tableau 25: La façon dont la police nationale met en œuvre ses missions selon les résidents (en %, moyenne pondérée)

	Dixinn	Kaloum	Moyenne des zones
	%	%	
Connaître parfaitement le terrain	60.6	74.9	64.7
Résoudre les problèmes	59.3	67.6	61.7
Etre proche du public	56.1	70.3	60.2
Connaître de façon approfondie la population	54.9	71.5	59.7
Intervenir dans un délai minimal	53.1	72.8	58.8
Etre visible à travers des patrouilles	47.3	57.6	50.3
Faire de la prévention	44.1	60.0	48.7
Favoriser le partenariat	40.7	59.5	46.2

Le contact avec la police: expérience

Cette section analyse la satisfaction des résidents dans le micro contexte d'un contact individuel avec la police. On note tout d'abord que la fréquence d'un contact direct avec la police sur les 12 derniers mois est nettement supérieure à Kaloum (14.6%) qu'à Dixinn (8.8%) mais reste somme toute assez rare. Ces contacts ont lieu le plus souvent dans des micro-contextes de plainte pour un délit. Ainsi, 32.5% des résidents ayant subi une agression ont été en contact durant les 12 derniers mois avec la police contre 9.7% pour les autres. De même, 17.2% des résidents ayant subi un cambriolage ont été en contact avec la police contre 8.2%

pour les autres. Les hommes sont plus fréquemment en contact avec la police (12.2%) que les femmes (8.7%). Les résidents venant de ménages à revenus supérieurs sont plus fréquemment en contact avec la police (env. 15.9%) que les plus pauvres (7.8%).

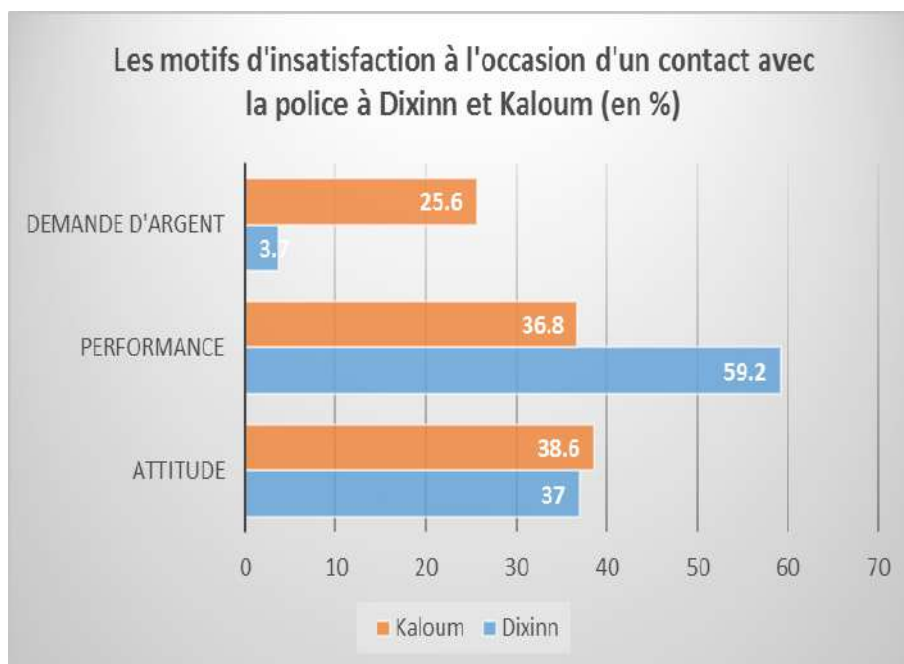
Tableau 26: Le pourcentage de répondants ayant eu un contact avec la police au cours des trois dernières années (en %, moyenne pondérée)

	Dixinn	Kaloum	Moyenne des zones
	%	%	%
Oui	8.8	14.6	10.4
Non	91.2	85.4	89.6
Total	100%	100%	100%

C'est à Kaloum que les résidents entrés en contact avec la police expriment le plus souvent un avis positif. Ils sont 60.5% à se déclarer satisfaits du contact contre 45.2% à Dixinn. Les raisons avancées à Dixinn pour expliquer l'insatisfaction sont avant tout l'absence de performance de la police (59.3% des cas). A Kaloum, en revanche, l'insatisfaction est motivée plutôt par l'attitude de la police dans ces contextes d'interaction (38.6%), ensuite par le manque de performance (36.8%) et enfin par le fait que le résident a dû déboursier de l'argent (24.6%). En somme, à Kaloum, l'attitude et la petite corruption des agents sont les principaux motifs d'insatisfaction tout en rappelant que cela semble le fait d'une minorité d'agents sachant que le taux de satisfaction y est le plus élevé de tout Conakry. Les demandes d'argent de la part des agents semblent nettement moins fréquentes à Dixinn puisqu'elles ne sont mentionnées que par 3.7% des insatisfaits.

Tableau 27: La satisfaction lors du contact avec la police au cours de trois dernières années (en %, moyenne pondérée)

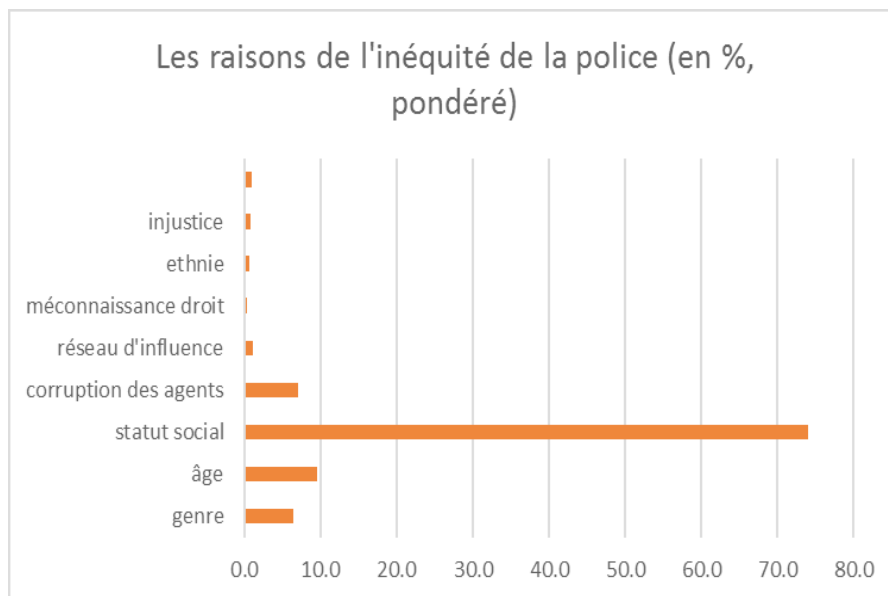
	Dixinn	Kaloum	Moyenne des zones
	%	%	%
Insatisfait	42.3	28.5	33.7
Ni satisfait ni insatisfait	12.5	11.0	11.6
Satisfait	45.2	60.5	54.7
Total	100%	100%	100%
N	104	172	276



L'équité de la police: la déontologie policière

Que pensent les résidents sur l'équité de la police ou, en d'autres termes, sur la question de savoir si la police traite tout le monde de la même manière ? A Dixinn, une majorité de 61% de résidents pensent que la police ne traite pas tout le monde de la même manière tandis qu'à Kaloum ce sont 59.5% des résidents qui pensent de cette manière. Cette opinion majoritaire ne varie pas significativement entre les groupes ethniques, les genres, l'âge ou encore le revenu. En revanche, les victimes de délits sont les plus sceptiques sur l'application par la police nationale guinéenne du principe de l'équité. Les victimes d'agressions, par exemple, sont 78.5% à estimer que ce principe n'est pas respecté contre 59.8% des autres. De la même manière les personnes entrées en contact avec la police sur les 12 derniers mois sont également moins nombreuses que les autres à penser que la police applique le principe de déontologie (67.3% versus 59.9%). On peut encore ajouter ce chiffre : 94.5% des insatisfaits d'un contact avec la police pensent qu'elle n'applique pas ce principe (contre 42.7% des satisfaits). Cette image sur l'équité de la police semble donc se forger dans ces contextes d'interaction avec les agents lors d'un contact ou d'une dénonciation et motive fortement l'insatisfaction. Elle explique en partie pourquoi les victimes de délit s'adressent à la police pour déposer plainte. 40.9% de ceux qui estiment que la police n'est pas équitable ont déposé plainte à la police lorsqu'ils ont été victimes d'une agression contre 56.7% de ceux qui pensent que la police respecte ce principe.

La police, selon ces sceptiques, traitent les gens différemment en fonction de leur statut social qui avantage certains résidents (74% des raisons avancées). 9.5% des sceptiques ont avancé l'âge (ou les plus jeunes sont moins bien traités), 7.1% l'argent qui corrompt les agents a été avancé et finalement 6.5% le genre qui avantage les hommes a été avancé. Les problèmes ethniques sont rarement avancés (moins de 1% des cas).



La corruption au sein des forces de l'ordre

Sur les douze derniers mois, 94% des résidents affirment ne pas avoir fait l'objet d'une demande d'argent de membres de forces de l'ordre. Ces demandes sont légèrement plus fréquentes à Kaloum (10%) qu'à Dixinn (4.3%). Si l'on retient l'analyse à ceux qui déclarent avoir été en contact avec la police durant cette période, il s'avère que 32.8% d'entre eux disent avoir fait l'objet d'une demande d'argent à Kaloum. A Dixinn, la proportion est plus faible avec 27.9% de demandes d'argent. On peut donc affirmer que les demandes d'argent sont une pratique répandue, avec Kaloum qui vient en tête. Dans cette commune près du tiers des interactions avec la police ont été monétisées par cette dernière.

Tableau 28: Demande d'argent de la part des forces de sécurité publique (en %, moyenne pondérée)

	Dixinn	Kaloum	Moyenne des zones
Fréquemment	2.5	4.1	3
Quelque fois	0.8	2.7	1.3
Rarement	1	3.2	1.7
Jamais	95.7	90	94

Cette pratique semble être le fait essentiellement de la police nationale. A Dixinn, 84.3% de ceux qui ont fait face à une telle demande ces 12 derniers mois affirment qu'elle venait de la police. A Kaloum, cette proportion est de 76.3%. Il est beaucoup plus rare que la demande vienne de la gendarmerie. A Dixinn, 9.8% des résidents ont mentionné que la demande venait de la gendarmerie tandis qu'à Kaloum 8.5% des résidents l'affirment également. Ces résultats doivent cependant être interprétés avec précaution sachant que les interactions avec la police sont plus fréquentes qu'avec la gendarmerie et que les résultats sont donc biaisés par cette réalité.

Les résidents ayant été confrontés à une demande d'argent venant d'un agent envisagent très rarement de dénoncer le cas et y font face avec résignation. 16% des résidents de Dixinn l'ont dénoncé contre seulement 9.2% des résidents de Kaloum. Il est rare que la dénonciation soit formelle. A Kaloum, cependant, 63.6% du petit groupe d'individus qui ont choisi de dénoncer l'ont fait à la police elle-même. Mais le taux de dénonciation à la police – 6.4% des cas - reste très modeste. A Dixinn, les résidents ne dénoncent pas ce genre d'affaires à la police. Un seul résident l'a fait. En règle générale, à Dixinn, on se plaint plutôt à un parent, sur Facebook ou pour ceux qui le peuvent, à la radio. Ceux qui ne se résignent pas choisissent donc, à Dixinn surtout, des stratégies sociales ou publiques (57.1% des cas de dénonciation). Les stratégies sociales sont également répandues avec un taux de 36.4% des cas de dénonciation.

CHAPITRE VII: LA VISION DES RESIDENTS SUR LEUR POLICE

Qui faut-il faire pour améliorer le travail de la police et quelles méthodes de travail de la police?

Si l'on en croit les résidents, deux mesures principales sont de nature à améliorer le travail de la police. A Kaloum comme à Dixinn, la mesure principale, de l'avis des résidents, serait de mieux payer les policiers. 35% sont de cet avis à Dixinn et 44.4% à Kaloum. Lors de l'édition 2013 du diagnostic de sécurité dans les autres communes de Conakry à N'Zérékoré, l'augmentation des salaires de la police était également la mesure prioritaire préconisée par les résidents (36.8%). La deuxième mesure la plus mentionnée à Kaloum et Dixinn est la formation. Pour 32.1% des résidents de Dixinn et 30.8% de Kaloum, cette mesure est susceptible d'améliorer l'efficacité du travail policier. L'amélioration de la discipline (6%) et du recrutement (9%) seraient des mesures complémentaires. L'augmentation du nombre de policiers est la mesure la moins populaire (4.9%) dans ces communes qui bénéficient de densités policières très supérieures à la moyenne nationale. Les avis varient peu en fonction de variables démographiques.

Tableau 29: Les mesures préconisées par les résidents pour améliorer la qualité du travail de la police (en %, moyenne pondérée)

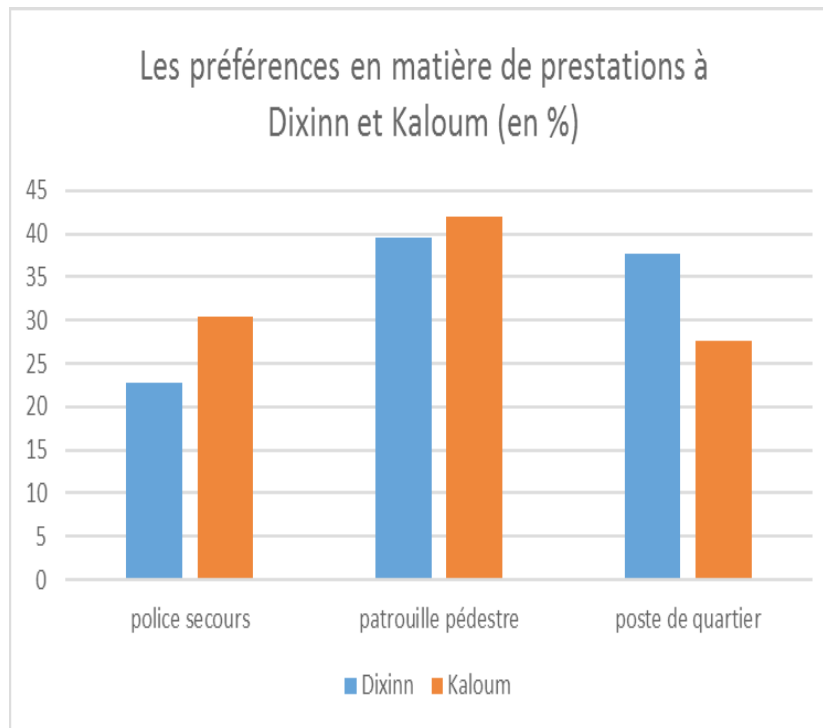
	Dixinn	Kaloum	Moyenne
	%	%	%
Mieux payer les policiers	35.0	44.4	37.7
Mieux former les policiers	32.1	30.8	31.7
Améliorer la discipline	5.7	6.8	6.0
Augmenter le nombre de policiers	6.0	2.2	4.9
Augmenter la mobilité de la police	6.7	3.2	5.7
Améliorer la qualité du recrutement de la police	9.9	6.8	9.0
Autres	4.6	5.8	5.0
N	1152	1147	2301
TOTAL	100%	100%	100%

Les préférences en matière de prestation policières

L'intervention rapide sur appel, le poste de police et la patrouille pédestre de quartier sont trois services différents que peut proposer une police de proximité aux résidents. Le diagnostic a cherché à savoir quelles étaient les préférences des résidents de Dixinn et de Kaloum à ce propos. Contrairement aux autres communes de Conakry où le poste de police recueillait une majorité d'avis (54.4% en moyenne), la préférence des résidents de Dixinn et de Kaloum va à la patrouille pédestre ou à vélo dans le quartier. Ils sont 41.9% à Kaloum et 39.6% à Dixinn à estimer que ce devrait être la priorité de la police. A Dixinn, la seconde priorité est le poste de police (37.7%) et la troisième l'intervention sur appel (22.8%). A Kaloum, l'intervention sur appel (30.5%) est sensiblement plus populaire que le poste de police (27.6%). Dans d'autres diagnostics menés par Coginta internationalement, il est ressorti que les résidents des hypercentres accordent souvent leur préférence à la patrouille pédestre de quartier qui les rassure. Conakry ne déroge ainsi pas à la règle. Ce sont les communes les plus centrales qui accordent leur préférence à la patrouille pédestre et, notamment, l'hypercentre de Kaloum. Analyses faites, il s'avère que ce sont les plus insécurisés de jour qui sont les plus nombreux à réclamer une présence visible sous forme de patrouilles à pied. 54.7% des insécurisés la journée accordent leur préférence à ce type de mesure contre 39.1% des sécurisés. Il existe ainsi un fossé à combler entre ces attentes et la réalité de la police de proximité. On se souvient que c'est précisément sur l'indicateur de la visibilité des patrouilles pédestres que la police de proximité pêche et cela notamment à Kaloum.

Les priorités des résidents en matière de thématiques

On a vu quelles prestations policières avaient les préférences des résidents. Voyons maintenant quelles thématiques ont leurs préférences et ce qui devrait, selon eux, devenir la priorité de la police!



Les résidents de Dixinn et Kaloum sont unanimes pour estimer que la lutte contre les cambriolages et la lutte contre la drogue sont les priorités les plus urgentes. En cela, ils ne diffèrent pas des résidents des autres communes de Conakry. A Dixinn, 42.7% des résidents souhaitent que la police fasse des cambriolages et braquages sa 1ère priorité. A Kaloum, cette proportion est un peu plus modeste avec 37.4%. La lutte contre la drogue est la 2ème priorité dans les deux communes (respectivement 30.1% et 31.4%). L'ordre des deux premières priorités est similaire à ce qui avait été observé à Ratoma, Matam et Sonfonia en 2013.

Tableau 30: Priorité de travail de la police dans le quartier selon les résidents (en %, moyenne pondérée)

	Dixinn	Kaloum	Moyenne des zones
	%	%	%
Lutte contre les cambriolage et braquages	42.7	37.4	41.2
Lutte contre la drogue	30.1	31.4	30.4
La lutte contre l'insalubrité et les atteintes à l'environnement	9.1	7.8	8.8
La lutte contre les bandes de jeunes agressives et les clans	6.8	5.4	6.4
La lutte contre les agressions physiques	3.4	5.8	4.1
Poursuite infraction de la route	2.8	2.7	3.1
Prévention des violences sexuelles	2.5	6.1	3.5
La lutte contre les tapages nocturnes	2.0	1.1	1.7
La lutte contre les violences scolaires	0.6	1.2	0.8
N	1161	1140	2317
Total	100%	100%	100%

Les résidents de Kaloum sont plus sensibles que ceux de Dixinn à la problématique des agressions et des violences sexuelles. La prévention des violences sexuelles arrive en quatrième position dans l'ordre des priorités à Kaloum alors qu'à Dixinn celle-ci arrive en 7ème et avant-dernière position. Les violences scolaires ne figurent pas dans les priorités des résidents des deux communes (moins de 1% de mention).

D'une manière générale, les femmes sont légèrement plus sensibles à la problématique des violences sexuelles (4.5%) que les hommes (2.6%). Ce sont les plus jeunes femmes, âgées de 18 à 25 ans, qui y sont le plus sensibles (6.2%). Les femmes sont également plus sensibles à la problématique de l'insalubrité (10%) que les hommes (7.5%). L'ordre des préférences varie également en fonction de l'âge. Ainsi, les plus jeunes sont-ils un peu moins sensibles à la problématique de la drogue (28.4%) que les autres (31%). Ils sont légèrement plus sensibles en revanche aux violences sexuelles (4.1%) que les autres (3.4%) et aux agressions physiques (6%) que les autres (3.5%). Finalement, relevons que l'ordre des priorités change sensiblement en fonction des revenus des foyers. Les foyers les plus pauvres sont moins sensibles aux problèmes de drogue (23.5%) que les autres mais plus sensibles aux problèmes liés aux bandes de jeunes agressives (11.3%) et à l'insalubrité (11.4%) qui les touche plus que les autres. Plus un foyer est riche plus le problème de la drogue devient central. Les revenus aisés sont 46.9% à estimer que la lutte contre la drogue doit devenir la première priorité de la police. Chez eux, la lutte contre les cambriolages devient la deuxième priorité avec seulement 23.6% de mentions.

CHAPITRE VIII: CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

En menant un programme de patrouilles pédestres, surtout de jour, dans les quartiers, la police répondra à une forte attente exprimée par une grande partie des résidents de Kaloum et de Dixinn. Dans certains quartiers de Kaloum, comme Sansfil, Sandervalia, Tombo ou Manquepas, les plus de 45% des résidents souhaitent que les patrouilles pédestres ou à vélo deviennent la première priorité de la police, loin devant l'intervention sur appel ou le poste de police. Mais les quartiers de Dixinn ne sont pas en reste. A Hafia Minière II, par exemple, 60.6% des personnes interrogées accordent également leur préférence à ce type de prestation. Pratiquement dans tous les quartiers dits de la Minière une proportion de plus de 45% de résidents demande en priorité des patrouilles pédestres. Au sein des quartiers, certains endroits pourraient être ciblés car ils sont les lieux les plus insécurisants. A Dixinn, les abords du rail sont souvent cités comme étant problématiques. C'est aussi vrai à Kaloum où, en plus, les bords de mer sur la Corniche, le port autonome ou les rails du Petit Bateau à la jonction entre les deux Coronthies sont également souvent mentionnés. Les points chauds identifiés par le diagnostic sont des candidats pour des programmes de patrouilles plus intensifs. A Kaloum, Les patrouilles pédestres sont de nature à rassurer les gens qui craignent des agressions. Un tel programme est également susceptible de rehausser significativement l'image de la police. Pour l'heure, ceux qui demandent des patrouilles à pied ont en général une moins bonne image du travail de la police dans leur quartier. L'image de la police est plombée à 44.3% de satisfaits chez ceux qui ne voient pas de patrouilles de police dans leur quartier alors qu'elle bondit à 73% de satisfaits si, au contraire, il existe des patrouilles de police dans le quartier.

RECOMMANDATION 1: Un programme généralisé de patrouilles pédestres de jour devrait être mis en place ; celui-ci se concentrerait sur des quartiers où la demande est plus forte, l'insécurité plus élevée, les abords du rail ou les bords de mer sur les corniches ainsi que les points chauds.

D'une manière plus générale, les résidents sont avides d'une police qui réponde aux principes de la police de proximité : programmes de prévention, résolution de problème, délais courts d'intervention, patrouilles de proximité à pied ou à vélo et partenariats. Sans entrer dans les détails des chiffres, en gros la proportion de satisfaits du travail de la police double dès que ces principes sont mieux appliqués dans le quartier du répondant. Les taux de satisfaction qui oscillent entre 30 et 40% lorsqu'ils ne sont pas appliqués grimpent à plus de 70% dès qu'ils sont plus appliqués. Ce plébiscite pour la police de proximité est général et ne dépend pas du genre, de l'âge ou encore du revenu des répondants même si, encore une fois, les plus insécurisés sont plus nombreux à favoriser ces principes.

RECOMMANDATION 2: L'application d'un programme qui renforce les principes de la police de proximité est une recommandation forte du diagnostic de sécurité. Kaloum a pris de l'avance dans l'application de ces principes qui restent encore embryonnaires à Dixinn. Un effort particulier devrait être fourni dans la commune de Dixinn qui comprend nettement plus d'insécurisés que Kaloum.

Certains services devraient également être améliorés. Si les résidents sont d'avis que la police est meilleure dans la lutte contre la criminalité que dans d'autres services – comme la circulation et les violences sexuelles -, une majorité des résidents se disent néanmoins peu satisfaits de la manière dont sont traitées leurs plaintes pour cambriolage. L'expérience de la dénonciation pour cambriolages est médiocre à Dixinn et sensiblement meilleure à Kaloum. Cette insatisfaction explique en partie la faiblesse des taux de dénonciation pour cambriolage à la police. Rappelons que seuls 12.5% des cambriolages sont dénoncés à la police. C'est à peine mieux que la moyenne de l'édition 2013 du diagnostic de sécurité qui montrait que 8% des cambriolages en moyenne étaient dénoncés à la police dans les autres communes de Conakry et N'Zérékoré. Dans 84.6% des cas, les victimes insatisfaites expliquent que la police n'a rien

fait, qu'elle n'a pas retrouvé les voleurs et d'une manière générale qu'elle ne s'est pas montrée efficace. A Dixinn, les résidents semblent si résignés qu'ils tendent (33.6% des cas) même à s'adresser aux chefs de quartier pour trouver des solutions aux cambriolages. Ainsi, malgré une forte présence policière dans ces deux communes, les taux de dénonciation pour cambriolages à la police restent médiocres et incitent à trouver des solutions pour renforcer l'investigation des cambriolages. Cela est d'autant plus important pour la police que la lutte contre les cambriolages et les braquages est la première priorité des résidents de Kaloum et de Dixinn.

RECOMMANDATION 3: Des pistes pourraient être explorées notamment sur la mise en place d'une identification judiciaire avec un fichier d'empreintes digitales et la collecte de données papillaires en pilotant le système à Conakry.

La police reste rarement sollicitée – et même pas du tout à Dixinn – pour des actes de violences sexuelles. Dans 100% des cas à Dixinn et 73% à Kaloum, les victimes ont adopté ce que l'on a appelé des stratégies sociales de dénonciation, à savoir des stratégies qui s'adressent en priorité aux ONGs pour traiter du problème. Etant donné le peu de cas recensés par le sondage – dont on a vu qu'il reste un outil peu adapté pour analyser le phénomène –, il n'est pas possible de savoir si l'offre de la structure spécialisée de la police – l'OPROGEM – devrait être revue pour mieux coller à la demande. Le diagnostic 2015, comme celui de 2013, permet cependant de mettre à jour l'existence d'une violence qui s'exerce sur des jeunes hommes dans les mêmes proportions que pour les femmes. Ces jeunes choisissent souvent le silence et renoncent à dénoncer également aux ONGs. Cette question de la violence sexuelle contre des hommes reste un tabou et mériterait une réflexion au sein de la police et des ONGs pour les traiter adéquatement. Le diagnostic permet aussi de montrer que les résidents de Kaloum sont plus sensibles à la question des violences sexuelles qu'à Dixinn et cette sensibilité, même si elle reste modeste, semble ouvrir des espaces de parole pour les dénoncer. C'est en effet à Kaloum que

les victimes se sont le plus ouvertes aux enquêteurs pour déclarer avoir été victimes de tels faits (3.5%). A Dixinn, seuls 0.7% des répondants ont déclaré avoir été victimes de violences sexuelles. Il est probable que des campagnes de sensibilisation à Dixinn ouvrent de nouveaux espaces de parole qui permettent la prise en charge et de lutter plus efficacement contre ce phénomène.

RECOMMANDATION 4: La police et les ONGs devraient mener ensemble des campagnes de prévention, se concentrer sur des nouvelles zones comme Dixinn et inclure la problématique des agressions sexuelles contre les jeunes hommes.

Même si les plaignants mentionnent rarement les demandes d'argent de la part des agents comme principal motif d'insatisfaction, il s'avère qu'entre un quart (Dixinn 27.9%) et un tiers (Kaloum 32.8%) des occasions de contact avec la police s'accompagnent de ce type de demandes. Ces demandes ternissent l'image de la police même si les résidents estiment dans leur grande majorité que les salaires des policiers sont trop bas et que les augmenter serait de nature à améliorer le travail de la police. Les victimes renoncent en général à dénoncer ces agissements même si à Dixinn (16% des cas) ils sont plus dénoncés qu'à Kaloum (9.2% des cas). Ces pratiques contribuent à semer le doute sur l'équité de la police. Nombre de résidents ont déclaré spontanément que l'une des causes de l'inégalité de traitement de la police est la petite corruption consistant à payer les agents.

RECOMMANDATION 5: Agir sur les salaires des policiers, adopter une tolérance zéro des demandes d'argent de la part des agents et des sessions de sensibilisation sur la déontologie policière devraient figurer dans un programme visant à éradiquer la petite corruption de la police.

Un trop grand nombre de résidents (60% environ) sont d'avis que la police ne respecte pas

le principe de l'équité et qu'elle traite les citoyens différemment. Elle favorise les personnes en fonction de leur statut social et ceux qui « graissent la patte » des agents. Cette opinion négative pèse lourdement sur l'image de la police. Elle se forge au contact avec la police : 67.3% des résidents entrés en contact des derniers 12 mois avec la police considèrent qu'elle ne respecte pas ce principe de déontologie contre 59.5% chez ceux qui n'ont pas été en contact avec elle. Cette opinion explique également que les victimes hésitent à dénoncer des actes de violence à la police. Seules 40.9% d'entre elles dénoncent une agression à la police si elles considèrent que le principe d'équité n'est pas respecté par la police contre 56.7% des victimes qui sont de l'opinion contraire. Autrement dit, la manière dont s'exerce l'autorité policière lors du contact avec les résidents compte pour beaucoup dans l'image que ces derniers se font de la police et dans leurs comportements de dénonciation.

RECOMMANDATION 6: La police nationale aurait tout avantage à renforcer son enseignement du code de déontologie et organiser des séances de sensibilisation à ce code à l'avenir. Son image en bénéficierait et elle enregistrerait de meilleurs taux de dénonciation pour les violences contre les personnes.

Le deal et la consommation de drogues continuent d'être une priorité pour les résidents de Dixinn et Kaloum même si c'est dans une moindre mesure qu'à Matoto en 2013 par exemple. Cette problématique reste, après la lutte contre les cambriolages, la deuxième priorité des résidents des deux communes. Ce problème est non seulement très fréquent dans la plupart des quartiers mais il dérange beaucoup les résidents qui s'en plaignent. Pour 12.7% des résidents de Kaloum, c'est la principale cause de l'insécurité de certains endroits de la commune. A Dixinn, 7.2% des résidents mentionnent ce problème comme principale cause d'insécurité dans les endroits les moins sûrs à proximité de chez eux.

RECOMMANDATION 7: Une attention toute particulière doit être portée sur les jeunes en incitant notamment la police nationale à travailler en partenariat avec des ONGs sur des programmes de prévention dans les écoles, les collèges et les universités.

De nombreuses études ont démontré que les jeunes, particulièrement en milieu urbain, sont exposés à la violence physique, aux drogues et stupéfiants, à l'incivisme, au racket et à la prostitution ayant pour conséquence d'accroître leur vulnérabilité. A cela, peut s'ajouter le chômage et le désœuvrement caractérisés par l'absence d'opportunités économiques. Cette situation d'impasse amène certains jeunes à recourir à la violence et à la délinquance.

Ce phénomène est également visible dans les établissements scolaires plus particulièrement les collèges et lycées, ainsi que les autres lieux de rencontres, telles les maisons de jeunes, qui sont pour la jeunesse les lieux de formation et de brassage.

La prévention de la délinquance des jeunes est l'affaire de tous : les parents en premier lieu, les autorités politico-administratives qui doivent déterminer et porter une vision claire tant au niveau national qu'au niveau local, les dépositaires d'une mission de service public éducative, sociale, policière ou judiciaire, mais aussi chaque citoyen, à la fois acteur de sa propre sécurité et du « bien vivre ensemble ».

Dans cette perspective, prévenir et contenir la violence et la délinquance par une sensibilisation accrue en milieu scolaire devrait être l'objet d'un effort collectif reposant sur la concertation des différents acteurs et sur des initiatives spécifiques visant également à rétablir le lien de confiance entre la police et les jeunes.

NOTES DE FIN

1. Banque Mondiale (2014); « Cadrage Macroéconomique/Ministère du Plan et Etude Impact économique et social du virus à Ebola », Conakry, Guinée.
2. Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi (2013); « L'Enquête spécifique emploi et travail décent-2012 », Conakry, Guinée.
3. Plus de 86.4 % selon les chiffres publiés par « L'habitat Vision 2021 ».
4. Afin d'éviter le double compte, ces effectifs ne concernent pas la Direction générale de la police judiciaire, le commissariat régional de la police de Conakry et le haut-commandement de la gendarmerie nationale.
5. Ce ratio ne prend pas en compte l'effectif de 22 officiers du point d'appui de Boulbinet qui est une entité mixte englobant la police, la gendarmerie, le garde forestier et l'armée guinéenne. A Dixinn Nous comptons également 2 points d'appui à Landréah et à Dixinn Gare avec 21 et 18 officiers respectivement.
6. Selon le Diagnostic Local de Sécurité de 2013, les ratios effectifs policiers et gendarmes pour 100'000 habitants selon les données de l'INS s'élèvent à 703, 297, 223 et 595 respectivement à Matam, Matoto, Ratoma et Sonfonia.
7. Statistiques officielles de l'INS, Recensement Général de la Population et de l'Habitat (2014).

PARTENAIRES POUR LA SÉCURITÉ EN GUINÉE: LA RÉFORME DE LA POLICE AU SERVICE DES CITOYENS

La Guinée est confrontée à des défis de sécurité complexes. Ces défis sont exacerbés par un manque de confiance entre les forces de police et les communautés qu'elles servent. Le projet «Partenaires pour la sécurité en Guinée: la réforme de la police au service des citoyens» améliorera la sécurité des citoyens par l'intégration des formations institutionnalisées et des politiques de la Police Nationale de la Guinée (PNG). Pour répondre aux défis de sécurité, notre travail consistera aussi de résoudre des problèmes entre la police et la communauté.

En Juin 2015, le projet, *Partenaires pour la Sécurité en Guinée*, a été officiellement lancé à Conakry. A noter que ce projet a été approuvé par les gouvernements des Etats-Unis et de la Guinée. En collaboration avec les Partenaires de l'Afrique Ouest, Coginta, et CECIDE, les PartnersGlobal compte développer ce projet pour répondre aux défis de sécurité dans deux communes de Conakry: Dixinn et Kaloum. Au cours des deux prochaines années, ce projet développera un programme de formation de la police nationale et intégrera la notion de la police communautaire (Police de proximité), les droits humains, la violence sexuelle, la violence contre les jeunes, et l'engagement avec les jeunes. En plus, pour la première fois depuis l'ouverture de l'école nationale de police, un groupe des nouvelles recrues sera formé aux techniques basiques de la police de proximité.

Bien que l'amélioration de la compétence de la police soit essentielle, il doit être accompagné par un investissement dans l'amélioration de la gouvernance de la sécurité au niveau local. Partenaires pour la Sécurité en Guinée donnera la priorité à la restauration de la confiance et à la collaboration entre la police, le gouvernement local, les chefs du quartier et les membres de la communauté.

Le projet est mis en oeuvre par les partenaires suivants:

